

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

PARLER DE POLITIQUE AU PÉROU : EXPLORATION DES PROCESSUS DE
REPRÉSENTATION, DE DÉFINITION ET D'APPROPRIATION DE LA POLITIQUE

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE

DE LA MAÎTRISE EN COMMUNICATION

PAR

MARYSE TÉTREULT

JANVIER 2009

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

Pour Alfredo

*En hommage à sa passion pour la culture, pour la
vie et pour sa soif de justice. Pour son
esprit de résistance, son modèle d'intégrité.
Gracias*

*Sería fantástico poder llamar las
cosas por su nombre.*

[Ce serait fantastique de pouvoir nommer
les choses par leur nom.]

*Joan Manuel Serrat
Chanteur espagnol*

PROLOGUE

Sur les routes cahoteuses et sinueuses qui séparent la ville de Cajamarca de la province de San Juan, Alfredo avait l'habitude de nous raconter de petites histoires pour nous faire réfléchir sur certains aspects de la vie ou seulement pour nous faire rire. La route étant longue, mais le paysage magnifique, mes compagnons de voyage et moi alternions conversations et silences. Ce périple allait changer quelque chose en moi, par la seule connaissance d'une personne rencontrée, il y a déjà deux ans.

Avant mon départ pour Montevideo, Uruguay, en octobre 2007, où je devais présenter mon travail de recherche lors d'un forum social, je demandai à Alfredo de bien vouloir lire ma présentation et d'y apporter des suggestions. Il me répondit par ce conte :

On raconte qu'un jeune étudiant de la ville eut l'opportunité de vivre, durant un moment, dans une communauté paysanne, où il fut traité avec toute l'affection et l'hospitalité que la communauté avait l'habitude de prodiguer.

Quand le jeune homme retourna à la ville, il promit d'épargner suffisamment pour qu'un membre de la famille dans laquelle il avait séjourné puisse connaître à son tour le lieu où il vivait. Et ainsi en fut-il : après quelques temps, un jeune de la communauté le visita à la ville. Immédiatement, le jeune de la ville l'amena se promener sur la grande avenue principale. Les trottoirs étaient bondés de gens marchant dans toutes les directions, les automobiles passaient à toute vitesse et le bruit sortait des restaurants et des commerces avoisinants. Tout à coup, le jeune *comunero* (de la communauté) s'arrêta et dit à son ami : « Attends ! Un grillon pleure, il a de la peine ». L'autre ne put contenir son rire. Il lui dit que cela n'était pas possible et insista pour qu'ils continuent leur marche. « Non », insista le jeune *comunero* : « ce pauvre grillon pleure et il a beaucoup de peine ». Le jeune de la ville commença à s'impatienter et lui dit de se remettre en route, l'assurant qu'il avait sans doute mal entendu, que ce n'était pas possible.

Ils continuèrent alors, mais le *comunero* décida de sortir, sans que personne ne s'en rende compte, une petite pièce de monnaie de sa poche, qu'il laissa tomber par terre. Au tintement de la pièce qui tomba, tous les passants, incluant son ami, se retournèrent et touchèrent leurs poches pour s'assurer que la pièce qui était tombée ne leur appartenait pas. « Maintenant, tu comprends ? » Dit le *comunero* à son ami. « Chacun écoute bien ce qu'il connaît. Toi, tu ne peux pas entendre les pleurs d'un grillon, mais tu peux entendre le son de l'argent. »

AVANT-PROPOS

Observer l'activité politique d'un pays, c'est prendre connaissance de l'effervescence de cette culture politique : à la fois génératrice de conflits, de revendications et de changements. Celle-là même qui anime le quotidien et s'y intègre en tant que pratique naturalisée de négociations et de résolutions de conflits. Loin d'être statique, la politique change, s'adapte, représente, solutionne. Elle théorise, simplifie, schématise les problèmes et les situations, pour les rendre plus accessibles, plus intelligibles. Au nom de l'unité et de la stabilité, la politique en vient à dissimuler les réalités au profit d'une seule. Elle fait la synthèse à l'avantage d'un groupe social. À force de raconter une histoire qui n'a pas eu lieu, elle valide une vision nationale qui ignore – jusqu'à mépriser – les faits réels. Au Pérou, l'histoire entérinée par le système politique a défigurée la réalité nationale en officialisant une narrative d'inclusion qui, dans les faits, s'est caractérisée par des politiques d'intégration. En diffusant un tel discours, non seulement l'État est arrivé à imposer une histoire au détriment de toutes les autres, mais elle propose ainsi une dénaturation des concepts. La politique est l'un de ces concepts. De façon surprenante, au cours des années, la notion de politique a commencé à être uniquement associée à ses définitions juridiques, normatives et institutionnalisées. Cela a fait en sorte d'extirper l'essence même du politique. En tant que théorie de la *polis*, la politique proposait la pluralité dans la gestion de la cité : une pluralité de gens, d'idées, de débats, de solutions. La politique, telle que nous la considérons aujourd'hui, semble davantage liée à ses extensions juridiques et à ses mécanismes étatiques, qu'à ses espaces de débats et de réflexions qu'elle devrait suggérer et offrir.

Politique évoque aussi démocratie. Inévitablement, lier ces deux concepts nous conduit vers une réflexion cruciale : la liberté peut-elle exister dans un système qui fait la promotion d'une forme unique de gestion politique, minimisant les autres voies politiques, tout aussi valables que celle de la démocratie libérale ? Ce paradoxe nous semble fondamental puisqu'il souligne un problème-clé dans de nombreuses sociétés : l'ignorance de la diversité comme

source de développement et de gestion politique. La diversité en tant que manière de concevoir le monde, de se l'approprier, et non comme une simple considération morale ou constitutionnelle. Aujourd'hui, la démocratie ne s'impose plus comme modèle éthique de coexistence, mais bien comme modèle de distribution du pouvoir. Sa « naturalité » et sa neutralité surestimées — soutenues par sa prépondérance internationale et occidentale¹ —, tendent à être acceptés comme des faits, comme si la prédominance idéologique de laquelle jouit la démocratie suffisait à valider son existence réelle et sa valeur positive (Ilizarbe, 2002, p. 80). Cette prééminence idéologique n'est pas sans rappeler la pensée postmétaphysique des années 1980; courant où Francis Fukuyama donna naissance à l'idée de la fin de l'histoire (ou des idéologies), en soulignant la tendance prédominante de la démocratie néo-libérale. La chercheuse vénézuélienne Tatiana Aguilera (2005, p. 27) expose bien le dilemme moral vis-à-vis du régime démocratique : « Personne ne doute actuellement que la démocratie soit un régime dans lequel les citoyens désirent vivre », et parce que personne n'en doute, très peu sont les revendications anti-systémiques. C'est précisément ce fossé — s'il existe — que nous voulons analyser sous l'angle des représentations sociales de la politique présentes dans les discours individuels et « collectivisés ». En somme, de la promotion d'un esprit de pluralité, les systèmes politiques démocratiques en sont venus à favoriser une seule forme de politique, excluant un secteur important de la population qui diverge du modèle proposé. Sans remettre en question la démocratie, il s'avère tout de même important de réfléchir sur la définition de la politique dans la société et sur la prise en charge de ces discours dans des États qui se réclament démocratiques.

En dépit des efforts de l'État pour imposer une forme « correcte » de conduite de la politique, il n'est pas surprenant de constater, qu'au Pérou, ces pratiques régulées de l'État n'ont pas réussi à organiser les façons de penser la politique. Cet espace « à partir d'où

¹ Lorsque nous mentionnons le concept « occidental », nous nous référons au modèle de civilisation moderne propagé par l'Occident, cette façon de vivre et cette vision du monde basées sur la rationalité pure (les sciences), l'individualisme, le capitalisme et la laïcité. Le concept fait aussi référence à la division géopolitique dérivée de la Guerre froide. Il s'agit d'une appellation répandue en anglais (« western ») pour parler de l'Europe et de l'Amérique du Nord. D'emblée, ce concept porte à controverse. Plus problématique est la survivance du concept dans le monde contemporain. Somme toute, c'est une notion qui demeure floue et qui n'est pas homogène ou hermétique. Voir à ce sujet : Philippe Nemo, 2004. *Qu'est-ce que l'Occident ?* Coll. « Quadrige Essais Débats ». Paris : Presses Universitaires de France, 155 p.

penser » ne peut être entièrement contrôlé, car tel point de départ de la pensée politique socialisée repose sur des composantes culturelles résistantes. Par conséquent, plusieurs définitions de la politique demeurent instables, changeantes et capricieuses. Des définitions ont su résister en arrivant à offrir couleur et nuance à un terme passablement aseptisé par les mécanismes homogénéisants de l'État moderne. Affirmer cette hybridité surprend, car peu nombreux sont les espaces de réflexions qui se créent pour méditer sur la définition d'un terme qui est devenu aussi commun et intériorisé au sein des sociétés. Si cet exercice s'avère peu fréquent, il demeure néanmoins essentiel. D'une part, interroger cette diversité pourrait nous aider à mieux comprendre pourquoi l'idéal démocratique n'a pas réussi à s'étendre et à connaître le succès dans certains pays d'Amérique latine. Ainsi, pouvons-nous dire que cette incursion ne propose pas seulement un voyage à l'intérieur des rationalités politiques, mais qu'elle tente aussi, au passage, de mettre en perspective l'échec relatif d'une citoyenneté fonctionnelle et d'une démocratie responsable à l'intérieur du cadre politique formel péruvien.

REMERCIEMENTS

Le passage des sciences politiques – domaine dans lequel j’ai complété une maîtrise en 2006 – à la communication a certes été intéressant, quoique inusité. Nouvellement intégrée à l’univers des communications, plusieurs personnes ont alimenté significativement mes réflexions... Ils ont tous et toutes, d’une manière ou d’une autre, contribué au succès de ce mémoire de recherche. Que ce soit en orientant mes questionnements, en répondant à mes interrogations, en suscitant de nouvelles pistes de réflexion ou en m’offrant des outils d’analyse ou une matrice de données, tous ont contribué au résultat final que je présente aujourd’hui.

Je tiens à remercier ma directrice de recherche, Carmen Rico de Sotelo, qui bien qu’elle crût d’emblée à mon projet, m’ait fourni conseils et appuis, m’a aussi poussée convivialement à respecter mes échéances.

Un remerciement incommensurable à Alfredo Mires Ortiz, anthropologue péruvien, pour m’avoir fait confiance en m’introduisant à un univers privilégié, dans la *sierra* andine de Cajamarca, auprès de communautés paysannes. En remerciement pour sa patience et ses conseils, ce mémoire lui est tout spécialement dédié.

Un merci très spécial à François Daoust du Centre d’analyse de texte (ATO) et créateur du logiciel SATO pour son appui technique indispensable et sa patience face à mes multiples demandes. Une mention à Catherine Garnier et Martine Quesnel du Groupe d’étude sur l’interdisciplinarité et les représentations sociales (GEIRSO) pour leur soutien relativement à la méthodologie concernant les représentations sociales.

Je veux remercier aussi Luis Benavente, directeur du Groupe d’opinion publique de l’Universidad de Lima, et son collègue Carlos Roberto San Cristoval Guevara pour leur appui

au niveau des sondages ; Javier Protzel, sociologue et francophile, pour avoir démystifié pour moi le tissu social et interculturel de la société péruvienne ; Teresa Quiroz, professeure au Département de communication à la Universidad de Lima pour son soutien universitaire; Andrés Corrales, du *Ministerio de Promoción de la Mujer y Desarrollo humano*, pour m'avoir donné le point de vue officiel sur la situation politique au Pérou ; Rosa Maria Alfaro Moreno du collectif CALANDRIA (Asociación de Comunicadores sociales) pour ses propositions théoriques et ses commentaires pratiques sur les thèmes de la démocratie et de la citoyenneté au Pérou. Je voudrais aussi remercier les personnes de l'ONG *Paz y Esperanza* de la ville d'Ayacucho et tout particulièrement l'aide de Nélida Baca y de Israel Allcachuaman Tumbalobos qui ont rendu possible les entrevues réalisées à Ayacucho. Finalement, merci à ma correctrice Marie-Christine Lemieux-Couture pour l'imposant travail de révision qu'elle a mené à terme.

Je tiens à remercier aussi toutes les personnes qui se sont prêtées à mes questionnaires et mes entrevues et qui ne se sont pas « poussées » en voyant débarquer la *gringa*.

Et à toi aussi, Luis. *Por todo lo demás*.

TABLE DES MATIÈRES

PROLOGUE.....	vii
AVANT-PROPOS.....	ix
REMERCIEMENTS.....	xiii
LISTE DES TABLEAUX.....	xix
RÉSUMÉ.....	xxi
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE I	
CADRE D'INTERPRÉTATION, ÉTAT DES CONNAISSANCES ET DÉMARCHES	
MÉTHODOLOGIQUES.....	5
1.1 Introduction.....	5
1.2 Problématique et questions de recherche.....	6
1.2.1 Problématique de recherche.....	6
1.2.2 Questions de recherche.....	7
1.3 Hypothèses de recherche.....	8
1.4 Cadre théorique : les représentations sociales.....	10
1.4.1 Définitions et fonctions de la représentation sociale.....	11
1.4.2 Théories et approches liées aux représentations sociales.....	12
1.4.3 Représentations sociales et communication.....	13
1.5 Revue de la littérature.....	15
1.5.1 Littérature en communication : études culturelles et théories de la réception.....	15
1.5.1.1 Les études culturelles.....	15
1.5.1.2 Modèles communicationnels de réception.....	17
1.5.2 Littérature sur les représentations sociales.....	18
1.5.3 Littérature sur le contexte sociopolitique et culturel du Pérou.....	19
1.6 Méthodologie de recherche.....	20

1.6.1	Techniques de recueil des données pour l'étude des représentations sociales.....	20
1.6.2	Autres techniques utilisées	21
1.7	Corpus et construction de l'échantillon	22
1.8	Conclusions.....	23

CHAPITRE II

MISE EN CONTEXTE HISTORIQUE ET SOCIOPOLITIQUE		25
2.1	Fondation de la nation : entre frustration et exclusion.....	25
2.2	Réflexions sur l'identité culturelle du Pérou.....	30
2.2.1	Essence nationale et autodéfinition	30
2.3	Culture andine et perspectives culturelles.....	31
2.3.1	Démystifier la pensée andine	32
2.4	Système de partis et élections au Pérou	35
2.4.1	État de la démocratie	35
2.4.2	Panorama politique.....	37
2.4.3	Clivages organisateurs et population autochtone	39
2.5	Conclusions.....	40

CHAPITRE III

ANALYSE DE CONTENU : CERNER LES REPRÉSENTATIONS SOCIALES DE LA POLITIQUE AU PÉROU		43
3.1	Introduction.....	43
3.2	Analyse du contenu	44
3.2.1	Méthodes et opérations pour l'analyse du contenu	44
3.2.2	Analyse thématique (catégorielle).....	45
3.2.3	Formation et définition des catégories	46
3.3	Analyse de la structure	51
3.3.1	Méthodes et opérations pour l'analyse de la structure	51
3.3.2	Résultats de l'analyse de la structure	53
3.4	Analyse de l'ancrage social	62
3.4.1	Méthodes et opérations pour l'analyse de l'ancrage social	63

3.4.2	Résultats de l'analyse de l'ancrage social.....	63
3.5	Conclusions.....	75

CHAPITRE IV

COMPRENDRE LES DÉFINITIONS DE LA POLITIQUE AU PÉROU : ANALYSE DES DONNÉES ET PROPOSITION DE PISTES DE RÉFLEXION		79
4.1	Introduction.....	79
4.2	Définir et percevoir la politique : écart entre penser, sentir et dire	81
4.2.1	Sonder l'insondable	81
4.2.2	Discours rationnel andin, discours rationnel urbain : quelle politique ?.....	82
4.3	La force de la narrative officielle : la présence d'un discours dominant ?.....	86
4.3.1	Violence symbolique et discours sur la politique.....	86
4.3.2	Langage politique et discours officiel	89
4.3.3	Les médias comme mécanisme de domination	91
4.4	Discours hybrides sur la politique	94
4.4.1	L'hybridité culturelle comme stratégie pour entrer et sortir de la modernité	94
4.4.2	Nouveaux contextes, nouvelles identités	98
4.4.3	Art de dire, acte de faire : la parole comme acte	100
4.4.4	Pouvoir et appropriation politique.....	104
4.4.5	L'hybridité et les médias	109
4.5	Clivage organisateur de la politique au Pérou.....	110
4.5.1	Vote individuel, vote collectif.....	110
4.5.2	Cartes d'allégeance et définition de la politique	112
4.5.3	Communautés interprétatives : le « vivre en société » comme conditionnement	114
4.6	Conclusions.....	117
CONCLUSIONS		119

ANNEXE I

QUESTIONNAIRE D'ASSOCIATION LIBRE (VERSION ORIGINALE).....	125
--	-----

ANNEXE 2	
QUESTIONNAIRE D'ASSOCIATION LIBRE (TRADUCTION EN FRANÇAIS).....	127
ANNEXE 3	
ÉCHANTILLON ET PROFILS DES RÉPONDANTS.....	129
ANNEXE 4	
TABLEAU DES ENTREVUES.....	131
ANNEXE 5	
CATEGORISATION DES MOTS.....	133
ANNEXE 6	
CARTE DU PÉROU.....	139
ANNEXE 7	
TABLEAU DES ENTREVUES AVEC LES EXPERTS PÉRUVIENS.....	141
ANNEXE 8	
NOTES (CITATIONS ORIGINALES EN ESPAGNOL).....	143
BIBLIOGRAPHIE.....	149

LISTE DES TABLEAUX

Tableau	Page
3.1	Mots les plus fréquemment cités, population globale 49
3.2	Mots les plus cités dans les catégories, population globale 51
3.3	Résultats d'une enquête menée par l'Université de Lima 52
3.4	Tableau d'analyse double des évocations 54
3.5	Analyse prototypique catégorielle, population globale (évocation spontanée) 55
3.6	Analyse prototypique catégorielle, population globale (évocation hiérarchisée) 56
3.7	Fréquence des hapax, populations urbaine et rurale, par catégorie 67
3.8	Fréquence des rangs premiers, population globale, par catégorie (évocation hiérarchisée) 67
3.9	Mots les plus fréquemment cités, population urbaine, par catégorie (évocation spontanée) 68
3.10	Analyse prototypique, population urbaine, par catégorie (évocation spontanée) 69
3.11	Analyse prototypique, population rurale, par catégorie (évocation spontanée) 69
3.12	Analyse prototypique, population urbaine, par catégorie (évocation hiérarchisée) 71

3.13	Analyse prototypique, population rurale, par catégorie (évo- cation hiérarchisée)	71
3.14	Consommation des médias	74
3.15	Consommation des médias, données du GOP	74
3.16	Consommation des médias selon appartenance territoriale	75
3.17	Rôle des médias et vote	75
4.1	Tableau croisé vote (premier tour) et appartenance territoriale	115
4.2	Tableau croisé vote (deuxième tour) et appartenance territoriale	115

RÉSUMÉ

Parler, c'est exprimer une opinion, une perception, c'est verbaliser notre lecture du monde, donner du sens aux messages reçus. Parler de politique, c'est conceptualiser, rationaliser, se représenter, utiliser et s'appropriier des mécanismes d'État, en les rejetant ou en les intégrant. C'est avant tout définir un univers de sens et d'interactions ancrés dans le quotidien. Cette recherche se veut une incursion au sein de ces rationalités, un voyage exploratoire au cœur des représentations sociales de la politique, prenant pour étude le contexte multiculturel qu'offre la société péruvienne.

Influencée par les études culturelles et les théories de la réception, cette recherche s'intéresse aux processus de définition de la politique : Comment les populations définissent-elles la politique? Quels types de discours tiennent-elles au sujet de la politique? Multidisciplinaire, cette recherche recourra à des concepts puisés à même les disciplines de la sociologie et de l'anthropologie (contexte culturel, imaginaire, mémoire), de l'histoire (narrative-historique²), des sciences politiques (mécanismes d'État, clivages, construction nationale), de la sociopsychologie (étude des représentations sociales) et du vaste domaine des communications (usage social des médias, médiation sociale et réception des messages).

Notre hypothèse se fonde sur une analyse classique comparative entre les discours et systèmes de représentations selon une opposition entre urbain et rural, sans considérer ces contextes comme des entités homogènes et stables. Nous ne prétendons pas constituer des profils discursifs urbains versus ruraux, mais explorer ces sensibilités et ces définitions en les contextualisant socioculturellement et géographiquement.

Cette analyse originale se veut un pas vers la réflexion concernant la démocratisation de sociétés instables, caractérisées par des conflits internes liés au racisme et à l'exclusion, comme c'est le cas avec la société péruvienne. En prenant connaissance de la diversité des manières de penser et de faire face aux définitions dominantes et excluantes de la politique, peut-être serons-nous en mesure de redessiner les bases d'un projet commun, permettant un mieux-vivre en société. Cette étude est donc une avancée vers un dialogue qui ferait la somme des identités sans les soustraire ou les annuler.

MOTS CLÉS : Pérou. culture politique. représentations sociales. identité politique, hybridité.

² Par « narrative », nous nous référerons au processus de « mise en récit » de l'histoire (ou l'histoire « racontée » à propos de la construction nationale, par un groupe déterminé).

INTRODUCTION

La question que nous devons nous poser afin de bien saisir le cheminement amorcé dans ce mémoire est la suivante : comment les individus conçoivent-ils la politique dans une société et un système politique donné ? Cette question de départ nous pousse à nous interroger sur le contenu et l'organisation du concept de politique, compris dans son sens large, par le biais d'une véritable incursion dans l'univers des représentations sociales de la politique. Qu'est-ce qui influence les définitions de la politique au cœur d'un univers sociopolitique et culturel aussi complexe que la société-nation ? Notre réponse demeurera partielle dans la mesure où nous nous concentrerons sur les aspects socioculturels et communicationnels liés à cette problématique. Nous amorcerons donc ici une réflexion sur la pensée sociale autour de la politique en prenant comme étude de cas le Pérou.

Il s'agit donc d'élaborer une analyse qualitative de ces définitions et représentations en ayant recours à la littérature liée aux champs des études culturelles et des théories de la réception. Ce travail s'inscrira dans un processus de : (1) *repérage* des éléments historiques et socioculturels qui ont influencé la création de l'espace politique péruvien et ont forgé la culture nationale. (2) *recueil* des définitions de la politique, selon leurs caractéristiques socioculturelles, en utilisant une méthodologie empruntée à l'étude des représentations sociales en psychosociologie. (3) *examen* des données recueillies à travers un exercice méthodologique. (4) *analyse* des résultats suite aux opérations quantitatives et qualitatives. La quatrième partie, l'analyse, se veut plus intéressante, puisqu'elle propose des pistes de réflexion sur la conception de la politique dans un pays aussi multiculturel que le Pérou.

Ce mémoire aura pour but la description, l'interprétation, la compréhension et la réflexion au sujet des rationalités sous-jacentes au concept de politique. Pour cela, nous voulons étudier l'interdépendance des éléments suivants : (1) les dispositions socioculturelles qui régissent l'exercice de construction et de négociation de sens orienté vers la définition de la politique.

Il s'agit du « à partir d'où penser » la politique — à partir de quelles cultures politiques ? — ou, en d'autres mots, de la biographie personnelle et collective des individus sous-jacents au discours. (2) L'articulation des discours et des contenus (et sens) différenciés chez les récepteurs-individus. Il s'agit ici du « quoi » et du « comment » parler de la politique. (3) L'appropriation de la politique et, dans une certaine mesure, la médiation communicationnelle dans un objectif de création de « sens communs » à travers le vocabulaire choisi. Il s'agira alors du « comment utiliser la politique » à partir d'une perspective davantage communicationnelle.

Ce travail se base précisément sur le phénomène de continuité culturelle et d'adaptation des particularités distinctives, traçant un continuum entre pensées et pratiques passées et présentes, qui a donné lieu à son tour à des institutions et à des identités uniques au sein du continent latino-américain, et plus particulièrement, au Pérou. Ce constat a généré de nombreux ouvrages sur le sujet, produisant un grand éventail d'interprétations et d'explications aussi variées les unes que les autres. Quelques-unes de ces thèses sont d'ailleurs défendues dans ce mémoire. Celles que nous privilégions sont toutefois liées au domaine des études culturelles et des théories de la réception ; position critique qui (re)donne un pouvoir créatif au récepteur-citoyen. À la croisée des domaines de la sociologie et de l'anthropologie culturelle, ces théories s'intéressent spécialement aux relations entre culture et pouvoir. Ces théories sont utiles dans la mesure où elles nous permettent d'étudier l'influence du contexte social sur l'élaboration et l'organisation des discours au sujet de la politique. Elles reposent sur l'hypothèse selon laquelle, bien que l'individu vive dans un contexte conditionné dont il a intériorisé la normativité, des espaces de liberté demeurent présents et susceptibles d'être exploités par le récepteur-citoyen. Notre problématique de recherche porte donc sur ces pratiques de représentation, de définition et d'appropriation — ces systèmes d'intelligibilité — par l'intermédiaire du discours, afin de percer « ce que les gens disent à propos de la politique ».

L'objectif de ce projet de maîtrise sera donc de prendre connaissance, de manière empirique, à l'aide de questionnaires, d'entretiens et de périodes d'observation, non seulement des univers de sens présents au Pérou, mais aussi de récupérer les discours sur le

concept de politique. Ainsi, ce travail de recherche aura, d'une part, un aspect historique, dans la mesure où il fera référence à certains événements historiques péruviens importants et nécessaires à une bonne compréhension ; d'autre part, un aspect analytique, afin de faire ressortir à la fois le contour des productions discursives et le profil des répondants. C'est donc sur la recherche de particularités — communes ou différenciées — que repose ce mémoire de maîtrise. Peut-on parler d'un concept de politique consensuel au Pérou ? Les différences doivent-elles être comprises en termes d'un clivage classique entre urbain et rural ? Quelles définitions existent-ils à propos de la politique au Pérou ? Voilà certes des questions auxquelles nous tenterons de répondre, du moins partiellement, en développant une réflexion sur les facteurs participant à l'élaboration et à l'organisation de ces productions discursives. Notre hypothèse, quant à elle, propose que les discours se différencient en fonction d'une dichotomie entre urbain et rural. Nous verrons plus en détail comment cette hypothèse peut être affirmée ou infirmée avec l'aide des données recueillies durant la recherche que nous avons menée au Pérou en 2006 et 2007.

Ces questionnements nous amèneront forcément à réfléchir sur l'état du système politique au Pérou, où la politique est fortement critiquée par sa population : le processus de définition de la politique peut-il être la base des conflits interculturels qui persistent au Pérou ? Est-il possible qu'il existe, au sein d'une même nation, plusieurs conceptions et interprétations de la notion de « politique » ? Des conceptions émergeant de processus d'appropriation de la politique qui divergent significativement d'un individu à l'autre ou d'un groupe social à l'autre ? Se peut-il que ces mêmes définitions, parfois incompatibles, soient à la base d'États instables et illégitimes aux yeux des populations ? Une telle analyse est nécessaire pour penser les lacunes d'États qui n'arrivent toujours pas à répondre non seulement aux demandes de base de leurs populations, mais aussi à leur désir d'être incluses dans la dynamique nationale et, en amont, dans la définition même de cette dynamique. Dans un contexte de mondialisation et, parallèlement, de tribalisation (particularisation) et de multiplication des échanges à l'échelle mondiale, ces demandes se font de plus en plus pressantes : elles ne peuvent plus être déviées, niées ou confinées au silence. Elles s'exposent d'elles-mêmes, en partie, en raison de la présence croissante des médias de communication, qui racontent assidûment les événements de la nation, créant paradoxalement un récit

unificateur, basé sur des inégalités grandissantes. Le nombre d'ouvrages et d'articles, ainsi que les manifestations populaires à ce sujet démontrent clairement l'urgence de prendre au sérieux les requêtes d'inclusion de la société. Avant de comprendre, la mise en place de définitions communes est requise. Se pencher sur ce que disent les gens de la politique pourrait s'avérer être un des premiers pas vers la mise en place de ces définitions partagées, être le socle d'un mieux-vivre en société. C'est ce que propose ce travail de recherche.

Pour ce faire, ce mémoire se divisera en quatre parties, soit en quatre chapitres distincts : (1) un cadre théorique et méthodologique organisant ce travail de recherche ; (2) un survol du contexte sociopolitique et culturel du pays, contexte où s'ancrent la culture politique, les identités socioculturelles et l'imaginaire collectif qui nous informeront sur les univers de pensées et de pratiques à la base des discours ; (3) une analyse des données amassées lors de la recherche-terrain, au Pérou, par l'intermédiaire des grilles d'associations libres, des entretiens individuels et de périodes d'observation ; (4) une réflexion sur les résultats des analyses et la formulation de propositions permettant de comprendre les données analysées, en s'appuyant sur des textes d'auteurs faisant principalement partie du domaine des études culturelles et des théories de la réception. À mon avis, cette dernière partie est au cœur même de ce mémoire de recherche et avancera des pistes de réflexion utiles, singulières et novatrices.

CHAPITRE I

CADRE D'INTERPRÉTATION, ÉTAT DES CONNAISSANCES ET DÉMARCHES MÉTHODOLOGIQUES

1.1 Introduction

Dans le cadre de ce travail de recherche, nous avons opté pour une exploration qualitative d'un concept riche et complexe : sonder la pensée sociale des individus au sujet de la politique. La difficulté d'une telle entreprise réside précisément dans la complexité entourant la définition d'un terme tel que « politique », et surtout, dans la juxtaposition des univers disparates associés aux sujets qui le définissent. Au carrefour de plusieurs disciplines académiques, l'étude des représentations sociales de la politique nous permettra de mieux comprendre les rationalités politiques sous-jacentes aux opinions, aux préférences électorales et aux conduites politiques. D'emblée, la question demeure laborieuse : comment plonger au cœur des rationalités personnelles et collectives des individus et des groupes sociaux ? Le pont que nous souhaitons construire entre la psychosociologie et la sociologie politique, résultat d'une initiative interdisciplinaire, ne pourra qu'engendrer une étude aussi fascinante qu'innovatrice.

1.2 Problématique et questions de recherche

1.2.1 Problématique de recherche

Notre objet de recherche s'enracine dans l'exploration des processus de signification et d'appropriation de la politique dans le contexte multiculturel péruvien. Par appropriation, nous entendons : l'examen des formes verbalisées de significations et l'usage de ces significations dans le quotidien. Cette étude de l'appropriation aurait pu, aussi, s'avancer sur les formes d'usages des définitions dans les conduites politiques, ce qui aurait été très intéressant. Cependant, nous avons décidé de nous en tenir à la forme discursive, en soulevant tout de même quelques cas d'appropriations. Cette exploration s'efforcera davantage à mettre en perspective les discours singuliers produits à propos de la politique et, tout particulièrement, sur l'expression (la mise en mots) des pratiques, des pensées et des préférences politiques des individus. Par conséquent, notre objectif est d'éclaircir ces processus *sociocognitifs*, relatifs au traitement de la réalité, de son interprétation et de sa « restitution » à travers le langage et les pratiques. Pour ce faire, nous analyserons les contenus des discours rapportés au sujet de la politique. C'est dans cette optique que nous avons voulu analyser les opérations de médiation à l'œuvre dans la société, mais aussi la structuration des contenus ; un exercice qui permettra de faire émerger, progressivement, les contours d'une véritable carte mentale de la notion de politique au Pérou.

Afin d'étudier les phénomènes de définition et d'appropriation de la politique, nous avons choisi d'appréhender notre objet depuis l'étude des représentations sociales (RS). Puisque nous privilégierons l'étude des processus organisateurs de la pensée sociale, nous croyons que l'usage des théories des RS s'avère un outil approprié : il nous permettra d'explorer les fonctions descriptives, significatives et appropriatives de concepts donnés qui, eux, organisent les discours et les prises de position des individus. En contexte de communication, la représentation permet aux individus de s'approprier, d'organiser et de donner une signification aux messages reçus. Ces processus, aussi bien au niveau symbolique que social, permettent à des groupes ou à des communautés données d'élaborer des « savoirs

communs » ou socles référentiels. Bref, les RS permettent de produire une sorte de langage commun, ciment des groupes sociaux. C'est d'ailleurs à ce moment d'échange social interhumain dans la communication que s'intéresse cette recherche, car « ce qui compte ce sont les interactions » (Moscovici, 1989, p. 83). En ce sens, notre problématique s'intéresse à la « mentalisation » (l'activité représentative et fantasmatique de l'individu) de l'information assimilée dans la vie quotidienne, à l'appréhension et à l'élaboration du réel qui mènent à la « secondarisation » de l'information : une (ré)interprétation exprimée et articulée, finalement, dans le discours. L'étude de ces processus fondamentaux dans la communication dans le cas du Pérou peut nous aider à mieux saisir la spécificité de l'univers des croyances, des opinions, des stéréotypes, des clichés qui sont souvent immergés dans ce qui peut sembler, de prime abord, irrationnel selon d'autres perspectives, mais elle nous aide aussi à interpréter l'environnement social dans lequel des conduites ont lieu.

1.2.2 Questions de recherche

Comment s'organise la pensée sociale concernant la politique ? Ce questionnement génère d'autres niveaux de réflexion : comment se caractérisent leurs discours à propos de la politique ? Comment les individus s'approprient-ils la politique en élaborant leurs représentations et en produisant des définitions de la politique ? Pour ce faire, tel que nous l'avons indiqué précédemment, il s'agira de mettre en perspective la position socioculturelle du sujet, surtout en fonction de son appartenance territoriale. Cela peut nous aider à mieux comprendre la construction de représentations sociales particulières. En fait, les matrices culturelles qui concourent aux processus communicationnels de réception sont au centre de notre recherche. Elles sont les filtres de la réception, elles produisent le sens et orientent les pratiques dans la vie quotidienne. De là, nous étudierons les définitions de la politique, pour examiner enfin les processus d'appropriation et d'utilisation de la politique. Jesús Martín-Barbero (2002, p. 176) se réfère d'ailleurs à Nestor García Canclini quand il disait, à propos des processus sociaux d'appropriation des produits (messages), qu'ils étaient des lieux d'intériorisation muette de l'inégalité sociale. La consommation, pour Martín-Barbero, n'est pas seulement la reproduction des forces (de l'hégémonie), mais également une production de

significations, un lieu de luttes et de résistances. Une lutte qui dépend, certes, des exigences et besoins des individus, mais aussi et principalement des différentes compétences culturelles de ceux-ci.

1.3 Hypothèses de recherche

Notre hypothèse se base sur l'affirmation du chercheur Serge Moscovici qui stipule que les représentations sociales devraient s'étudier dans les interactions, dans un acte comparatif. C'est dans le prolongement de cette idée que notre hypothèse reposera, essentiellement, sur la mise en contraste des discours recueillis, en s'appuyant sur un clivage géographique urbain *versus* rural. Selon cette hypothèse, les profils et contenus des discours collectés varieraient en termes d'appartenance territoriale. Cette hypothèse a été choisie en fonction d'une littérature répandue sur la différenciation discursive classique urbain *versus* rural.³ Le choix d'une hypothèse fondée sur un « critère territorial » s'explique aussi par le sens géographique traditionnellement associé à la culture andine. Selon l'historien John Murra (1978), l'aspect géographique a rendu propice l'adoption de stratégies de vie spécifiques aux distincts « paliers écologiques » présents dans le paysage péruvien. Ces particularités climatiques et topographiques de l'espace andin et ses profonds contrastes géographiques ont certes favorisé, originalement, une sensibilité et une organisation distincte des modes de pensée, des cultures avec des manières d'imaginer, de concevoir, de sentir et de vivre le monde, donnant lieu à des traditions qui persistent jusqu'à aujourd'hui. Cela peut nous amener à croire qu'il existerait aussi des conceptions différenciées de la politique dans un paysage aussi multiculturel que celui du Pérou. Par politique, nous nous référons à une définition générale, incluant aussi l'économie politique. Sa forme féminine renvoie, quant à elle, à la structure et au fonctionnement d'une communauté ou d'une société et aux pratiques de gouvernance d'un

³ Nous avons l'origine ethnique et culturelle n'a pas produit de réponses claires à ce sujet jusqu'à maintenant. les données générées par les instances de recensement national n'étant pas assez stables et fiables à ce sujet. Au Pérou, parce que l'appartenance ethnique est circonscrite en termes linguistiques, ces données sous-évaluent la taille réelle de la population autochtone. Voir: Anne Deruyttere. 1999. « Nativos en los números. La falta de datos precisos es un escollo para orientar la ayuda ». In *BID-America*. En ligne: <<http://www.iadb.org/idbamerica/archive/stories/1999/esp/c1099s7.htm>>. consulté le 14 janvier 2008.

État.⁴ Face à la définition officialisée de la politique au Pérou — celle qui fait référence à un gouvernement élu, aux processus électoraux, à l'État-nation républicain —, nous n'écarterons pas que différentes définitions de la politique puissent émerger dans les discours recueillis à son sujet. Ces écarts de définitions pourraient s'observer dans des communautés ayant conservé des traits culturels propres à des systèmes décisionnels antérieurs à l'avènement de l'État-nation moderne ou encore, chez des regroupements s'appuyant sur des systèmes parallèles de prise de décision.

Cette dichotomie ne résume pas, à elle seule, notre position au sujet des discours sur la politique. Cette hypothèse est davantage un point de départ pour la comparaison des discours. En fait, les conclusions qui seront exposées aux chapitres III et IV nous démontreront que cette hypothèse est invalidée dans le cas du Pérou. Par ailleurs, le fait de comparer, comme nous le ferons, deux blocs discursifs — rural et urbain — ne signifie pas que nous croyions qu'il y ait des barrières uniques et hermétiques et statiques qui interviennent dans l'élaboration des discours à propos de la politique. Les cultures préhispaniques, dont la culture andine, sont réputées pour leur caractère adaptatif (Murra, 1978, p. 213 ; Ansión, 1987). Parallèlement, il faut tenir compte des multiples ruptures et barrières sociales, de l'impact des médias de communication, de la généralisation de l'éducation scolaire, etc., comme sources de possibles changements dans les mentalités et modes d'existence (Diez, 1999 ; Golte, 1995). Nous ne suggérons pas non plus qu'il existe un type de discours typiquement urbain ou rural. Nous nous pencherons davantage sur l'exploration des définitions données et sur la présentation de possibles « communautés interprétatives » — selon la terminologie propre à Fish (1980) — ou de « lieux communs » propres à des ensembles ancrés (mais non figés) dans un espace géographique. Ces ensembles, établis sur une base géographique, sont, à notre avis, fortement liés à une opposition entre culture andine et culture urbaine et républicaine, car malgré le temps qui passe, les structures mentales

⁴ Maurice Duverger (1985) propose deux postures face à la politique. Pour les uns, « la politique est essentiellement une lutte » pour dominer la société et maintenir ses privilèges. Pour les autres, « la politique est un moyen de réaliser l'intégration de tous les individus dans la société ». « L'État est toujours l'instrument de la domination de certaines classes sur d'autres, utilisé par les premières à leur profit et au désavantage des secondes, et un moyen d'assurer un certain ordre social, une certaine intégration de tous dans la collectivité pour le bien commun. » (Duverger, 1970, p. 22)

antérieures et traditionnelles continuent d'habiter le temps et l'espace (Urbano, 1977) en le partageant avec des formes actuelles et modernes, d'où la présence de discours hybrides. Toutefois, comme nous le verrons dans l'analyse des données, ce clivage ne s'est pas avéré être une ligne de scission claire, prédominante et explicative du paysage politique péruvien. L'articulation de cette hypothèse repose sur l'organisation de scissions organisatrices au sein de la société péruvienne et, par le fait même, du système de partis péruvien. Même si nous croyons que les clivages géographiques et ethnoculturels coïncident et peuvent s'exprimer en termes d'ethnicité (phénotypique et socioculturelle), de conditions socio-économiques et d'accessibilité à la « modernité », ⁵ la pensée politique n'est pas, au Pérou, le reflet fidèle de ces scissions. Néanmoins, il se peut qu'il existe des cultures politiques distinctes et des systèmes différenciés de représentation de la politique, voire même des définitions culturellement opposées de la politique; des définitions basées sur des visions fondamentalement distinctes du monde. En fait, cette hypothèse repose sur le constat qu'il existerait deux Pérou et non deux ou plusieurs visions divergentes de la politique. ⁶ Nous croyons qu'il pourrait s'agir d'une antinomie entre politique formelle, liée au concept d'État, et politique journalière, reliée aux pratiques traditionnelles et communautaires ainsi qu'aux négociations quotidiennes. À savoir si ces deux ensembles de conduites sont en opposition, nous n'en sommes pas si certains. Ils pourraient s'avérer complémentaires.

1.4. Cadre théorique : les représentations sociales

Grâce aux travaux de Moscovici (2003, 1994), la notion de RS occupe une place privilégiée dans le domaine de la psychologie sociale, en mettant l'emphase sur les processus

⁵ Dans son analyse sur les dernières élections présidentielles, le politologue Maxwell Cameron (2006) souligne ce fait en réutilisant les propos de l'économiste Pedro Francke publiés dans le journal *La República* du 21 avril 2006. « Perú's New Cleavage : North versus South ». En ligne : <<http://weblogs.elearning.ubc.ca/peru/archives/025877.php>>.

⁶ Dans ses articles sur les partis et mouvements indigènes, Deborah Yashar (1998 : 1999 : 2005) souligne très bien ce désir de reconnaissance des communautés autochtones : des communautés qui demandent à l'État une révision des principes fondateurs de la société en donnant une voix autant aux collectivités qu'aux individus; requête s'appuyant sur une vision distincte des unités constituantes de la vie en société.

de communication qui compromettent les individus dans la formulation des idées, soulignant ainsi la passerelle entre l'individuel et le collectif. Puisque nous étudions les RS de la politique, il s'agit de définir ici ce que nous entendons par RS et comment ce cadre théorique s'insère dans notre recherche sur les définitions de la politique dans une société donnée. Nous désirons souligner que l'usage des théories et méthodologies liées aux RS n'est pas le point d'arrivée de cette recherche, mais un point de départ pour la réflexion sur les définitions de la politique. Ce faisant, nos conclusions se nourriront conjointement des résultats et des analyses sur les représentations, mais aussi de la littérature sur la culture politique et la communication politique au Pérou.

1.4.1 Définitions et fonctions de la représentation sociale

« D'où me parles-tu dont, toi qui me parles ? »

Philippe Laburthe-Tolra

Avant tout sociale, la représentation permet d'avoir « une vision fonctionnelle du monde, [ce] qui permet à l'individu ou au groupe de donner un sens à ses conduites et de comprendre la réalité, à travers son propre système de références. » (Abric, 1994) Serge Moscovici va plutôt décrire les représentations sociales en les comparant à des « théories » du savoir commun ou à des « sciences populaires » propres à une collectivité, à un groupe social ou à une société toute entière; la construction de ce « savoir commun » reposant sur des processus d'échanges et d'interactions qui créent. finalement, ces « univers d'opinions » (1998, p. 11 ; Moliner, 2001, p. 8). Dans ce même ordre d'idées, Denise Jodelet (2003, p. 36) voit la représentation comme « une forme de connaissance socialement élaborée et partagée ayant une visée pratique et concourante à la construction d'une réalité commune à un ensemble social. ». En ce sens, la représentation permet de mettre à jour les attitudes et les comportements sous-jacents aux situations, de matérialiser les concepts et d'aider à comprendre les notions abstraites. d'interpréter la « réalité », de communiquer dans la société, de s'identifier, de partager des lieux communs, d'orienter les conduites et de prendre position. Selon Flament et Rouquette (2003, p. 13), ces formations cognitives, socialement

produites et différenciées, sont des références « socio-logiques », car elles peuvent être situées logiquement dans des processus communicatifs à l'intérieur de groupes sociaux. Ce qui nous intéresse, toutefois, c'est le processus de communication collective à partir duquel s'élaborent et se partagent les connaissances constitutives de la représentation (Elejabarrieta, 1996, cité dans Moliner, 2001, p. 15-16) (voir section 1.4.4.).

Les fonctions des RS sont (1) *l'objectivation* est un processus qui consiste en des « schèmes épistémiques de la connaissance collective » (Flament et Rouquette, 2003) une adhésion à des contenus, à des positions et à des valeurs qui rendent les connaissances socialisées et collectives. Ils sont le produit, d'une part, de rapports sociaux hérités et appris et, d'autre part, de causes situationnelles, ces fameux effets de l'histoire. Ce ne sont donc pas des conditions objectives, inhérentes ou naturelles qui façonnent les RS, mais bien des systèmes de contraintes, donnant lieu à une pensée objectivée qui organise non seulement la pensée, mais aussi l'organisation du champ du « pensable » (Moliner, 2001, p. 28). (2) La deuxième fonction, *l'ancrage* ou *l'enracinement social de la représentation*, est une sorte de « langage commun ». Selon Doise, l'ancrage psychosocial concerne davantage les rapports sociaux et comment ceux-ci entrent en relation les uns avec les autres, que ce soit par l'intermédiaire de la confrontation, la coopération, l'opposition ou la domination. En somme, les RS permettent : (1) d'orienter les conduites et de guider les rapports sociaux, (2) de justifier les conduites ou rapports sociaux, (3) de faciliter la communication sociale, (4) de permettre l'interprétation de la réalité quotidienne et la compréhension des phénomènes moins familiers, (5) de constituer et de préserver une identité psychosociale chez l'individu et les groupes.

1.4.2 Théories et approches liées aux représentations sociales

Pierre Mannoni (1998, p. 17) définit les RS sous un angle plus communicationnel. Il affirme que les RS seraient « des images chargées émotionnellement que l'on se représente ou que l'on re-présente à d'autres intentionnellement dans la perspective d'une communication d'informations intellectuelles ou affectives qui ont valeur dans l'échange

social interhumain.» L'approche identifiée par Denise Jodelet nous intéresse tout particulièrement, puisqu'elle envisage les RS sous l'angle du discours en mettant en relief les propriétés sociales dérivant de la situation de communication à partir de l'appartenance sociale des sujets parlants jusqu'à la finalité de leurs discours. Selon la chercheuse, « partager une idée, un langage, c'est aussi affirmer un lien social et une identité » (Jodelet, 1991, p. 51).

Dans le cadre de cette recherche, nous ferons référence autant à l'approche structuraliste (théorie du noyau central, par Abric, 1987, 1994 ; Flament, 1994) qui insiste sur le caractère consensuel des composantes des RS, qu'interactionnelle (théorie des principes organisateurs, par Doise, 1990 ; Clémence, 1992 ; Rouquette, 1996⁷) qui se concentre sur les différences entre les principes organisateurs de la représentation. D'une part, la position structuraliste permet d'observer les positions communes à l'égard d'un objet de représentation. D'autre part, les principes articulés par Doise offrent un angle qui permet d'analyser l'organisation des différences individuelles et collectives, en observant les points de référence communs aux discours individuels. Complémentaires, certes, ces deux approches permettent d'étudier la variabilité et la convergence des discours individuels, autant au niveau de leur signification que de leur mode d'expression. L'expression d'expériences qui peuvent s'avérer socialement partagées.

1.4.3 Représentations sociales et communication

Dès que nous faisons référence au concept de RS, nous ne pouvons pas passer sous silence le rôle des processus de communication dans la formation et l'articulation de la représentation. La production de la connaissance à propos d'un objet faisant partie de la « réalité » sociale passe inévitablement par des situations de communication au sein

⁷ M.L. Rouquette s'est intéressé davantage au caractère symbolique et signifiant de la RS en étudiant l'idéologie et la représentation. Rouquette écrit que « derrière la diversité apparente des préférences et des engagements se situent des règles configurantes d'origine sociale ». Voir : M. L. Rouquette. 1996. « Représentations et idéologie ». in J. C. Deschamps et J.L. Beauvois (dir.) *Des attitudes aux attributions*. p. 163-174. Grenoble : Presses Universitaires de Grenoble.

desquelles les individus partagent et construisent ensemble des opinions, des attitudes et des préférences menant à l'adoption de conduites. À ce propos, Rosa Maria Alfaro cite Germán Rey (1998, cité dans Alfaro, 2006, p. 57) : « les sujets se construisent eux-mêmes depuis la communication, en ce qui a trait à l'échange de sens et d'interprétation sociale. » Moscovici (1993, cité dans Moliner, 2002, p. 126) exprime bien ce principe lorsqu'il dit que : « Les représentations sociales ne sont pas fondées sur les choses et les situations, mais sur les communication à propos de ces choses et de ces situations. » Ce sont les systèmes de communication qui fournissent la trame de fond aux interactions et aux discours, autant au niveau individuel (cognitif) que social, traduisant « ce qui se passe et contribuant en même temps à ce que cela se passe. » (Flament et Rouquette, 2003, p. 135)

Substantiellement, la représentation peut se résumer à une image, soit une information objectivée et socialisée à propos d'un objet. C'est une information sélectionnée, décontextualisée, puis intégrée à un schème figuratif qui fournit une sorte de cadre de référence commun, essentiel à l'appréhension. Cette information devient alors utile pour les communications se rapportant à cet objet. Elle peut être partagée, échangée, diffusée, transformée, adaptée. En d'autres mots, la représentation est à la fois construite par la communication sociale et la sert. De là, il devient plus aisé de dresser un pont entre le rôle joué par les institutions dans la construction des représentations, notamment, à travers les rapports d'interdépendance et de force présents au sein des sociétés et des réseaux de communications (médias). Par exemple : la culture politique comme lieu de formation des subjectivités dynamisé par le pouvoir politique, où les institutions politiques deviennent le point de départ de la possibilité de la construction et de la reconnaissance de l'Autre (Touraine, 1994). Sans s'avancer vers les approches expérimentales sur les mécanismes d'influence sociale, carrefour exploratoire relatif au duo communication et représentation, nous soulèverons tout de même la question de l'échange d'informations concernant un objet donné. et comment celui-ci arrive à se constituer par l'intermédiaire d'une expérience collective et sociale d'appropriation. Nous nous intéressons donc à ces moments de communication dans la mesure où ceux-ci nous informent sur comment on parle de l'objet « politique ». Comment la communication rend-elle collective l'appréhension d'un objet. voire d'une réalité ?

1.5 Revue de la littérature

Au carrefour de plusieurs disciplines, l'étude des processus d'appropriation et de signification peut être abordée depuis plusieurs angles, que ce soit dans une perspective sémiologique, psychologique, communicationnelle, sociologique ou anthropologique. C'est le sceau de la multidisciplinarité qui marque cette recherche originale, mariant diverses disciplines dans le but de réaliser une analyse singulière, sans nier la complexité de la tâche.

1.5.1 Littérature en communication : études culturelles et théories de la réception

De prime abord, le choix d'avoir recours à des auteurs associés aux théories de la réception et des études culturelles entre en ligne directe avec notre objet de recherche, soit la valorisation du récepteur et l'étude de son processus réceptif des messages. En continuité avec les contributions de l'École des « usages et gratifications » dans la décennie 1970-1980 — un courant qui visait à redonner aux récepteurs un rôle plus actif en étudiant non plus « ce que les médias font avec les gens », mais plutôt « ce que les gens font avec les médias » —, les théories de la réception et les études culturelles s'intéressent aux sens des pratiques culturelles, relatives aux médias, dans la vie quotidienne. Il n'est donc plus question de la célèbre « piqûre hypodermique », popularisée par Laswell (1948) qui considérait les récepteurs comme des sujets passifs. L'hégémonie à laquelle s'oppose la perspective culturaliste vise à faire la promotion de l'acceptation des voix divergentes, dissidentes, et de *repotentialiser* les impuissants, les « sans voix » (Dion-Buffalo et Mohawk, 1994, p. 35).

1.5.1.1 Les études culturelles

Les Études culturelles nous offrent une matrice indispensable pour l'étude des processus d'appropriation et de signification des pratiques dans la vie quotidienne. À ce sujet, l'influence de l'École de Birmingham et du modèle « codage/décodage » des discours

médiatiques développé par Stuart Hall (1994) est incontournable. Ce modèle sera une source de référence pour un éventail de recherches sur les processus à travers lesquels un sens est accordé aux référents médiatiques. Stanley Fish fait partie des auteurs qui se sont joints à l'affirmation d'un public libre et actif. C'est en voulant rendre compte de la diversité et de la pluralité des audiences (et des récepteurs qui les composent), que l'auteur articule la notion de « communauté interprétative ». Pour Fish (1980), ces communautés — ces unités signifiantes — sont constituées « de ceux et celles qui partagent les mêmes stratégies interprétatives pour lire de même que pour écrire des textes, pour établir leurs propriétés et leur attribuer des intentions. ». Benedict Anderson suggère aussi l'idée de communautés interprétatives dans *L'imaginaire national : réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*. Anderson concentre son approche sur la notion d'imaginaire collectif à partir duquel se définit la nation, cette « communauté politique imaginée », qui serait donc « la somme des représentations qui soutient la croyance en l'existence d'une nation. » (Patez, 1998) Les idées avancées par ces deux auteurs peuvent nous aider à saisir la proximité des profils de discours au sein d'une même nation. Dans le cas d'Anderson, les ruptures enregistrées pourront être expliquées par la présence de clivages organisateurs infranationaux — souvent antérieurs aux frontières politiques —, assez déterminants pour créer des lieux communs inconciliables avec ceux promulgués par la notion officielle d'État-nation, une notion née suite aux proclamations d'indépendance.

La contribution de Michel de Certeau (1990) avec *L'invention du quotidien* nous amène à examiner les pratiques du détournement comme des formes de contestation de l'usage imposé aux objets, à leur ordre préconstruit: ce sont, en quelque sorte, des conquêtes des marges, un rejet des interprétations « autorisées », une astuce du faible, un « braconnage culturel⁸ ». En combinant ses fragments sélectionnés, le lecteur est capable de créer ce qui était alors inconnu à l'espace: un même espace qui, bien qu'il organise ses capacités, lui permet d'inventer une pluralité infinie de significations. C'est cet « écart de l'usage », ce fossé

⁸ Quand de Certeau parle de braconnage, il compare les producteurs de sens à des propriétaires terriens, créateurs de textes, qui imposent aux consommateurs un sens aux biens culturels par l'intermédiaire de la réglementation des usages et de l'accès. Il compare ainsi les consommateurs à des « braconniers » qui viennent sur les terres pour voler des biens, en toute illégalité, afin de composer leur quotidien. (de Certeau, 1990)

existant entre les représentations offertes et le sens, que créent et s'approprient les individus. Cet écart fait aussi partie, en quelque sorte, de notre objet d'étude, puisque nous nous intéressons au processus d'appropriation des messages politiques, de comment ceux-ci s'organisent-ils depuis la pensée sociale jusqu'à l'élaboration d'un discours ordinaire sur les préférences politiques en contexte électoral. En voulant aussi redonner une capacité d'action au sujet, Pierre Bourdieu explique tout de même les limites constituantes et intériorisées par le concept d'*habitus*, un état qui se façonnerait dans la socialisation et qui serait un facteur déterminant de nos manières d'être et de faire. Ce concept nous est intéressant car il peut contribuer à expliquer les distinctions ou similitudes relatives à la production de discours différenciés à son sujet.

1.5.1.2 Modèles communicationnels de réception

Les théories de la réception sont un courant qui propose une théorie socioculturelle de la consommation des médias. García Canclini (1992, 1995) introduit, en communication sociale, le concept de culture hybride. Pour l'auteur, la notion de culture hybride réfère à une culture de confrontation, née au croisement de la modernité et du populaire (ou traditionnel). En partant d'une Amérique latine peuplée de contradictions, au carrefour entre modernisme et modernisation, l'auteur tente d'interpréter les nouvelles identités contemporaines, propres à la région latino-américaine. En ce sens, l'apport de cet auteur pourra nous aider à mieux envisager la mixité des identités et matrices culturelles qui orientent les pensées et conduites des individus, à la croisée du moderne et du populaire. De manière complémentaire, Jesús Martín-Barbero (2002) analyse les pratiques de communication en tenant compte des processus de médiations au moment de la réception des messages. Pionnier des ER en Amérique latine, Martín-Barbero s'est intéressé activement aux moyens de communication de masse et aux conditions dans lesquelles la culture populaire était communiquée (face aux discours hégémonisants), à travers les divers processus de réception, de reconnaissance et d'appropriation. Son apport nous permettra de mieux comprendre le lien entre culture et communication en explorant « la reconfiguration des cultures locales et régionales [qui] est liée dorénavant spécialement à l'intensification de la communication et à l'interaction de ces

communautés avec les autres cultures de chaque pays et du monde. » (Martín-Barbero, 2004) Étudiant aussi les médiations, Guillermo Orozco (2002) pose un regard sur les sujets contemporains en scrutant les perceptions, les négociations et les actes de résistance sur une base quotidienne. Son analyse des contextes de la pratique communicationnelle nous informe sur les modifications en cours dans les sociétés latino-américaines, confrontant médias et pratiques quotidiennes.⁹ Finalement, l'apport de Manuel Martín-Serrano permet d'étudier les processus de médiation en tant que « programmes » ou de « modèles » intériorisés et assimilés par l'intermédiaire de mythes. Selon Martín-Serrano (1977, p. 44 ; 49-51), il s'agit d'un opérateur logique et social : en plus de fournir de la cohérence aux pratiques sociales et quotidiennes, la médiation agit comme contrôleur social. Historiquement, cela a permis d'assurer la survivance des modèles hégémoniques ou idéologiques sous-jacents aux sociétés. La médiation sociale serait donc un système de régulation institutionnelle qui réduit les dissonances possibles entre l'interne (l'individu) et l'externe (la réalité).

1.5.2 Littérature sur les représentations sociales

La contribution des différents auteurs relativement à l'étude des représentations sociales a été discutée dans la section 1.5. Nos références se concentreront principalement sur les travaux de Serge Moscovici, de Jean-Claude Abric, de Denise Jodelet, de Willem Doise, de Claude Flament et de Michel-Louis Rouquette.

⁹ Voir à ce sujet son article paru en 1998 : « Las prácticas en el contexto comunicativo ». *Chasqui* (Équateur). No 62 (juin). En ligne : <<http://www.comunica.org/chasqui/orozco.htm>>. Consulté le 22 novembre 2007.

1.5.3 Littérature sur le contexte sociopolitique et culturel du Pérou¹⁰

Sur le plan empirique, de nombreux auteurs péruviens ont contribué à mieux comprendre le contexte particulier de la société péruvienne. Leur contribution a été nécessaire pour analyser les thématiques liées à l'histoire, à la culture politique, à l'identité culturelle, aux pratiques citoyennes et à la participation politique. En ce qui concerne l'identité culturelle, les mouvements sociaux et la participation politique, les travaux de Carlos Ivan Degregori et de Gonzalo Portocarrero sont dignes de mention. Mentionnons aussi les travaux historiques de Julio Cotler, Carlos Contreras et Marcos Cueto, Romeo Grompone, Alberto Flores-Galindo, Nelson Manrique et John Murra. Au sujet de l'identité andine et de la question du multiculturalisme, nous ferons référence, entre autres, aux travaux de Carlos Ivan Degregori, Gonzalo Portocarrero, Sinesio López, Brooke Larson, Juan Ansión, José Guillermo Nugent, Manuel Burga, Eduardo Grillo et Marisol De la Cadena. Dans le même élan, sur l'interculturalité et la citoyenneté, en tant que défi et possibilité au Pérou, citons Norma Fuller et Sinesio López. Concernant l'imaginaire national, les processus de métissage et la conscience historique péruvienne, mentionnons les travaux de Narda Hernandez, Cecilia Méndez, Fidel Tubino et Magdalena Chocano, pour ne nommer que ceux-ci. L'apport du sociologue Javier Protzel est tout aussi enrichissant sur le plan culturel. Celui-ci nous procure une compréhension des processus interculturels sous-jacents au processus historique de construction de la nation péruvienne. Finalement, sur le plan communicationnel, les travaux de Rosa Maria Alfaro nous ont procuré une littérature intéressante sur la communication en milieu urbain, sur les identités politiques et sur la culture populaire au Pérou.

¹⁰ L'entièreté de la littérature à ce sujet était disponible en espagnol. Afin d'alléger le contenu de ce mémoire, nous avons choisi de traduire en français toutes les citations en langue espagnole. Ces traductions sont libres. Les seules versions originales qui ont été conservées sont celles des répondants lors d'entretiens individuelles aux chapitres II et III. Ces versions originales sont disponibles à la fin de ce mémoire.

1.6 Méthodologie de recherche

Le chercheur Jean-Claude Abric (2003, p. 14-15) souligne clairement que l'examen des représentations sociales ne peut se satisfaire d'une seule méthode de recueil des données et d'une seule technique d'analyse. Parce que fort complexes, les RS nécessitent qu'on les aborde avec une stratégie de triangulation, à la fois au niveau des données (différentes sources de données), mais aussi sur une base théorique, méthodologique et interdisciplinaire. L'auteure Annamaria Silvana de Rosa (2003, p. 81) argumente dans le même sens lorsqu'elle fait remarquer que la méthode qu'elle propose — le réseau d'associations — identifie seulement certains aspects sémantiques et évaluatifs inhérents à la représentation et que « seule l'approche multiméthode peut vraiment révéler la complexité et la multidimensionnalité des représentations sociales ». Ce mode de recherche « multiméthode » peut causer des problèmes en termes de finesse d'analyse, mais il contribue tout de même à augmenter la validité et la profondeur de la recherche. Dans le cadre de cette étude exploratoire, nous avons décidé d'approcher notre objet en diversifiant les techniques de recueil des données et les méthodes d'analyse, en ayant recours à un ensemble de concepts explicatifs et en conciliant les angles disciplinaires. Il est bon de rappeler le critère « exploratoire », qui vise précisément à se familiariser avec un univers de représentations, afin d'en dégager des définitions partagées et non de proposer des typologies rigides à propos de la pensée sociale dans une société donnée.

1.6.1 Techniques de recueil des données pour l'étude des représentations sociales

Pour étudier l'objectivation et l'ancrage des RS, nous avons utilisé deux techniques interrogatives et une technique associative. Ainsi, un questionnaire (à questions fermées) et des entretiens de type semi-directif (à questions ouvertes) ont été utilisés en symbiose avec la

technique d'association libre simple¹¹, aussi connue comme « questions d'évocation » chez P. Verges. La technique d'association libre permet de repérer les contenus de la représentation à travers l'évocation de mots liés aux mots inducteurs donnés. L'hypothèse fondant cette technique repose sur l'existence de relations sémantiques, lexicales, synonymiques, référentielles, analogiques, taxinomiques, et de symbolisation entre les mots et les représentations (Seca, 2001, p. 99). L'opération consistait à demander au répondant de fournir librement cinq mots relatifs au mot indicateur « politique » et, par la suite, le répondant devait classer les mots mentionnés en ordre d'importance (séquence hiérarchisée). Cette pratique encourage, selon l'expression d'Hubert Jaoui (1979), l'élaboration d'une « carte mentale » commune. L'auteur de la méthode d'analyse de discours Alceste, Max Reinert (1999, cité dans Abric, 2003b, p. 152), parle d'une topographie du discours, d'une circonscription de l'espace ou d'un exercice de cartographie des lieux usuels et communs du discours, lorsqu'il fait référence au stade de la localisation des mondes lexicaux. Ces métaphores riches en images permettent de mieux comprendre l'objectif de mise en relief des structures inhérentes et mobiles de l'univers des RS ; un univers au sein duquel se forment cette vision du monde et du réel qui nous permet de maîtriser notre environnement, de prendre des décisions et de communiquer en société. Bref, de rendre notre existence fonctionnelle et significative.

1.6.2 Autres techniques utilisées

« Observer est un processus, non pas un mécanisme simple d'impression par reproduction » (De Ketele et Roegiers, 1993, p. 20). C'est pourquoi l'observation directe non-participante a été privilégiée lors des deux phases de recherche de terrain, par une présence *in situ*, au Pérou, durant une période cumulative de douze entre 2006 et 2007. Ces moments d'observations ont eu lieu, autant en milieu rural (Cajamarca et Ayacucho), qu'en zones urbaines (Lima et Trujillo) (voir Annexes 2 et 3 et Annexe 6 pour une carte du Pérou).

¹¹ L'origine des tests d'association (ou d'évocation) réside dans des pratiques thérapeutiques utilisées en psychologie, entre autres, par Freud à la fin du XIX^e siècle.

Ces moments ont été des opportunités de pénétrer dans un monde social, de découvrir des éléments de la vie ordinaire à l'intérieur de sous-groupes (des récits de vie), appartenant à des milieux de vie distincts et de recueillir des situations représentatives du fonctionnement social politique pendant les périodes d'observations (Peretz, 2004). L'observation a aussi permis de se familiariser avec un univers de représentations et de préciser la dynamique communicationnelle. Elle a permis l'observation de moments privilégiés d'usages et d'appropriations de la politique en appréhendant la manière dont les acteurs construisent leur réalité au fil de leurs activités quotidiennes (Garfinkel, 1967). Nous sommes toutefois conscients des dangers de la pratique de compréhension des autres cultures. Pierre Bourdieu (1978, p. 67) exprime bien ces limites dans son ouvrage sur l'objectivation participante, lorsqu'il souligne le paradoxe de l'observateur observé et le travail ardu « d'être à la fois pris dans le jeu et de l'observer ».

1.7 Corpus et construction de l'échantillon

Notre corpus est composé de données tirées de tests d'association libre conduits auprès de citoyens péruviens âgés de plus de dix-huit ans. Ces questionnaires, administrés par écrit ou à l'oral, étaient habituellement complétés par une entrevue individuelle (voir Annexes 1 et 2). Notre échantillon est composé de 44 personnes, 22 hommes et 22 femmes : 24 individus résidant en milieu rural et 20 en milieu urbain (voir Annexe 3). La majorité des entrevues se sont déroulées à Lima, à Trujillo et à Cajamarca et ont été réalisées entre les mois d'avril 2006 et de novembre 2006¹² ; les entrevues qui ont eu lieu à Ayacucho ont toutefois été réalisées durant les mois de novembre et de décembre 2007 (voir Annexe 4). Les répondants ont été choisis aléatoirement selon un critère de « boule-de-neige » et de quotas, selon des critères sociodémographiques classiques de genre et d'âge, mais surtout en fonction de leur appartenance territoriale (urbain/rural). Cette technique a été privilégiée pour

¹² En ce qui a trait à l'échantillon en zone rurale, les entrevues ont été réalisées par un anthropologue péruvien, résidant dans le Département de Cajamarca (région montagneuse du Nord-Est). Celui-ci travaille avec plusieurs communautés rurales et paysannes, dans le cadre d'un projet éducatif et culturel de bibliothèques rurales qui rassemble plus de 600 communautés.

favoriser un contexte de confiance. Nous avons décidé de focaliser nos analyses sur le critère d'appartenance territoriale puisqu'il était difficile, dans certains cas, d'avoir accès aux informations socio-économiques. De plus, nous avons eu la possibilité de participer à une enquête conduite par le Groupe d'opinion publique de l'Université de Lima, ceux-ci a bien voulu intégrer, à leur sondage de mars 2008, deux questions pertinentes pour ce mémoire.¹³ Nous avons eu aussi recours au magistral travail de recherche de Carrión, Seligson et Zárate (2007) sur la culture politique au Pérou; étude qui supportera nos conclusions, données statistiques à l'appui. De manière complémentaire, une série d'entrevues a été réalisée auprès d'experts péruviens en communication, en sociologie et en politique (Annexe 7). Lors de ces entrevues, nous avons discuté de thèmes allant de l'actualité politique aux comportements électoraux, de l'identité culturelle à la communication politique. L'apport de ces rencontres a permis de générer des pistes d'interprétations relativement aux comportements et croyances politiques.

1.8 Conclusions

La réflexion de Bernard Gaffié formulée dans le recueil de texte *Les représentations sociales : Balisage du domaine d'étude* (2002) mentionne un aspect important de l'analyse des RS. Celle-ci souligne que, dans le cas de recherches sur un corpus limité, « l'étude des représentations sociales ne doit pas viser à cerner des formations mentales, réifications de la réalité, mais à proposer des cadres d'analyse des processus de pensées et d'échanges ». Dans le même sens, nous tenons à préciser que notre tentative ne vise pas la production d'une typologie formelle des discours, mais bien l'exploration des productions discursives de manière originale.

¹³ Les données fournies par le Baromètre de l'Universidad de Lima (Étude 398) reposent sur un échantillon de 597 personnes résidentes de la région métropolitaine de Lima et Callao. Ce sondage a été réalisé entre le 15 et le 16 mars 2008. Le design de l'échantillon consiste en une méthodologie probabiliste et stratifiée par niveaux socio-économiques, dont la sélection des participants s'est faite de manière aléatoire sur la base de la distribution démographique et géographique. Niveau de confiance = 95 %. Marge d'erreur = ± 4.09 %.

CHAPITRE II

MISE EN CONTEXTE HISTORIQUE ET SOCIOPOLITIQUE

« Je me moque de ce que disent les traîtres,
nous avons fermé le passé à coup de lames d'acier. »

Javier Heraud Pérez

« De la famille à la communauté locale jusqu'à l'État-nation,
nous nous constituons nous-mêmes à travers les histoires
que nous nous racontons sur nous-mêmes. »

Clifford Geertz

Pour mieux comprendre l'éventail des productions discursives à propos de la politique au Pérou, nous proposons cette mise en contexte, non pas en présentant un regard linéaire sur la trajectoire historique, mais en soulevant certains thèmes organisateurs de la culture politique au Pérou. Il s'agit ici de mettre en perspective la matrice soutenant ces manières de sentir, de voir et de faire qui divergent, s'opposent ou résistent. Nous survolerons les thèmes suivants : la construction nationale et la constitution identitaire, la question autochtone ainsi que divers épisodes historiques organisateurs, sans omettre une réflexion sur l'actualité politique.

2.1 Fondation de la nation : entre frustration et exclusion

« Comment expliquer une société qui, dans les mots
et les sentiments, est si fortement discriminatoire et qui, dans
la reproduction de ses institutions, sans l'ombre d'un doute,
démontre une incontestable tendance vers la fusion. »

José Guillermo Nugent

Le cas du Pérou est singulier. Son histoire, riche et complexe, toile de fond de l'actuel système politique, est tout autant singulière. Le Pérou est passé d'une époque à une autre en conservant un mal d'exister : une incapacité latente à se formuler une identité nationale

consolidée (Ilizarbe, 2002), une histoire « juste » (Portocarrero, 2004) ou une citoyenneté intégrée (Planas, 1999), faute de bases véritablement communes. José Matos Mar (2004) parle d'une véritable nation inconclue où l'État n'est pas l'expression de la collectivité. Les projets nationaux ont engendré à la fois une narrative fragmentée ainsi qu'un système de partis peu représentatif, instable, à l'origine de crises politiques cycliques et profondes. Sans poser de diagnostic précis sur la source de ces crises répétitives, nous tenterons tout de même de mettre en relief ces moments historiques afin de mieux comprendre comment peut se définir le concept de politique au Pérou.

Sans insister sur les épisodes coloniaux, nous ne nierons pas le caractère ostracisant des appareils de contrôle et de domination espagnole. Ce sont ces mécanismes que se disputèrent l'élite créole¹⁴ liménienne et la bourgeoisie espagnole lors de la lutte pour l'indépendance nationale. Effectivement, la République du Pérou a fondé son histoire sur l'exclusion de plus des neuf dixièmes de sa population, principalement indigène et afro-péruvienne. La minorité restante incarne, quant à elle, l'esprit de la nation péruvienne aux yeux de l'élite gouvernante. C'est ainsi que s'est bâtie ce que l'historien péruvien Nelson Manrique (2006) appelle une « république sans citoyens ». Le projet essentiellement monarchique légué par San Martín peut donc être perçu comme un changement superficiel, qui obligea les habitants du territoire péruvien à être « libres par imposition » (Contreras et Cueto, 2004, p.45). La république naissante, désertée par l'élite espagnole, initia sa gouvernance sans bloc de pouvoir réel qui puisse combler le vide laissé par l'aristocratie coloniale expulsée. Le désordre social qui marqua les premiers pas de la république fut la preuve tangible des déséquilibres légués par la conquête espagnole. Si un processus de définition nationale s'enclencha tout de même, ce ne fut pas sans mettre à jour des conceptions divergentes sur sa nature. La fracture entre les dires et les faits allait définir la nature même de la narrative nationale, offrant un récit qui, à l'origine et officiellement du moins, se voulait unificateur et stabilisateur. En revanche, l'habile juxtaposition d'ombres et de lumières sur les événements historiques du pays qui suivirent composa un mince et superficiel ciment national. Quoi qu'on en dise, la formation

¹⁴ Par « créole », nous désignons l'élite ou l'aristocratie blanche, d'origine espagnole, née sur le territoire américain. Aussi, l'esprit *criollo* tend à signifier aujourd'hui l'essence péruvienne.

d'un imaginaire national dépourvu de volonté propre souda une population hétérogène, officialisant la discontinuité surprenante entre mémoire collective et mémoire nationale d'une nation inventée, où le trou béant entre pays réel et pays formel reste toujours à combler.

Le mythe du métissage, qui orienta le projet de construction nationale, se fonda sur une impossible réconciliation entre les groupes socioculturels peuplant le territoire.¹⁵ En ce sens, la croyance en un métissage culturel unificateur demeure un mythe puissant. Nugent (1992, p. 89) considère le métissage comme une élaboration effective pour exclure les revendications de citoyenneté. La narrative d'un Pérou métissé est un mythe pervers « parce qu'il se présente comme le résultat d'un processus d'acculturation et de mélange, quand en vérité il contribua activement à la destruction des différences et à la marginalisation de grands secteurs de la population. » (Espinosa, 2003, p. 79) Bien que l'unité puisse se construire dans la diversité, la narrative officielle a en quelque sorte invalidé, subordonnée ou dépréciée cette diversité, ne retenant que certains de ses aspects attrayants. En fait, le projet national basé sur le métissage n'a jamais véritablement envisagé que le produit du métissage conduirait à une égalité citoyenne ; le métis était considéré comme un paria, à peine un cran au-dessus de l'« Indien » dans la chaîne évolutive (Larson, 2002, p. 14).¹⁶ ¹⁷ La figure du métis, quant à elle, ne constitue pas la synthèse des mondes andin et hispanique. Elle demeure une abstraction, une négation du particularisme, une création artificielle : une synthèse qui n'a jamais existé

¹⁵ Les auteurs qui participèrent au débat racial insistaient, notamment, sur les effets dégénératifs de l'hybridation. Ils dénonçaient les mélanges raciaux entre Européens et indigènes comme contre-nature. Ils signalaient également le rejet naturel de ces croisements impurs (de la Cadena, 2004, p. 30). Par exemple, l'ex-président péruvien Ramón Castilla (1844-1845-51; 1855-62; 1863) encouragea l'immigration d'hommes robustes et moraux pour améliorer la « race » péruvienne. Javier Prado, philosophe et historien, souligna l'influence pernicieuse des races inférieures sur le destin historique du Pérou et recommanda l'immigration de « races supérieures » comme remède à ce problème — Prado a d'ailleurs donné son nom à l'une des plus grandes artères de la ville de Lima. Le premier président, José de la Riva Agüero (1823-1838-39), considérait que la seule proximité avec l'autochtone était négative (Callirgos, 1993, p. 26-27).

¹⁶ En fait, comme le souligne Dorian Espezuza Salmón (2000, p. 76), citant Fernando Aínza (1992) : dans le schème proposé par la religion catholique, l'européen se considérait comme le modèle auquel tous les autres devaient se convertir.

¹⁷ L'autochtone est aussi représenté comme un être résigné, passif et ignorant (Nugent, 1992). À ce sujet, Mariátegui met en relief que l'imposition de cette vision est incompatible avec la réalité du Pérou. L'image de l'indien déprimé, passif, ignorant de ses droits et des causes politiques est erronée, car l'histoire péruvienne est parsemée d'insurrections et de rébellions indigènes, de massacres et de répressions. Ces seuls faits sont suffisants pour démentir cette figuration péjorative (Mariátegui, 1970, p. 40).

ailleurs que dans la tête de ceux qui l'ont habilement imaginée (Tubino, 2003, p. 80). Dans les faits, les groupes sociaux sont restés, pour la plupart, insolubles et ségrégés. C'est ainsi qu'un cliché aussi dominant que celui du métissage — projet qui avait pour but de délivrer la Nation d'une question ethnique encombrante —, n'a fait que renforcer un réseau d'interactions racistes au sein de la société. Les représentations du métis, comme sujet emblématique de l'identité nationale, sont empiriquement invalidées. S'il y a eu mélange, le complexe identitaire persiste. La suridentification positive avec le blanc, le créole, l'Occidental et le préjugé « européisant », comme l'explique Portocarrero, en sont les corollaires (1992, cité dans Henríquez, 2000, p. 358). S'il y a eu valorisation d'une partie de l'identité autochtone, de sa gloire passée¹⁸, il y a également eu rejet des parties associées à l'indigène transposé, en ville, en *cholo*.¹⁹ La « culture chola », dont parle Quijano (1980), serait une culture de transition. Une culture qui ne cherche pas l'assimilation totale à la culture occidentale, mais plutôt une combinaison — pas nécessairement cohérente —, d'éléments pigés à même les répertoires indigène et occidental. Malgré la présence d'un discours qui se veut égalitaire, l'étiquette « cholo » a renforcé un réseau de différenciations sociales.²⁰ Ironiquement, l'ignorance mutuelle entre les divers groupes rassemblés dans un

¹⁸ Le mouvement indigéniste a contribué à faire de l'« Indien » une figure emblématique historique. L'indigénisme se nourrit d'un passé perçu comme exemplaire pour alimenter le présent et résoudre ses contradictions (Espinoza Soriano, 1978, p. 21). Toujours selon Espezuza Salmón : « L'image de l'Indien [...] correspond à un personnage que nous inventons, que nous rêvons ou que nous construisons pour supplanter le réel douloureux ou insupportable. » (Espezuza, 2000, p. 89) Malgré sa rupture avec l'idée positiviste de modernisation des « Indiens » et de darwinisme social, le mouvement indigéniste n'est jamais arrivé à saisir totalement la réalité autochtone (Espinoza, 2003). Comme le mentionne Cecilia Méndez (1993), le discours indigéniste a contribué, jusqu'à maintenant, à simplifier la problématique ethnique en idéalisant un sujet mystique passé, niant simultanément l'existence de ce même sujet en temps présent.

¹⁹ Le terme « cholo » fait référence aux descendants du mélange entre Européens et natifs du continent américain. La connotation de ce terme dépend beaucoup du ton et du contexte dans lequel il est utilisé. Il peut avoir de fortes charges racistes.

²⁰ D'importantes recherches ont été menées sur la thématique du racisme (et du néo-racisme) au Pérou. Voir, entre autres: Juan Carlos Callirgos, 1993. « El racismo peruano ». In *Biblioteca Virtual de Ciencias Sociales*. En ligne: <www.cholonautas.edu.pe>. Consulté le 20 janvier 2008; Callirgos, 1993. *loc. cit.* et Nelson Manrique, 1999. « Algunas reflexiones sobre el colonialismo, el racismo y la cuestión nacional ». Chap. in *La piel y la pluma. Escritos sobre literatura, etnicidad y racismo*, p. 11-28. Lima : SUR/ Cidiag ; Marisol de la Cadena, 2004: « Viejos diálogos en torno a la raza: Una introducción al presente ». Chap. in *Indígenas mestizos. Raza y cultura en el Cusco*, p. 19-60. Lima: Instituto de Estudios Peruanos; Portocarrero, 1990. « El silencio, la queja y la acción. Respuestas al sufrimiento en la cultura peruana ». In *Tiempos de ira y amor. Nuevos actores para viejos problemas*, sous la dir. de C. I. Degregori *et al.*, p. 221-246. Lima: Centro de Estudios y Promoción del Desarrollo.

même lieu lève le voile sur leur distance manifeste. Les barrières demeurent infranchissables.

Riche, intense et polémique, la trajectoire historique du Pérou a alimenté plusieurs courants et positions idéologiques, mais aucune n'a réussi à résoudre la question autochtone. Selon une étude menée par la Banque mondiale (1994-2004), entre 25 % et 48 % des foyers péruviens se qualifiaient d'autochtones. Or, l'UNESCO évalue à 35 % la population indigène au Pérou: alors qu'en 1999, la Banque interaméricaine de développement l'évaluait à 27 %.²¹ Quant aux données de Van Cott (1997, p. 141), elles varient entre 33 % et 47 %. La récente reconnaissance constitutionnelle d'une « Nation péruvienne pluriculturelle, pluriethnique et multilingue » — amenée par la réforme de 1993 —, ne semble pourtant pas suffire à déloger la perception du Pérou comme d'un pays « métissé », à la fois dans l'imaginaire collectif péruvien et dans la représentation de ce pays à l'étranger. En fait, la problématique ethnique semble plutôt avoir cédé le pas à celle de la pauvreté. Depuis les dernières années, le pays n'est plus perçu comme un « pays indigène » ou métis, mais plutôt comme un « pays pauvre ». La résistance dans la pensée populaire à l'égard d'une incompatibilité entre multiculturalisme et État-nation a perpétué un système d'interactions au sein duquel le mythe d'une culture autochtone réconciliée demeure la pierre d'assise de l'actuel régime démocratique. Le refus inconscient d'imaginer un Pérou stable, capable de reconnaître les différences et d'en tirer une force au lieu d'une faiblesse a solidifié, au fil des décennies, le mythe d'un métissage qui expose clairement une contradiction latente : cette figure n'unit pas, elle exclut.²²

²¹ Du côté de l'Institut national de statistique et de l'information du Pérou, aucune donnée n'est disponible au sujet des populations natives. Les seules données trouvées sont celles liées à la langue maternelle et remontent à 1993 : un peu plus de 20 % de la population avait pour langue maternelle une langue native (quechua, aymara ou autres langues amazoniennes). Sources : BID, 1999. « Nativos en los números ». En ligne : <<http://www.iadb.org/idbamerica/archive/stories/1999/esp/c1099s7.htm>>. Consulté le 14 janvier 2008 : BM. s/d. « Perú : Datos destacados ». En ligne : <<http://go.worldbank.org/RQ6VJXZU80>>. Consulté le 14 janvier 2008 : EFE, 2006. « 50 millones de indígenas viven discriminados en América Latina ». In *El mundo*. En ligne : <<http://www.elmundo.es/elmundo/2006/05/16/solidaridad/1147773726.html>>. Consulté le 14 janvier 2008.

²² La formation de la nation mexicaine, en contraste avec l'expérience péruvienne, démontre clairement le succès d'une idéologie d'intégration basée sur le métissage et la fusion des composantes nationales. Dans le cas du Mexique, la figure du métis fut non seulement intégrée dans le discours national — grâce, entre autres, à l'expérience victorieuse de la révolution mexicaine —, mais elle fut aussi valorisée, cultivant ainsi un sentiment d'orgueil national.

2.2 Réflexions sur l'identité culturelle du Pérou

L'essence de l'authenticité, transmise par les projets de construction nationale, est parvenue à formuler un « sens commun » : le *criollismo* (ou créolisme), comme actualisation de l'identité péruvienne. Historiquement, le créolisme était urbain, blanc, hispanophone, ses racines s'infiltraient dans la transaction culturelle, dans les rues où se croisaient tous les groupes sociaux. La modernisation, au XIX^{ème} siècle, élimina cette contiguïté avec son réaménagement urbain et ses processus migratoires.²³ La vision qui en émergea scinda de nouveau l'identité péruvienne — si cette identité existait —, puisqu'elle proposa une lecture mystifiée de Lima en laissant de côté la dure réalité de plusieurs, autant en milieu urbain que rural (Protzel, 2006, p. 74).²⁴ Examiner ici la culture nationale nous est utile, dans la mesure où elle nous fait comprendre la matrice constitutive des subjectivités. Elle nous aide à contextualiser les productions discursives au sujet de la politique ; cette culture même qui règle les interactions, formelles ou non, dans la société.²⁵

2.2.1 Essence nationale et autodéfinition

Dans le créolisme comme essence nationale, la dureté des autodéfinitions dévoile le haut niveau du manque d'estime de soi, la carence d'être. Fidel Tubino (2003, p. 77) mentionne, avec raison, que « les Péruviens, nous savons ce que nous ne sommes pas et ce que nous ne voulons pas être. Nous sommes une collectivité. Sans mémoire et, par conséquent, sans

²³ La conservation de certaines traditions partagées est très bien illustrée dans l'œuvre maîtresse de Ricardo Palma. *Tradiciones peruanas*. Publiées en 1883, les Traditions de Palma figèrent l'image d'une Lima républicaine, un cliché qui invalida les autres visions de la vie liménienne et authentifia le créolisme péruvien.

²⁴ La radiographie de Lima prise par l'aquarelliste péruvien Pancho Fierro à la fin XIX^{ème} siècle est différente de celle de Palma. L'imaginaire qu'il proposait, en illustrant habilement les divers personnages peuplant la ville, était plus compatible avec la vie de l'époque. Ce traitement de la réalité laisse poindre les thématiques de la discrimination et de la marginalisation sociale, dont plusieurs individus étaient victimes au sein de la capitale.

²⁵ Tubino parle de « culture diglossique » en référence au Pérou, c'est-à-dire une société où coexistent deux systèmes linguistiques — incluant des pratiques culturelles non verbales — au prestige social inégal, où l'un détient invariablement un statut sociopolitique inférieur (Tubino, 2003, p. 80).

nation. Une collectivité sans identité. » De ce fait, l'autodéfinition tombe souvent dans une dépréciation corrosive, où s'élabore une liste interminable de vices sociaux et défauts. Tubino souligne alors l'élaboration d'une identité construite en constante relation envers un Autre idéalisé « ou, encore mieux, sur la base d'une internalisation de l'image que l'Autre — celui de la culture de prestige — nous donne de soi-même et de l'image dévaluée qu'il nous renvoie de nous-mêmes. » (Tubino, 2003, p. 79-80) En plus de constater ses échecs sans en tirer parti, il semble que le Pérou se soit figé dans une comparaison qui mine sa définition identitaire. S'il est vrai que la définition du « Nous » passe inévitablement par ce contraste avec l'altérité, la glorification de l'Autre, au Pérou, alimente l'infériorisation du « Nous ». La haine de soi est ancrée dans la recherche d'une pureté qui, parce qu'inatteignable, aboutit à un sentiment de culpabilité, une abjection à cacher (Portocarrero, 2004, p. 39). Communauté déficiente, fragmentée, désincarnée comme l'exprime Tubino, le Pérou est en constante quête d'identité, valorisant à outrance ce qui vient de l'extérieur en compensation de la relation défectueuse entre les autres et lui-même. Quand elle est acceptée, cette diversité apparaît presque comme un châtement, un poids à porter. Le projet unificateur, relativement nouveau, d'un Pérou pour tous est basé, en premier lieu, sur d'importantes interrogations concernant l'histoire, ses aberrations et ses grandes injustices (Burga, 2003, p. 19). Aujourd'hui, la recherche de la « peruanidad » — littéralement, « péruvieneté » — a été le porte-voix du leitmotiv patriotique « amor a lo nuestro » (amour envers ce qui est nôtre), protégeant le pays contre l'aliénation culturelle et la disparition de « lo peruano » (ce qui est péruvien). Ce courant de revalorisation trouve sa continuité, actuellement, dans la propagande gouvernementale. Mais on s'aperçoit bien vite qu'avant de s'aimer et se valoriser, il faut savoir qui l'on est.

2.3 Culture andine et perspectives culturelles

« Et si nous étions Indiens ? »

Bartolomé de las Casas

Et qu'en est-il de cette autre manière de voir, de faire, de ces autres perspectives ? De prime abord, la culture andine est une réalité, une manière de vivre, un processus d'existence.

Il ne s'agit pas d'une histoire unitaire et homogène. En ce sens, les travaux de François Bourricaud (1967) et José María Arguedas (1968) sont essentiels à la compréhension de ces modes hybrides d'existence,²⁶ qui peuvent nous aider à comprendre les discours sur la politique. Le rejet d'options mises de l'avant par la culture « rationnelle », occidentale et intériorisée par le système républicain et démocratique en vigueur n'est pas une proposition romantique. Il s'agit d'une réalité, d'une position culturelle. C'est dans le but de mieux comprendre le statut multiculturel de la société péruvienne et de contextualiser les discours sur la politique à partir de ce multiculturalisme qu'un bref survol de la culture andine s'impose.

2.3.1 Démystifier la pensée andine

La culture andine est un récit sur la réalité sociale, une manière de concevoir et de vivre le quotidien au même titre que les autres perspectives. Cette vision de la vie assume dynamiquement des aspects laissés pour compte par la définition officielle de la politique. Elle se base sur une vision mystique, animiste, cyclique et holistique du monde.²⁷

Le monde andin se veut *mystique*, parce dans la perspective autochtone andine, l'histoire réelle se transforme souvent en histoire mystique (Burga, 2005, p. 49). Il n'existe pas de ligne définie qui sépare réel et imaginaire. Le récit mystique préfère la profondeur et la densité du sens au *logos*, à la rationalité pure. Cette conception magico-religieuse, génératrice de sens, personnifie les forces de la Nature et réifie les sujets sociaux. Ce type de récit est à la base de tous les autres principes chers au monde andin : il confère un statut utopique au projet

²⁶ Ces deux auteurs ont contribué à déconstruire l'image de l'*ayllu* — unité de base communautaire chez les populations autochtones —, popularisée par plusieurs études indigénistes. Ils constatèrent que les communautés n'étaient pas ces enclaves précolombiennes. Ce qui persiste, toutefois, ce sont ces valeurs de solidarité et cet esprit collectiviste : l'ethos communautaire (Pajuelo, 2000, p. 148-151).

²⁷ S'il est important de prendre au sérieux la pensée andine-mystique, il est cependant difficile d'établir de quelle manière et dans quelle mesure ce type de pensée influence les relations dans la vie sociale. Il est d'autant plus délicat de savoir quelle incidence détient l'ancienne tradition andine sur les comportements et logiques de la pensée actuelle (Ansión, 1987, p. 18). Il ne fait pas de doute que ce type de pensée est un bassin significatif de connaissances et un mode d'interrelations qui entrent souvent en confrontation avec la logique occidentale.

humain, offre une forme ritualisée de vie en société et expose une étonnante, mais non moins sagesse face aux composantes de la Nature. Cette façon de voir et de faire est mystique en ce qu'elle est subordonnée aux éléments et à l'espace-temps²⁸, laisse place à l'interprétation des messages de la Nature, est attentive à l'inconnu et à l'étrange, et voue un respect au sacré. Il s'agit indéniablement de tellurisme, parce que cette pensée repose sur l'étroite relation entre l'homme et la Terre, une « émotion territoriale », c'est-à-dire un sentiment partagé, qui représente le véritable fondement de la nationalité, élément central à une définition de la nation (Favre, 1996, p. 51).

Le monde andin est *animiste*, parce que dans le « monde-vie » andin, tout ce qui existe est vivant : de l'homme à la montagne, de la pierre à l'animal. En reconnaissant la diversité des formes de vie, cette pensée considère que tout objet ou sujet détient une sensibilité, une émotivité, une sensualité (Grillo, 1994). De plus, par son immanence, le monde andin englobe la Nature et l'Homme au sein de la même famille naturelle. En accord avec cette vision, le dialogue et la réciprocité entre les éléments faisant partie de cette communauté naturelle sont primordiaux. C'est dans cette idée que les thèmes de communautarisme, d'incomplétude et de consubstantialité prennent leur sens. *Communautarisme*, car, par définition, tous les êtres s'équivalent au sein de la communauté humaine. Par conséquent, ils doivent travailler en harmonie. *Incomplétude*, parce que toute personne se présente dans ce monde sous une forme incomplète et équivalente. Chacune requiert la présence des autres pour être complète, vivante. Briguer l'autosuffisance, c'est nier la vie elle-même. *Consubstantialité*, car, par définition, biologiquement et symboliquement, nous sommes tous constitués de la même matière et partageons tous la même substance. Nous sommes interchangeable. Par conséquent, nous sommes tous égaux et équivalents.

Le monde andin est *cyclique*, car la pensée andine conçoit le Temps, non pas de manière linéaire et irréversible, mais en termes circulaires, où le présent « se récrée par digestion du

²⁸ Par formes sacrées et ritualisées, nous pensons ici à la compréhension du monde en fonction de la *pacha* (*pacha mama*, du quechua y aymara. « cosmos », « univers », « monde »), la Terre-Mère, ce « monde intérieur », qui englobe à la fois temps et espace conjugués.

passé » (Grillo, 1992, p. 36). Dans ce « présent de toujours », l'idée de séquences est primordiale : ces séquences font à la fois partie du passé, du présent et du futur. Les temps se confondent dans un « maintenant » ritualisé. Sur la base de la réciprocité, le modèle circulaire reconnaît le flux de la vie et la participation de tous à sa vitalité. C'est un processus sans fin de recréation. Tout ce qui est donné revient, sous une forme ou une autre.

La pensée andine est *holistique*, parce qu'elle conçoit la vie de manière cyclique ; elle fait la promotion d'une image globale de l'existence. Cela laisse entrevoir l'indivisibilité de la communauté naturelle entre humains et nature qui, elle, représente tout. C'est en fonction de ce principe que la pensée andine considère la diversité comme essentielle au déroulement de la vie. L'holisme, dans la culture andine, consiste en ce sentiment d'unité du monde, d'interdépendance de ses parties qui n'ont pas de valeur individuelle en soi. Cette vision est celle d'un monde collectiviste, qui entraîne forcément un sentiment d'appartenance et de respect.»

En mettant en perspective les principes de la pensée andine, les tensions entre les systèmes de valeurs et de cultures apparaissent plus clairement. Néanmoins, prendre en compte ces autres perspectives et rationalités signifie respecter la mémoire réelle et commune, ainsi que les horizons ontologiques correspondants, et ne pas ériger en vérité une histoire dont le collage d'épisodes historiques ne coïncide pas avec ce qui s'est passé et ce qui a été vécu. Toutefois, la présence de ces discours alternatifs s'est avérée incompatible avec le projet national d'intégration, tel que le souligne Henri Favre (1996, cité dans Rengifo, 1997, p. 14) :

La nation suppose une homogénéisation, une réduction des différences. Si les différences culturelles, ou linguistiques, ou raciales sont exagérées, reconnues ; il ne peut y avoir une nation [...] L'État-nation est un ensemble de personnes, d'individus, qui se reconnaissent par une histoire commune. A partir du moment où ces personnes, qui vivent ensemble, qui se reconnaissent dans une histoire commune, dans un passé partagé, arrêtent de se reconnaître comme tel, la nation disparaît et donne lieu à deux nationalités ou plus.

2.4 Système de partis et élections au Pérou

L'histoire politique du Pérou n'est pas caractérisée par un système de partis fort. Ce système s'apparente plutôt à une politique « caudilliste » peuplée de petits leaders réunis en factions ou en cliques politiques. Le système de partis du Pérou est caractérisé par son multipartisme exacerbé et par l'absence évidente d'allégeances électorales capables de se maintenir dans le temps.

2.4.1 État de la démocratie

« Tous les animaux sont égaux, mais certains sont plus égaux que d'autres »

Georges Orwell, La ferme des animaux

Présentée par Norma Fuller (2002), la conception binaire de la réalité péruvienne est perçue par l'auteure comme l'un des écueils sur lesquels se fracasse constamment le projet démocratique du Pérou. La narrative péruvienne a produit une représentation de la société basée sur des oppositions irréconciliables, dont la valorisation propre à chaque pôle demeure diamétralement opposée : l'Indien/le *criollo*, le peuple/l'oligarque, le riche/le pauvre. Un tel dualisme a immanquablement marqué du sceau de l'échec toutes les tentatives d'intégration nationale en balayant du revers de la main les nuances intermédiaires identitaires (Fuller, 2002, p. 419). Ces archétypes réduisent les points de rencontre entre les différents pôles en augmentant les tentations, les ambiguïtés et les ambivalences entre ces différents univers de représentations. Pourtant, ces prototypes identitaires, qu'ils soient réels ou imaginaires, ne sont pas les produits de circonstances historiques isolées ou séparées. Ils se fondent sur des croisements, des négociations et des reformulations permanentes du passé, du présent et du futur.²⁹ La présence de ces carrefours d'échanges et de mélanges est remarquablement

²⁹ Stuart Hall (1995) disait à ce propos que l'identité culturelle n'est qu'une question de représentations, exercice sélectif de la mémoire qui tait certains aspects pour que d'autres contenus puissent s'exprimer (et prédominer).

discutée dans les ouvrages de Néstor García Canclini (1995) sur les cultures hybrides, concept que nous privilégierons dans l'analyse de nos conclusions au chapitre IV.

La notion de citoyenneté peut aussi être perçue comme un outil d'assimilation et d'homogénéisation, si elle rejette la reconnaissance réelle de la diversité nationale. Enfermant les personnes dans une identité donnée, le racisme pose les limites de la culture à l'expérience quotidienne. L'intégration — et le rejet de tout sujet inassimilable — devient le pendant acceptable de l'assimilation, mais débouche, en bout de ligne, sur les mêmes dispositifs d'exclusion : ignorance, peur, différenciation, banalisation des préjugés, replis et, finalement, « ghettoïsation ». Dans les années 1950-1970, lors du mandat de Général Velasco Alvarado, l'effort de troquer « indigène » pour « paysan-citoyen » se voulait une tentative d'endiguer le problème du racisme en recourant à une terminologie qui relevait davantage du système productif que des caractéristiques ethniques. Or, cette entreprise avait sous-estimé le lien étroit entre ethnicité et conditions socio-économiques, de sorte que l'indigène ne pouvait se dégager de la classification raciste en changeant de classe sociale, car la classe demeure une construction moderne. Toutefois, la transfiguration de ces populations en sujets politiques, l'éveil (ou réveil) et la présence d'espaces de pouvoir au niveau local qui en découla permirent à plusieurs leaders communautaires de pénétrer la sphère politique légale, revitalisant du coup leurs propres passés peuplés de luttes revendicatrices. Cette conjoncture posa les premiers jalons des mouvements de militance ethnique du début du XX^{ème} siècle (Larson, 2002).

Aujourd'hui, il est fréquent d'attribuer les lacunes démocratiques aux événements qui se sont déroulés dans les années 1980 et 1990 : crise de la représentativité, discrédit aigu des partis politiques, personnalisation de la politique, présence terroriste déstabilisante, montée d'une incroyable crise économique, présence de hauts niveaux de corruption, et finalement,

virage néo-libéral implanté au sein d'un régime autoritaire.³⁰ Ces événements ont mené à l'effondrement du système de partis au Pérou, une période marquée par l'insolvabilité des partis politiques et par l'érosion des identités partisans jusque-là établies, contribuant à une atomisation aiguë de la politique.

2.4.2 Panorama politique

En 2000, avec la chute du régime fujimoriste et l'ouverture de la période de transition démocratique, les possibilités semblaient se multiplier et les opportunités pour le développement s'ouvrir, en raison d'un vaste processus de démocratisation sociale et politique, dont un processus de régionalisation et de décentralisation, et la mise en place d'une commission chargée d'éclaircir les violations des droits humains perpétrées lors de l'époque du terrorisme dans les années 1980-1990. Dans cette lignée, le projet d'Accord national, convoqué par l'ex-président Alejandro Toledo en 2002, devait fournir une base pour la transition et la consolidation de la démocratie après l'expérience fujimoriste. Ce projet avait pour objectifs d'offrir au pays la stabilité nécessaire pour assurer un développement fondé sur l'équité sociale et la justice, de créer une vision partagée du pays, de promouvoir et d'institutionnaliser une culture de dialogue démocratique et de générer une croissance économique.³¹ Le processus de décentralisation amorcé se buta rapidement à des obstacles de taille et resta, somme toute, un ensemble de bonnes intentions assez vagues (Vergara. 2007, p. 34).

³⁰ Les mandats d'Alberto Fujimori (1990-2000) furent caractérisés par une gouvernance personnaliste et populiste, combinant néo-libéralisme brutal et autoritarisme. Ses deux mandats furent marqués par : le « fujishock », une politique économique néo-libérale de grande envergure, un autocoup d'État qui a dissout la chambre législative, la déclaration d'un état d'urgence, une lutte soutenue contre le terrorisme, la levée de droits politiques, la restructuration du pouvoir judiciaire, la création d'une nouvelle constitution et plusieurs histoires de fraudes et de corruptions. Selon Carrión, Seligson et Zárate (2007), 18 % de la population appuie toujours l'option autoritaire. Dans une enquête réalisée par l'Université de Lima en 2007, près de 22 % de la population métropolitaine déclarait qu'un régime démocratique ou une dictature, cela les importait peu (GOP, 2007, Étude 368).

³¹ Voir le portail sur l'Accord national : <<http://www.acuerdonacional.gob.pe/>>.

En 2006, lorsque Toledo légua le pouvoir à García, le bilan économique était encourageant. Malgré des indicateurs économiques positifs, les pratiques endossées n'ont fait qu'endiguer le problème de la pauvreté et du racisme, en créant des enclaves prospères, mais génératrices d'écarts importants au sein de la population. Au moment des élections de 2006, le niveau d'approbation du gouvernement de Toledo atteignait à peine les 10 %. Un vide politique dont les frères Humala et le mouvement ethno-caceriste³² profitèrent avec le soulèvement d'Andahuaylas en 2005.

Les dernières élections générales ont offert un spectacle digne d'intérêt. Après un ballottage mouvementé, la victoire est finalement revenue au chef de l'APRA et ex-président, Alan García, face au candidat nationaliste Ollanta Humala. Pourtant, Humala, candidat de l'alliance électorale formée de l'*Unión por el Perú* (UPP) et du Mouvement Nationaliste Péruvien. Du ballottage entre Ollanta Humala et Alan García, l'ex-président García cumula un avantage de cinq points et sortit vainqueur. Il ne fait pas de doute que ces élections ont remis la question ethnique à l'agenda. En effet, elles ont été largement marquées par un panorama polarisé entre deux projets nationaux difficilement réconciliables, démontrant une scission qui pourrait s'exprimer par une opposition entre un « Pérou-moderne-urbain-effrayé-face-au-futur » et un « Pérou-désespéré-fâché-et-oublié-de-la-modernité ». Tandis que l'un cherche la sécurité et la stabilité, l'autre lutte pour la reconnaissance de ses droits et sa survie.

L'alliance qui maintient actuellement García au pouvoir est fragile. Les premiers pas du gouvernement ont illustré son effort pour conserver les appuis obtenus lors du ballottage. La figure de conciliateur a donc primé sur celle du politicien présomptueux et arrogant des années 1980. La ligne économique néo-libérale a été maintenue, les investisseurs en ont été rassurés. Du côté politique, même scénario. Grâce aux alliances informelles avec l'ennemi du passé, les fujimoristes et la fragmentation du bloc d'opposition (UPP-PNP), García a pu, jusqu'à maintenant, maintenir le cap sans réelle opposition. Du côté de la population,

³² Voir : Maryse Tétreault, 2006. « Mouvement ethno-nationaliste au Pérou et élections générales 2006 ». *La chronique des Amériques* (L'Observatoire des Amériques) no 22. (juin). En ligne : <http://www.ameriques.uqam.ca/pdf/chro_tetreault_22_06.pdf>. Consulté le 8 février 2008.

l'éloquente rhétorique présidentielle continue de charmer, malgré un discours inconséquent avec les principales décisions du gouvernement (Gutiérrez, 2007, p.6). L'appui populaire au président a toutefois chuté suite à sa première année au pouvoir : 53 % en juin 2007, 38 % en novembre 2007.³³

2.4.3 Clivages organisateurs et population autochtone

Au Pérou, une polarisation idéologique, en termes de gauche et de droite ne tient pas. La forte désidéologisation des préférences et la faible rétention partisane décline cet axe classique au profit d'une division plus ethnoculturelle; clivage organisateur qui pourrait s'exprimer selon une dichotomie inclusion/exclusion, où les thèmes d'ethnicité, de pauvreté et d'accès aux ressources de l'État s'avèrent inséparables. La polarisation – à laquelle a participé activement le parti de l'APRA – repose sur la présence de deux Pérou au sein d'une même nation : alors que l'un est privilégié sur les plans économiques, sociaux et politiques, l'autre l'est beaucoup moins. Nous pourrions associer la présence de ces deux blocs à un clivage ethnique, culturel, voire géographique. Tel que nous l'avons exposé précédemment, cette scission se fonde sur l'exclusion historique d'une partie de la population dans la constitution d'une identité nationale. En ce sens, l'existence d'un clivage ethnique au Pérou n'est pas un argument nouveau. Ce qui caractérise le Pérou, c'est le fait que malgré sa population autochtone significative, son principal clivage socioculturel ne coïncide pas avec le clivage politique qui organise le système de partis péruvien.³⁴ Le Pérou n'a pas intégré — et politisé — la dimension ethnique au sein de son système de partis en tant que clivage

³³ Source : Baromètre novembre 2007 (Lima métropolitain-Callao). Groupe d'opinion publique. l'Université de Lima. En ligne : <[http://www.ulima.edu.pe/webulima.nsl/default/1090CF4DC0FE8CB905256E630017BCEC/\\$file/barometro_nov_2007.pdf](http://www.ulima.edu.pe/webulima.nsl/default/1090CF4DC0FE8CB905256E630017BCEC/$file/barometro_nov_2007.pdf)>.

³⁴ Van Cott (2000) a d'ailleurs démontré dans ses articles, qu'en Amérique latine, il existait une corrélation inverse entre la taille de la population indigène et l'institutionnalisation du système de partis. Raul Madrid (2003, p. 3) va dans le même sens lorsqu'il affirme l'existence d'une relation étroite entre ethnicité et fragmentation du système de partis.

politique et ne possède ni mouvements autochtones matures et articulés, ni partis ethniques³⁵ électoralement viables au niveau national, comme c'est le cas en Bolivie ou en Équateur. Ce clivage ethnique et culturel, pourtant central, a presque totalement été évacué de la scène politique, quoiqu'il refasse surface périodiquement, dû à des accrochages ou manifestations ponctuelles.³⁶

2.5 Conclusions

Malgré toutes ces questions qui demeurent irrésolues, l'identité nationale réelle du Pérou demeurera toujours cette multiplicité d'images unies par un même récit (Tubino, 2003, p. 86). Une histoire rendue commune, en dépit de la réalité. À ce sujet, les auteurs Gonzalo Portocarrero et Patricia Oliart (1983) nous rappellent que l'idée officielle de l'histoire ne correspond ni à l'expérience historique ni à la sensibilité de la majorité du peuple péruvien. Quelle sensibilité existe-t-il alors au Pérou ? La construction d'une historiographie officielle a fait en sorte de dissimuler un manque évident en proposant une nouvelle sensibilité hybride et en dégagant des modèles de vie fondés sur des épisodes historiques disparates et non-continus, afin de fabriquer un tout cohérent. Cette trame de fond (ou imaginaire social)

³⁵ Pour plus d'information sur les conditions d'émergence des partis ethniques, voir : Deborah J. Yashar. 1998. « Contesting Citizenship : Indigenous Movements and Democracy in Latin America ». *Comparative Politics*. Vol. 31, no 1 (octobre), p. 23-42 ; Deborah J. Yashar. 1999. « Democracy, Indigenous Movements, and the Postliberal Challenge in Latin America ». *World Politics*. Vol. 52, no 1, (octobre), p. 76-104 ; Donna Lee Van Cott. 2000. « Party System Development and Indigenous Populations in Latin America : The Bolivian Case ». *Party Politics*. Vol. 6, no 2, p. 155-74 ; Donna Lee Van Cott, 2007. « Latin America's Indigenous Peoples ». *Journal of Democracy*. Vol. 18, no 4 (octobre), p. 127-141 ; Donna Lee Van Cott. 2003. « Institutional change and ethnic parties in South America ». *Latin American Politics and Society*. Vol. 45, no 2 (été), p. 1-39. En ligne : <http://findarticles.com/p/articles/mi_qa4000/is_200307/ai_n9289166/>. Consulté le 28 janvier 2008 ; Donna Lee Van Cott. 2005. *Contesting Citizenship : Indigenous Movements and the Post liberal Challenge in Latin America*. New York : Cambridge University Press. 388 p. ; Raúl Madrid. 2005. « Ethnic Cleavages and Electoral Volatility in Latin America ». *Comparative Politics*. Vol 38, no 1 (octobre), p. 1-20 ; Raúl Madrid. 2003. « Indigenous voters and party system fragmentation in Latin America ». Actes du colloque de la Latin American Studies Association (Dallas, 27-30 mars 2003). En ligne : <<http://www.ja.utexas.edu/~scant/madrid.doc>>. Consulté le 31 janvier 2008.

³⁶ Nous pourrions ici penser au groupe terroriste du Sentier Lumineux et à ses revendications radicales, formulées entre les années 1970 à 1990, qui expriment bien sa tentative d'intrusion dans l'arène politique. Son lemme « Vive la guerre populaire » et sa doctrine maoïste de libération nationale appelait pourtant à une véritable révolution sociale au Pérou, mais la guerre civile qui suivit sacrifia des milliers de civils innocents.

sensibilisée est venue ficeler des morceaux hétéroclites, pigés de manière sélective, afin de construire un État-nation homogène, là où, aujourd'hui encore, des expériences et existences hautement hétérogènes demeurent. Comme le soulignent Portocarrero et Oliart (1987), la démocratie politique ne surgit pas dans cet argumentaire comme une aspiration nationale.

En somme, le survol de ces éléments historiques ne peut que nous aider à mieux situer les représentations sociales générées à partir de la politique. Nostalgique de ce qui aurait pu être, le Pérou s'est construit une narrative blessée et incertaine ; une narrative « uchronique » (Chocano, 1987)³⁷ comme toile de fond d'un système politique cycliquement en crise. Comment peut-on parler de la politique à partir d'un tel imaginaire ? Comment imaginer une société démocratique inclusive, équitable et viable au sein d'un État-nation aussi fragmenté ? Carlos Iván Degregori (1986) offre une réflexion intéressante à ce sujet. Il indique que « la solution du problème national ne peut se résoudre à travers une identité nationale "chola" ». Pour l'auteur, il demeure nécessaire que se développe un « bloc populaire-national qui transforme révolutionnairement l'État, de sorte que la société se reconnaisse pleinement en lui ». Jusqu'à ce que cela soit atteint, « la même réalité qui a mené le Pérou à constater les succès des secteurs populaires, sur le plan de la mobilité sociale, révèle en même temps la fragilité du mouvement, dans la mesure où ces secteurs demeurent encore et toujours subordonnés. » (Degregori, 1986, p. 55) Pour ce faire, il est nécessaire de questionner les représentations sociales de la politique dans un pays aussi fragmenté. L'urgence est donc d'explorer ces multiples perspectives à propos de la politique. De prime abord, l'affirmation d'une pluralité de définitions au sein de la nation péruvienne n'est pas reconnue et endossée officiellement par l'État. Dès lors, que faire avec les définitions qui sortent du cadre officiel ? Que faire avec la distance entre cette définition officielle et les autres définitions ? Comment se vivent et se conjuguent ces multiples définitions alternatives ou hybrides de la politique au sein d'un même pays ? Considérer qu'il existe d'autres perspectives au sein du Pérou serait

³⁷ Chocano écrit un essai très intéressant sur les frustrations dans la conscience historique péruvienne comme une forme de récit uchronique de ce qui aurait pu être (ces occasions perdues), mais n'a pas eu lieu. Elle résume ainsi l'angoisse péruvienne face à son avenir : angoisse qui repose sur cette subtile rhétorique de l'uchronie. Voir: Magdalena Chocano. 1987. « Ucronía y frustración en la conciencia histórica peruana ». *Margenes* (Lima). Vol. I. No 2. p. 43-60.

déjà un bon point de départ pour réfléchir sur la façon dont s'organisent ces définitions vis-à-vis de la politique. Nous pourrions aussi nous questionner sur l'existence d'une sorte de « sens commun » à propos de la politique. Sens commun réel, ou imposé, ou « sens communs multiples ». Nous voulons explorer ces débats sous-jacents, anonymes et rationnels, aussi bien créatifs que fonctionnels.

CHAPITRE III

ANALYSE DE CONTENU : CERNER LES REPRÉSENTATIONS SOCIALES DE LA POLITIQUE AU PÉROU

3.1 Introduction

Dans sa conception élargie, l'analyse de contenu est définie par Laurence Bardin (1996, p. 43) comme étant :

[u]n ensemble de techniques d'analyse des communications visant, par des procédures systématiques et objectives de description du contenu des énoncés, à obtenir des indicateurs (quantitatifs ou non) permettant l'inférence de connaissances relatives aux conditions de production/réception (variables inférées) de ces énoncés.

Le discours, cet acte de parole, est donc notre matière première. et le contexte social, notre terrain d'étude. Parce que les représentations fournissent le matériel à la communication sociale, l'analyse de contenu, elle, tente d'examiner cet approvisionnement de sens en prenant en considération les dynamiques et le rôle joué par les représentations dans la production et la réception des messages. Comme le mentionne Lilian Negura (2006), ce type d'analyse a pour double objectif : de dégager le sens caché dans l'énoncé de l'émetteur — sa subjectivité — et de mettre en relief la pertinence (la rationalité) qu'a cet énoncé pour le récepteur. à savoir son objectivité. Une objectivité qui s'ancre dans sa nature sociale, dans son *habitus* bourdieusien. Selon la définition que nous donnent plusieurs chercheurs étudiant les RS, il existe trois angles d'approche possibles : le niveau du contenu (cognitions ou type de thème abordé), le niveau de la structure (ensemble organisé de l'énoncé) et le niveau des

conditions de production (producteur et contexte de production) (Negura, 2006). Afin d'explorer ces trois niveaux, ce chapitre se consacrera à l'analyse des données issues des questionnaires d'association libre distribués au Pérou lors des séjours de recherche de 2006 et 2007. Nous analyserons, parallèlement, les données issues d'un sondage du Groupe d'opinion publique (GOP) effectué en mars 2008 concernant les représentations de la politique au Pérou. Il s'agira aussi de mettre en perspective les résultats en ayant recours aux entretiens individuels, aux entrevues avec les experts ainsi qu'aux périodes d'observation directe, en évacuant toutes prétentions statistiques plus complexes ou autres ambitions de généralisation.³⁸

3.2 Analyse du contenu

L'analyse du contenu est une première opération d'approche des énoncés. Il est primordial de bien nuancer les termes « analyse de contenu » et « analyse du contenu ». Tandis que la première regroupe l'ensemble des éléments d'une représentation, la seconde est la méthode par laquelle ces éléments sont examinés. Si l'analyse du contenu se réfère à la RS, l'analyse de contenu, quant à elle, se réfère au discours. Il s'agit donc d'étudier les idées, mais surtout la nature des idées, les valeurs exprimées à travers celles-ci et le type de raisonnement à l'œuvre dans les univers représentatifs particuliers.

3.2.1 Méthodes et opérations pour l'analyse du contenu

Le repérage des contenus de la représentation a été réalisé grâce à une analyse de contenu classique. avec le logiciel d'analyse textuelle SATO. Parce que la théorie des principes

³⁸ Nous jugeons essentiel de souligner le faux débat sur la méthodologie qualitative et quantitative auquel nous avons été confronté. Il s'agit toutefois d'un débat vain, puisque ces deux types d'approches peuvent être combinés. L'aspect quantitatif, sous la forme de l'analyse des fréquences et co-occurrences est une condition *sine qua non* à l'étude du noyau central et de l'aspect consensuel lié à la RS. D'autre part, l'aspect qualitatif permet de confirmer la centralité, la force des éléments récurrents et de déterminer les éléments partagés.

organisateur a pour objectif de rassembler les diverses opinions afin de reconstituer les éléments communs à des ensembles d'individus, nous tenterons de faire émerger ces ordres sous-jacents aux discours. Cette analyse propose à la fois une étude du contenu manifeste et du contenu latent des RS, soit les dimensions stables des systèmes de pensée sociale.

3.2.1.1 Analyse descriptive

Notre analyse débute avec un exercice descriptif, en étudiant les unités d'enregistrement (mots) en fonction de leur fréquence d'apparition, de leur critère d'apparition (spontané ou ordonné/hierarchisé), de leur ordre d'apparition et de leur co-occurrence au sein des discours recueillis, ce qui permettra d'identifier les mots les plus typiques et récurrents. Comme le souligne Nikos Kalampalikis (2003, p. 160), « ce type de rassemblement permet d'avancer à petits pas dans l'interprétation de notre corpus en passant des mondes lexicaux à des univers thématiques référentiels ». Kalampalikis reprend d'ailleurs l'expression de Michel Pêcheux (1969) lorsqu'il soutient qu'en agissant ainsi, nous passons progressivement d'une démographie sémiotique à la formation d'un réseau de significations. Cela permet de repérer les éléments constitutifs de la RS, soit : la proximité des contenus, les discordances et les « non-dits » en identifiant les aspects invariants et variants, consensuels et différentiels (de Rosa, 1988, cité dans de Rosa, 1995, p. 101). À cette étape d'approche de la représentation, nous pourrions examiner les indices de diversité et de rareté qui consistent à prendre connaissance de la stéréotypie des réponses et de la présence de consensus.

3.2.2 Analyse thématique (catégorielle)

La production d'une analyse thématique nous a permis de repérer les processus d'objectivation simplificateurs de la pensée. Elle a pour objectif de repérer les unités sémantiques fondamentales présentes dans les énoncés en les regroupant sous forme de catégories thématiques. Par la catégorisation, nous obtenons une modalité pratique pour le

traitement de nos données. Ce travail de construction des catégories s'appuie largement sur les mots les plus fréquemment utilisés et sont définies à partir de niveaux de généralités par genre (analogie), sur la base de critères davantage sémantiques (par thèmes abordés) que syntaxiques ou lexicaux (par thèmes utilisés), qui deviennent alors les unités sémantiques de base (incluant jugements, opinions et stéréotypes).

3.2.3 Formation et définition des catégories

Pour étudier les mots évoqués, ceux-ci ont été regroupés autour de thèmes repérés comme les plus saillants lors des analyses. Ces thèmes ont servi de base à la ventilation des mots. Ici, la formation de catégories d'analyse (au détriment d'une analyse simple des mots) a été privilégiée en raison du nombre restreint de répondants (N=45), mais surtout en raison de la faible quantité de lexèmes (219 mots différents ; 383 mots totaux). Pour que notre analyse soit plus significative, nous avons créé les catégories suivantes : (1) mensonge, (2) gouvernement et système politique, (3) vol et corruption, (4) espoir et actions en vue d'une bonne gouvernance, (5) déception et obstacles à la bonne gouvernance, (6) pouvoir et leadership (voir Annexe 5 pour la classification complète des mots par catégorie). Dans la catégorie liée au mensonge, nous retrouvons des mots reliés au manque de confiance et au cynisme de la population vis-à-vis de l'État. La deuxième catégorie, soit « gouvernement et système politique », fait référence à l'aspect organisationnel, systémique et normatif du système étatique et du gouvernement. Elle inclut des mots reliés à l'administration, à l'économie, au système électoral, aux règles et aux normes du système. La catégorie « vol et corruption » réfère aussi au manque de confiance envers la politique et le gouvernement. Elle se différencie toutefois en se centrant sur des aspects de fraude, de corruption et de malversation reliés à la politique. La catégorie « espoir et actions en vue d'une bonne gouvernance » nous renvoie à la politique comme source de changement et d'espérance. Elle fait référence aux aspects positifs de la politique et aux éléments qui devraient être mis en place, idéalement, pour accéder à une politique plus équitable et bénéfique pour tous. La cinquième catégorie « déception et obstacles à la bonne gouvernance » nous renvoie à des éléments qui font état de la situation sociale médiocre comme résultante de la politique.

hormis ceux reliés au mensonge et à la corruption. Nous retrouvons dans cette catégorie des phénomènes sociaux tels que la pauvreté, l'analphabétisme, la délinquance, le manque de services sociaux, etc. D'autres mots sont plutôt liés aux défauts et vices des politiciens. Cette catégorie renferme aussi des conséquences de la mauvaise gouvernance telles que l'exploitation, la migration vers l'extérieur, etc. La sixième catégorie est associée au pouvoir et au leadership; elle contient des mots qui font état des caractéristiques liées à l'autorité, à la gouvernance, à l'influence et à la manipulation.

3.2.4 Résultats de l'analyse de contenu

Dans un premier temps, nous pouvons observer, de manière globale, la très grande fréquence des mots *corruption*, *gouvernement* et *pouvoir* pour la représentation de la politique (voir tableau 3.1). Ces mots sont incontestablement des items organisateurs de la représentation ; ils traduisent ce que Doise (2001) appelle des « idées-forces ». Ils présentent, par ailleurs, de faibles rangs d'apparition et se retrouvent en moindre prédominance dans une analyse hiérarchisée. Cela nous mène à penser, en écho aux divers sondages sur la politique, que ces références ont le statut de valeurs de définition pour un objet aussi fortement chargé au niveau social que culturel. Il est intéressant de mentionner l'absence de certains mots qui auraient pu être associés à « politique », tels que « nation », « politiciens » et « patriotisme ».

Tableau 3.1
Mots les plus fréquemment cités. population globale

Mots	Fréquence	% total	Rang moyen (sp)	Rang moyen (ra)
corruption	15	6,9	2,2	2,3
gouvernement/gouverner/gouverneur	12	5,5	1,9	3
pouvoir	10	4,6	2	2,5
mensonge	9	4,1	2,6	3,6
fraude	5	2,3	4,2	3,8
argent	5	2,3	3,6	2,4
tromperie	5	2,3	3,8	3,8
total	52	23,7	2,8	2,99

De manière générale, les répondants parlent de la politique en termes plutôt négatifs, soient associés à des phénomènes négatifs (mensonge, corruption, fraude, tromperie), ou pouvant engendrer des aspects négatifs (argent, pouvoir) ou, dans une moindre mesure, au système politique (gouvernement).

Politique... la politique c'est une personne politique, une personne qui veut se sentir bien avec lui-même, mais qui veut aussi se sentir bien avec son ennemi. [...] son objectif est de voler et d'être élu.ⁱ (Entrevue no 5, homme, Trujillo)

La politique [...] elle est menée par un groupe de personnes et le reste du monde est laissé de côté. [...] La politique n'est pas ce qu'elle devrait être, dédiée au service social. C'est une politique dans laquelle les politiciens voient leurs propres intérêts et non les intérêts sociaux, c'est pour cela que j'associe politique avec indifférence. Ce n'est pas une politique identifiée avec les besoins du peuple.ⁱⁱ (Entrevue no 13, homme, Trujillo)

Je crois qu'en ce concerne la politique, ici au Pérou, la politique est, de manière générale, bonne. Ce qui la rend mauvaise, ce sont les personnes.ⁱⁱⁱ (Entrevue no 18, homme, Trujillo)

La démocratie, s'il s'agit d'un système pour le Pérou, par contre nos politiciens, ils le trafiquent, ils le rendent sale. Ils ne nous aident pas à avoir des pensées libres, à avoir des idées libres. [...] Nous, nous ne pensons même pas. Nous, nous ne nous pensons même pas, ce sont les politiciens qui eux pensent pour nous.^{iv} (Entrevue no 19, homme, Trujillo)

La politique, si nous en parlons en termes quotidiens [...] chacun de nous, dans notre manière de penser et d'agir nous faisons de la politique. Mais la politique en tant qu'action, comme un travail qui se réalise dans des moments précis, comme dans le cas des partis politique. [...] Chacun d'eux a une ligne politique, une manière différente de penser et de travailler. [...] Ça aussi c'est de la politique. Chaque chose a sa politique.^v (Entrevue no 42, homme, Ayacucho)

La politique, je la comprends sous la forme d'une personne en laquelle nous déposons la confiance, qui nous gouverne [...] dans la forme d'un citoyen qui nous gouverne et aussi dans la forme que nous participons dans le gouvernement de cette personne.^{vi} (Entrevue no 43, homme, Ayacucho)

Je crois que la politique doit être une participation majoritaire, prendre des décisions dans lesquelles entrent la majorité des gens et non pas comme maintenant, car ce qui se fait répond à des intérêts plus groupaux, des petits groupes et cela n'implique pas la population dans son ensemble. Je crois que l'opinion de la population dans son ensemble devrait primer et non celle d'une portion de la population.^{vii} (Entrevue no 44, femme, Ayacucho)

Le tableau 3.2 nous montre la proportion de mots associés à chacune des six catégories élaborées (et explicitées dans la section 3.2.3). La catégorie « vol et corruption » représente la plus grande proportion avec plus de 22 % des évocations totales. À l’opposé, la catégorie renfermant les mots liés à des espoirs et actions en vue d’une bonne gouvernance est sous-représentée, comparativement aux autres catégories, avec seulement un peu plus de 12 % des mots totaux. Cela peut évoquer la supériorité des catégories liées à des phénomènes négatifs (mensonge, vol, corruption, déception), par rapport à des phénomènes plus idéalistes ou optimistes. Les aspects « systémique » et institutionnel, catégorie « gouvernement et système », demeurent tout de même prépondérants et expriment l’importance des mots liés aux mécanismes d’État.

Tableau 3.2
Information sur le lexique, population globale (par catégorie)

Catégorie	Mots totaux	Mots différents	% mots totaux	% rang premier (par catégorie)
mensonge	32	20	14,6	15,6
gouvernement/système	40	32	18,3	17,5
vol/corruption	49	25	22,4	16,3
espoir/actions	27	24	12,3	18,5
déception	36	28	16,4	13,8
pouvoir	35	22	16	14,3
total	219	151	100	

À notre demande, le Groupe d'opinion publique de l'Université de Lima s'est prêté au même jeu en demandant à 597 citoyens, quelle était la première chose qui leur venait en tête à la mention du terme « politique » (voir tableau 3.3).³⁹ Le tableau 3.3 illustre des résultats qui nous montrent, encore une fois, que la majorité de l'échantillon fait référence à la politique en termes de corruption, puis, dans une moins grande proportion, à la déception et au mensonge. Cela vient renforcer nos premiers résultats.

Tableau 3.3
Résultats d'une enquête menée par l'Université de Lima

Quelle est la première chose qui vous vient en tête lorsqu'on vous mentionne le mot « politique »?	
catégorie	%
corruption	42,6
déception	16,4
mensonge	15,8
espoir	11,5
gouvernement	11,5
autre	0,9
ne sait pas	1,3
ne répond pas	0

Source: Grupo de Opinión pública – Universidad de Lima, 2008.

³⁹ L'échantillon comprend 597 personnes, choisies sur une base aléatoire, proportionnelle à la distribution démographique au sein de 36 districts métropolitains. Cette enquête a été réalisée le 15 et le 16 mars 2008.

3.3 Analyse de la structure

L'analyse structurale de la représentation est très révélatrice, car elle étudie les relations spécifiques entre les éléments qui forment la représentation, relations pouvant être hiérarchiques (verticales) ou paralogiques (horizontales) (Negura, 2006). Du point de vue des relations hiérarchiques, tel que spécifié dans la théorie du noyau central (Abric, 1987, 1994 ; Flament, 1994), les éléments de la représentation peuvent être centraux ou périphériques. L'analyse des éléments associés au noyau central — le contenu latent —, plus structurants, nous permet d'accéder aux points d'ancrage de la représentation qui orientent l'expression et la réflexion des individus (Moliner, Rateau et Cohen-Scali, 2002, p. 106). Ce type d'analyse vise à repérer les traces de la représentation dans les discours et à insister sur l'impact que ces traces peuvent avoir sur le raisonnement et les prises de décision des individus. L'analyse structurale nous informe aussi sur les systèmes de pensée autant « naturels » (descriptifs) que symboliques, en passant par la structure idéologique d'où le répondant élabore un discours.

3.3.1 Méthodes et opérations pour l'analyse de la structure

Dans le repérage du noyau central de la RS, nous avons eu recours à l'analyse prototypique (combinée à l'analyse catégorielle) développée par Pierre Vergès (1992). La méthode créée par Vergès repose, d'une part, sur une analyse lexicographique des mots produits à partir du terme inducteur « politique » et, d'autre part, sur la définition de catégories d'analyse. Cette technique qualitative, aussi nommée « analyse double des évocations », consiste à consigner la fréquence d'expression (le nombre de fois où le mot est énoncé) et le rang moyen d'apparition des mots dans une grille à quatre cadrans où se croisent ces deux critères. Pour chacun des critères « rang moyen » et « fréquence », une moyenne est établie sur l'ensemble de la population; moyenne qui permet de distribuer les mots dans les cadrans correspondants (tableau 3.4). Cette approche postule qu'un mot apparaissant fréquemment en début d'évocation revêt un caractère central dans la représentation. Comme le soulignent Moliner, Rateau et Cohen-Scali (2002), nous nous

retrouvons avec quatre configurations possibles : (1) association très fréquente et plutôt citée en premier, (2) association très fréquente et plutôt citée en dernier, (3) association peu fréquente et plutôt citée en premier, (4) association peu fréquente et plutôt citée en dernier. Ces quatre zones nous informent sur les composantes de la représentation. La « zone 1 » rassemblerait les éléments forts de la RS, ceux liés au noyau central ; à l'opposé, la « zone 4 » abriterait des éléments liés à la périphérie extrême, c'est-à-dire des éléments plus faibles de la représentation. Les zones 2 et 3 illustreraient aussi des aspects périphériques. Pour Vergès (1994, p. 238), celles-ci doivent être considérées comme des « zones potentiellement déséquilibrantes, sources de changements », mettant en lumière de possibles interactions se produisant entre le système central et le système périphérique de la RS. On peut aussi qualifier ces zones de « zones tampon » entre une centralité consensuelle, rigide et stable, et une périphérie mouvante, caractérisée par des variations individuelles (Bonardi et Roussiau, 1999, p. 73). L'analyse des éléments du noyau central et de la périphérie peut nous amener à vérifier la saillance du noyau par l'observation des cognitions les plus fréquemment citées ou rejetées. Avec les techniques privilégiées, nous croyons être en mesure de visualiser les pôles oppositionnels de la représentation. Bref, ces analyses sont davantage ancrées dans une approche consensuelle des RS en voulant faire apparaître les réponses partagées, contrairement aux analyses statistiques, qui elles, s'attendent aux éléments divergents des RS.

Tableau 3.4
Tableau d'analyse double des évocations

	Rang moyen < X	Rang moyen ≥ X
Fréquence ≥ X	Éléments centraux (zone 1)	Zone de changement (zone 2)
Fréquence < X	Zone de changement (zone 3)	Éléments périphériques (zone 4)

3.3.2 Résultats de l'analyse de la structure

Le tableau 3.5 nous indique une première analyse prototypique catégorielle de la politique en considérant l'ensemble de la population enquêtée. La case 1, où la fréquence est forte et le rang moyen (ordre d'évocation) faible, pose l'existence d'un noyau central de la RS de la politique qui s'organise autour de la catégorie « vol/corruption »; une catégorie qui a de fortes probabilités d'appartenir au système central ou de constituer un prototype — une « synthèse cognitive », selon les termes de Rosch, reflétant la pluralité des cas d'un ensemble (1973, cité dans Seca, 2001, p. 175). À l'opposée, les catégories « déception », « espoir/actions » et « mensonge » se rangent dans la zone dite périphérique.

Tableau 3.5
Analyse prototypique catégorielle, population globale (évocation spontanée)

	Rang moyen < 3,1	Rang moyen ≥ 3,1
Fréquence ≥ 37	vol/corruption (49 ; 2,7)	gouvernement/système (40 ; 3,1)
Fréquence < 37	pouvoir (35 ; 2,9)	déception (36 ; 3,3) espoir/actions (27 ; 3,1) mensonge (32 ; 3,2)

En hiérarchisant leurs réponses, les répondants participent à la création d'une seconde analyse prototypique sur ces mots « raisonnés » ou « évocation hiérarchisée ». ⁴⁰ Cela nous permet d'avoir une idée sur la centralité des termes, sur leur importance relative pour les individus. Dans le tableau 3.6, les éléments participants au noyau central passent de la catégorie « vol/corruption » (du tableau 3.5) au duo « vol/corruption » et « gouvernement/système », ce qui pourrait signifier que ces catégories manifestent un ensemble plus large de termes délimitant la politique dans son acceptation pragmatique. Dans cette perspective, la catégorie « gouvernement et système » nous amène à réfléchir sur les institutions et le système politique. Il est vrai que, de prime abord, ce sont bien les institutions qui permettent la mise en œuvre de la politique, qui la concrétisent. Il s'agit du pôle que nous pourrions qualifier de « concret » concernant la politique (lié aux élections, aux services de l'État, au gouvernement, aux politiques d'État, etc.).

Tableau 3.6
Analyse prototypique catégorielle, population globale (évocation hiérarchisée)

	Rang moyen < 2,97	Rang moyen ≥ 2,97
Fréquence ≥ 37	vol/corruption (49 ; 2,7) gouvernement/système (40 ; 2,7)	
Fréquence < 37	pouvoir (35 ; 2,7) mensonge (32 ; 2,7) espoir/actions (27 ; 2,3)	déception (36 ; 3,5)

⁴⁰ Pour les mots hiérarchisés, nous demandions aux répondants la question suivante : « En référence aux mots cités dans le numéro précédent, placez ces mots dans un ordre d'importance de 1 à 5. 1 étant "le plus important" et 5 étant "le moins important". » (Voir Annexe 1 et sa traduction en Annexe 2)

Il semble que ce soit sous cet angle concret qu'il faut comprendre les items de cette catégorie. En ce sens, la politique est à voir comme dépositaire des relations de pouvoir hiérarchisées au sein d'institutions qui se traduisent dans les externalités politiques mises à la disposition (ou non) des citoyens. Le « concret », lié aux objets et aux images de la politique dans la vie quotidienne, peut expliquer sa présence dans la zone centrale de la représentation.

Nous avons décidé de voter pour lui, pour Alan, parce qu'il a dit qu'il allait appuyer le projet *Mi Vivienda* (Ma maison) et étant donné que nous sommes dans le domaine de la construction, c'est sûr que ça nous convenait de voter pour lui.^{viii} (Entrevue no 22, homme, Trujillo)

[Pourquoi Ollanta a perdu?] Il (Ollanta Humala) conquerrait au début, il était bien, en tête... je ne sais pas, parce que dans les sondages, ils disaient qu'il offrirait... c'est pour ça, en raison de ce qu'il offre, il offre des choses et l'autre me paraissait mieux. Pour moi, il me paraissait mieux, mais je ne sais pas pour quel motif il a perdu.^{ix} (Entrevue no 35, femme, Cajamarca)

La seule manière d'arriver à un gouvernement régional, local ou national, c'est à travers un parti ou un mouvement politique [...] Nous, les organisations, nous n'allons pas être toujours en train de demander. C'est-à-dire, il ne s'agit pas de présenter toujours des mémoires, des demandes pour encore 10, 20 ou 50 ans. [...]. Nécessairement, il faudra qu'un mouvement politique dans la région d'Ayacucho surgisse pour « contaminer » d'autres régions. [...] Nous ne possédons pas encore ce mouvement, parce que nous devons développer notre capacité de gestion [...] parfois en tant que jeunes, nous n'avons pas l'expérience pour le conduire et être sur la scène politique [...].^x (Entrevue no 42, homme, Ayacucho)

Si nous votons aux élections, c'est parce que nous avons une loi qui dit que nous devons voter car sinon, on nous donne une amende. Finalement, c'est parce qu'il ne nous reste pas d'autre chose à faire que de voter. [...] Il n'y a pas d'éducation adéquate à la culture civique dans notre pays sur pourquoi et comment on doit voter [...] la population ne s'est pas habituée [...] il y a des élections et ils votent pour celui qui se présente et non parce qu'ils analysent et comprennent le profil et l'engagement des *leaders* qui vont nous gouverner.^{xi} (Entrevue no 44, femme, Ayacucho)

(j'ai voté pour Alan Garcia) parce que l'année où il était candidat, je travaillais encore à l'école spécialisée et la directrice me payait et d'autres collègues qui travaillaient m'ont dit que quand le premier gouvernement d'Alan était entré au pouvoir, ils ont eu leur poste. Comme j'étais sous contrat, j'avais peur que... vous voyez? Et juste là, seulement cette année, ils m'ont offert mon poste. C'est pour ça que, sans doute pour la nomination à mon poste, ça me favorisait.^{xii} (Entrevue no 33, femme, Cajamarca)

Outre l'aspect concret de la politique, nous remarquons, dans les entretiens individuels, que les répondants font fréquemment reposer la politique sur ses représentants, soit les politiciens. De plus, les attentes irréalisables que la population continue d'entretenir d'élections en élections, en dépit des expériences de déception qui s'accumulent, posent problème. Comme l'explique Aguilera (2005) dans son article, il y a une brèche entre les attentes de changement (thématique centrale des campagnes électorales) et les résultats réels des gouvernements à dépasser la limite du tolérable.

Ceux qui sont appelés à rompre ce cercle, ce sont les politiciens [...] puisque ce sont eux d'une certaine manière que donnent l'exemple et d'une certaine manière, ce sont les plus capables, entre guillemets, au niveau politique [...] ce sont les plus formés pour rompre ça. [...] ce sont ceux qui sont appelés à rompre le schème.^{xiii} (Entrevue no 13, homme, Trujillo)

Ils votent en pensant qu'un candidat va avoir les solutions [...] ils pensent qu'ils (les politiciens) va avoir les solutions pour tous les problèmes, mais il y a une continuité de ce vice et une ignorance des gens [...] Ils ont des attentes élevées. Les gens espèrent quelque chose du gouvernement avec tant d'avidité que parfois, ils peuvent être désillusionnés.^{xiv} (Entrevue no 13, homme, Trujillo)

La population choisit les politiciens, mais ils ne sont pas bien informés de ce qu'ils sont en train de choisir. Ils (les politiciens) n'ont pas de vision de ce qu'ils vont faire, ils ne font que parler parler parler et rien de plus. Pourquoi? Un congressiste entre et il dit qu'il va faire telle chose pour le département (n.d.t. province), mais en bout de ligne, il ne le fait pas, il ne fait que garder l'argent pour lui.^{xv} (Entrevue no 23, femme, Trujillo)

La critique articulée par certains répondants souligne le contraste entre l'espoir à l'égard de la politique et les efforts nécessaires pour y parvenir. Ceux-ci remarquent que bien peu de citoyens ou d'institutions sont prêts à relever les défis qu'impliquent ces changements,

[...] ici, créer la culture. c'est très difficile [...] ici, les gens ne veulent pas donner un peu d'eux-mêmes pour miser sur un changement [...] ce que nous voulons, c'est donner ce type de développement à notre pays, mais sans amener cela à la désespoir [...] sans faire préjudice à l'environnement, à notre santé [...] ça. ce sont les politiciens qui doivent l'affronter en premier lieu, parce qu'ils connaissent plus le sujet [...] et les gens doivent être convaincus et demeurés convaincus [...].^{xvi} (Entrevue no 13, homme, Trujillo)

Les problèmes peuvent être solutionnées à différents niveaux, ce peut être à partir de l'espace locale plus petit... tu peux générer une opinion, en poursuivant, en réclamant, avoir une incidence politique pour pouvoir changer certaines normes qui vont à l'encontre de la communauté ou qui ne la favorisent pas, pas uniquement en faisant des poursuites, mais aussi en proposant ce qui doit se faire pour que se solutionne le problème [...] je crois que je vois des changements concrets, peu à peu, de manière très très lente. Nous faisons quelque chose au lieu de rien.^{xvii} (Entrevue no 43, homme, Ayacucho)

Au Pérou, l'identité s'est perdue [...] il y a plusieurs organisations, mais il n'y a pas d'articulation entre les organisations. Aussi, il y a une faiblesse concernant la création de propositions conjointes, plus unies, par exemple, comme en Équateur, où ils proposent un changement de constitution politique ou en Bolivie, avec une assemblée constituante. C'est qu'ici, il n'y a pas encore ces thèmes de travail. De plus, la classe dominante, la classe élevée, ne va pas permettre facilement que se fassent ces changements de fond, pour restructurer la *carta magna* et le destin du pays; ils vont prendre soin de leurs intérêts. [...] ce sont des facteurs qui expliquent que les communautés, les peuples indigènes ne peuvent pas davantage articuler ou développer des propositions et choisir un *leader* qui pourrait les représenter aux élections.^{xviii} (Entrevue no 41, homme, Ayacucho)

Cela génère un sentiment de méfiance, explique Rosa Maria Alfaro (1994), qui n'est pas uniquement une situation ponctuelle ou historique. Les insécurités continues propagent des sentiments d'alerte, de compétition et de méfiance, forçant les individus à vivre dans la précarité du moment présent. Ces extraits témoignent du lien entre « espoir » et « gouvernement » :

J'attends beaucoup de ce gouvernement, réellement, moi, oui j'espère beaucoup [...] que les choses s'arrangent, que le Pérou aille mieux, que nous allions de l'avant et qu'il y ait des opportunités pour tous les jeunes d'ici [...] Je dois déposer des espérances en une personne, je ne peux pas laisser les choses comme ça.^{xix} (Entrevue no 15, femme, Trujillo)

Qui nous fait un gouvernement comme on s'attend qu'il soit ? [...] [Pourquoi croyez-vous qu'il (Alan García) a changé cette fois-ci ?] Non, ce n'est pas que je crois, j'ai l'espoir que ce soit ainsi. [Vous aimeriez y croire ?]. Oui, c'est sûr. [...] Comme dit tout le monde, le moindre mal. Il n'y avait pas d'autre alternative.^{xx} (Entrevue no 24, homme, Trujillo)

La présence conjointe des deux catégories « gouvernement/système » et « vol/corruption » demeure tout de même paradoxale, quoique significative. Les institutions

politiques, qui devraient se porter garantes de l'application des principes de bonne gouvernance, se voient connotées négativement par la présence de la catégorie « vol et corruption ». D'autant plus que cette deuxième catégorie apparaissait déjà spontanément dans les évocations. La réitération de la catégorie « vol et corruption » nous force à prendre en considération, non seulement la perception négative de la politique, mais aussi les phénomènes particuliers liés à la corruption étatique. À ce propos, une étude menée par Carrión, Seligson et Zárate (2007) sur la culture politique au Pérou nous propose des explications intéressantes, quoique peu surprenantes : les niveaux d'appui des citoyens au système politique sont les plus bas en Amérique latine, à peine un cran au-dessus de ceux enregistrés en Haïti et en Équateur. Le scepticisme généralisé se manifeste par des niveaux variés de mécontentement, d'indifférence et de dépolitisation. Selon cette même étude, la moyenne d'appui aux institutions politiques se situe à 51,3 %, soit le douzième rang en Amérique latine, quant à la confiance en la politique, elle se chiffre à 37,8 %, soit le deuxième taux le plus faible en Amérique latine (Carrión, Seligson et Zárate, 2007, p. 115). Bien que ces sondages ne nous donnent pas une définition de la politique, il est probable qu'il existe un lien entre ce que les citoyens pensent de la politique, et de leurs institutions, et comment ils les définissent. Cette profonde déception et ce désespoir vis-à-vis de la politique sont perceptibles dans les entretiens réalisés :

Quand tu attends beaucoup, tu veux seulement mourir, te suicider.^{xxi} (Entrevue no 07, homme, Trujillo)

Je crois que je suis fraudée et frustrée des présidents qui ont gouverné. [...] Je vais voter pour Alan, mais j'espère qu'il ne répètera pas la même chose.^{xxii} (Entrevue no 17, femme, Trujillo)

Il me semble que les gens ne croient plus en les politiciens, ni en la politicaillerie [...] les gens survivent d'eux-mêmes [...] la politique est bien loin.^{xxiii} (Entrevue no 1, femme, Trujillo)

Malheureusement, nous n'avons pas d'armes, des outils pour pouvoir manifester. [...] Je crois que c'est ça le problème, les mécanismes de protestation [...] Que pouvons-nous faire, désapprouvant le gouvernement si ça n'a pas d'éco? [...] C'est comme ce qui s'est passé avec Toledo. il a eu des niveaux de désapprobation élevés et qu'est-ce qui s'est passé? Rien. Il a continué à gouverner. Il n'y a pas de mécanismes que puissent faire bouger à un gouvernement qui ne respecte pas ses engagements.^{xxiv} (Entrevue no 5, homme, Trujillo)

En bout de ligne, à la fin, c'est une déception, tout est une déception en politique. Pas la politique de l'APRA, la politique en général, parce que c'est partout comme ça. Dans tous les partis, comme ils disent, dans tous les endroits, ils ne font rien. Tous les partis sont pourris. L'intérêt personnel prime plus. Le fait de lutter pour le peuple, chercher des solutions [...] sinon, nous ne serions par comme nous sommes en ce moment. Parce qu'un des défauts du Pérou, c'est [sic] les politiciens.^{xxv} (Entrevue no 24, homme, Trujillo)

Qu'est-ce qui s'est passé avec Toledo ? Quand il est arrivé au pouvoir, il s'est rendu compte qu'il ne pouvait pas respecter ses engagements. [...] Et qu'est-ce qui s'est passé ? Les gens ont tout de suite commencé à lui tourner le dos. Ils se sont désillusionnés immédiatement. Je me demande pourquoi les gens s'ils ont « bien » choisi, misant 100 % sur Toledo, pourquoi ils ne l'ont pas suivi après ? Les gens ne comprennent pas que les changements pour arriver à nous développer, ce sont des changements qui se font avec le temps, ce sont des changements qui viennent d'une culture à développer [...]. Chacun cherche son intérêt propre, il n'y a pas d'unité. [...].^{xxvi} (Entrevue no 13, homme, Trujillo)

Concernant la corruption, plus spécifiquement, les auteurs marquent la récurrence de ce sujet non seulement dans la littérature politique, mais aussi dans l'agenda d'État. Si nous considérons les enquêtes menées par le Conseil national pour l'éthique publique *Proética* et *Apoyo Opinión y Mercado*, au cours des dernières années sur le phénomène de la corruption, nous observons que la perception des citoyens est moins critique que ce que nous aurions pu imaginer.⁴¹ Malgré les problèmes de chômage et de pauvreté qui affectent le Pérou, la majorité des répondants ne mentionne pas la corruption comme étant le principal problème des politiques d'État. Pourtant, les résultats de l'analyse prototypique pointent dans l'autre direction, plaçant les problèmes de corruption comme pierre angulaire des représentations sur la politique. Quoi qu'il en soit, la corruption étatique reste un thème alarmant pour la population : près de 81 % des répondants croient qu'il s'agit d'un phénomène généralisé (Carrión, Seligson et Zárate, 2007, p. 127). Ce qui devient intéressant, c'est de prendre connaissance de la forte corrélation entre fréquence d'écoute des nouvelles télévisées et croyance en la corruption étatique : plus le répondant consomme ce média, plus il est sensible à la corruption étatique (Carrión, Seligson et Zárate, 2007, p. 129). Cette donnée est

⁴¹ Voir à ce sujet les portails de *Proética* : <<http://www.proetica.org.pe/>> et de *Transparency International* : <<http://www.transparency.org/>>.

soulignée par Alfaro (2002) dans son étude sur les médias de communication comme outil de vigilance citoyenne. L'auteure remarque que près de 71 % des répondants croient qu'il y a peu d'emphase sur la prévention de la corruption et les thèmes éthiques. Cela pourrait s'expliquer par la propension des médias à user de discours descriptifs et sensationnalistes pour formuler leurs dénonciations, plutôt que de miser sur une réflexion réelle et argumentée devant ce phénomène. Selon les répondants, la responsabilité des médias ne respecte pas le minimum informatif requis ; ils ne vont pas plus loin que la nouvelle et ne s'assument pas en tant que facteurs de changement du pays (Alfaro, 2002, p. 147).⁴² Ce sentiment est aussi perceptible au niveau de l'appui au système politique.

Tout le système au Pérou est corrompu, tous, partout. [...] Qu'est-ce qu'on peut faire ? Ce sont des tentacules, comme une pieuvre [...] C'est quelque chose de tellement puissant qui se corrompt de toutes manières. [...] Est-ce qu'il y a une solution ? Est-ce qu'on peut faire quelque chose ? Je ne sais pas. Ils (les politiciens) se lancent en campagne pour le congrès seulement pour l'argent [...] Ils voient le pays comme un butin.^{xxvii} (Entrevue no 16, femme, Trujillo)

Le pot de vin ? [...] nous nous sommes habitués à cette forme de vie et nous continuons, et nous ne changeons pas cette idée, cette mentalité que nous avons. Pourquoi ? Parce que nos politiciens sont comme ça. Ici, ça ne commence pas d'en bas, sinon tout à partir d'en haut. Et si notre représentant, le président, était droit dans son attitude, tous les autres le suivraient. [...] Mais, malheureusement, tous les partis sont corrompus.^{xxviii} (Entrevue no 19, homme, Trujillo)

Ils veulent de l'argent et c'est la façon la plus facile d'y arriver. [...] c'est-à-dire, ils ne volent pour une personne, mais ils volent pour un groupe. Ils sont une bande ... Le dernier président, il y a des cas de corruption impliquant ses frères, ses neveux, toute sa famille [...].^{xxix} (Entrevue no 20, homme, Trujillo)

La majorité des politiciens qui y entrent (en politique), c'est pour voler [...] et dans les dernières années, ça a été pire [...] Pour moi, la politique est associée au vol et au mensonge. [...] Le politicien vient et tisse des histoires : nous allons baisser les prix, nous allons donner de l'argent aux pauvres, mais ce sont que des mensonges. C'est impossible. C'est une illusion.^{xxx} (Entrevue no 05, homme, Trujillo)

⁴² Les sondages entrepris par l'étude de Rosa Maria Alfaro pour l'Association des communicateurs sociaux Calandria ont été menés au niveau national, entre février 1997 et mars 2001. Ce sondage sur les médias a été réalisé en février 2001 auprès de 2017 personnes au niveau national.

Ici, c'est toujours la même chose, pour moi, c'est ça, c'est une corruption déjà établie. [...] Le politicien qui a un poste et ne veut pas faire rien pour voler, ils (les autorités du parti) le retirent. Il ne sert à rien, en politique [...] s'il ne vole pas pour lui-même, il doit voler pour celui qui est au-dessus de lui [...] par exemple, ceux qui sont ici en politique, à la municipalité, ils doivent contribuer obligatoirement, en dessous de la table, ce n'est pas une norme, c'est plus une chose qui doit être faite pour avoir l'appui de leur chef, disons. Ils doivent voler pour pouvoir contribuer et soutenir leur *leader*.^{xxx1} (Entrevue no 20, homme, Trujillo)

Parallèlement, le fait que la catégorie « gouvernement et système » apparaisse dans la zone centrale de la représentation peut nous éclairer sur la base normative de la définition de la politique. En effet, selon les items de cette catégorie, elle coïnciderait davantage avec une définition formelle de la politique qu'avec des définitions « alternatives » de la politique, soit moins « institutionnelles » ou plus politisées au sens large. La politique continue donc d'être définie par ses mécanismes visibles, ses aspects concrets et moins par ses valeurs d'appropriation, de responsabilisation, de réflexion et de critique sociale. Cela fait ressortir un état de déception profonde et une obligation. La politique devient, dans cet esprit, une prescription qui doit être respectée sous peine de châtement, sous la forme d'une amende à payer.

Malgré les faibles niveaux d'appui et le manque de confiance en les institutions, les Péruviens sont parmi ceux qui participent le plus activement à leur communauté (Carrion, Seligson et Zárate, 2007, p. 23). La catégorie « espoir/actions », qui se trouve dans le système périphérique (voir tableau 3.6, p. 53), corrobore cet état des choses. Le schème périphérique favorise l'ancrage de la RS dans la vie quotidienne, dans la communication et dans l'échange entre individus et groupes. Une appropriation personnalisée et adaptative de la représentation est alors possible (Seca, 2001, p. 75). Les éléments faisant partie de la périphérie sont plus souples; ils contextualisent les conceptions plus normatives et rigides du noyau central. Ils peuvent même s'avérer contradictoires, tout en demeurant « acceptables » pour le système central, comme c'est le cas ici : l'espoir en un meilleur système est peut-être le dernier ressort contre une politique décevante et affligeante. Toutefois, dans les deux types d'évocation (spontanée et hiérarchisée), c'est la catégorie « déception » qui prédomine dans la zone périphérique. Selon Seca (2001, p. 75), le système périphérique est aussi le lieu de

l'expression des nécessités et de l'action. « C'est dans ce système que règnent l'analogie et le recours à l'exemple pour parler d'un concept ». Cela peut expliquer la présence de cette catégorie qui exprime le sentiment de déception et fait référence à des situations concrètes (voir Annexe 5).

La dualité entre la déception et l'espoir témoigne de l'ambiguïté qui règne au sujet de la politique. Bien que les individus doivent tolérer des événements décevants, ils aspirent à un système politique et à un gouvernement plus justes. Cet espoir représente pour certains une forme de salut, une nécessité de croire que les « choses iront mieux ». En même temps que d'être une sorte de « calmant », l'espoir peut entraîner une déresponsabilisation vis-à-vis de la politique; les gens finissent par se convaincre qu'il n'appartient qu'aux politiciens de régler les problèmes sociaux. Arturo Granados Mogrovejo (1994, p. 213) mentionne que la délégation au gouvernement des responsabilités et des solutions aux problèmes sociaux est un trait de la culture politique des Péruviens. Rosa Maria Alfaro (2006) va plus loin. Elle affirme que, même s'il y a une croyance en les bienfaits de la démocratie, plusieurs penchent en faveur de politiciens « sauveurs » ou « caudillistes », en autant qu'ils représentent leur indignation et s'occupent de leur situation.

3.4 Analyse de l'ancrage social

Le travail de Willem Doise sur l'ancrage social a démontré que « les RS sont des constructions créées dans les dynamiques du champ social » (Doise, 1990); elles évoluent dans ces contextes sociaux peuplés de valeurs, jugements, opinions et stéréotypes. Ces caractéristiques sociologiques indiquent des expériences spécifiques « qui mettent inévitablement une empreinte propre à l'appropriation des représentations sociales. » (Negura, 2006, p. 46). D'un point de vue communicationnel, on assiste à une lutte entre les groupes sociaux pour savoir qui contribuera à la constitution et au sens de la représentation et par le fait même, au système d'interprétation. C'est dans cette optique que l'étude des appartenances de groupes est importante pour la compréhension des significations réelles et symboliques des discours énoncés. Situé dans une véritable relation dialectique avec le

processus d'objectivisation, l'ancrage social guide les fonctions de base de la représentation : (1) sa fonction cognitive d'intégration de l'étrange, (2) sa fonction d'interprétation de la réalité et (3) sa fonction d'orientation des pratiques, des conduites et des rapports sociaux (Jodelet, 2004. p. 376). Pour Pêcheux (1969), le fonctionnement discursif repose sur des mécanismes qu'on peut appeler « conditions de production du discours ». Cela nous amène à « repérer des liens pouvant exister entre l'extérieur et le discours, entre les rapports de force *et* les rapports de sens, entre les conditions de production et le processus de production. » (Bardin, 1996)

3.4.1 Méthodes et opérations pour l'analyse de l'ancrage social

Parce que la signification d'une représentation est toujours ancrée dans des significations plus générales, l'analyse qualitative des discours permet, dans un premier temps, de repérer les points d'ancrage de la RS. Il s'agit donc d'étudier plus attentivement le profil socioculturel, surtout en fonction de l'appartenance territoriale, des groupes rattachés à l'usage de certains mots, soit dans la langue parlée, soit dans les « dictionnaires ». Cette analyse a été largement soutenue par l'observation faite lors des deux séjours d'étude, des entretiens avec les experts ainsi que par l'intermédiaire de la littérature sur l'identité culturelle au Pérou. Cet examen nous a permis de repérer des lieux communs, des systèmes de significations et des « dictionnaires » partagés par les individus ainsi que de dresser le portrait de définitions communes sur la politique.

3.4.2 Résultats de l'analyse de l'ancrage social

Les analyses qui suivront sont cruciales pour notre sujet de recherche. Nous examinerons les discours produits à propos de la politique en fonction de l'appartenance territoriale des répondants. Non seulement nous utiliserons de façon plus élaborée les données liées aux tests d'association libre, mais nous reviendrons sur les variables communicationnelles recueillies

dans nos questionnaires et lors des entretiens individuels, afin de contextualiser notre objet d'étude.

3.4.2.1 Analyse des lexiques

L'analyse des lexiques (tableau 3.7, page suivante) nous informe qu'il existe une faible stabilité de l'organisation de la représentation, en raison du faible taux d'hapax. En d'autres termes, il n'existerait pas de consensus figé sur la RS de la politique. Peut-être cela nous démontre-t-il qu'il existe, même à l'intérieur de ces deux populations, des définitions variées de la politique ?

Dans le tableau 3.8 (page suivante), nous observons que plus de 36 % des rangs premiers chez la population urbaine sont associés à « vol et corruption », ce qui est sensiblement la même chose pour la population rurale. Là où les réponses divergent, c'est au sujet des références au gouvernement et au système. Aucun répondant issu de la population rurale n'a mentionné en premier des termes liés à cette catégorie, tandis que près de 23 % des rangs premiers lui sont associés chez la population urbaine. Un haut pourcentage de rangs premiers associés à la catégorie « espoir et actions » se substitue à cette absence. Le tableau 3.9 (page 63), nous donne un portrait similaire, mais davantage prononcé : la plus grande proportion de rangs premiers pour la population urbaine est liée à la catégorie « vol et corruption » (36,4 %), tandis que c'est la catégorie « espoir et actions » qui occupe cette position chez la population rurale (36,4 %).

Tableau 3.7
Fréquence des hapax, populations urbaine et rurale, par catégorie

Catégorie	% d'hapax pop. urbaine	% d'hapax pop. rurale
mensonge	18,8	5,5
gouvernement/système	20,3	26,4
vol/corruption	18,8	12,5
espoir/actions	8,7	20,8
déception	20,3	18,1
pouvoir	13	16,7
total	62,7	66,1

Tableau 3.8
Fréquence des rangs premiers, population globale, par catégorie
(évocation hiérarchisée)

Catégorie	% rang premier pop. urbaine*	% rang premier pop. rurale*
mensonge	18,2	9,1
gouvernement/système	18,2	0
vol/corruption	36,4	21,8
espoir/actions	4,5	36,4
déception	0	13,6
pouvoir	22,7	9,1
total	50**	50**

*% rang premier calculé sur le nombre total de rangs premiers

**les rangs premiers se divisent également dans les deux populations

Tableau 3.9

Mots les plus fréquemment cités, population urbaine, par catégorie (évocation spontanée)

Mots	Fréquence	% des évocations	Rang moyen
pouvoir	9	8,2	2,11
corruption	8	7,3	2,13
mensonge	6	5,5	2,50
tromperie	4	3,6	4,25
argent	4	3,6	3,33

3.4.2.2 Analyse prototypique

C'est dans la comparaison que la RS se mesure, nous étudierons donc les analyses prototypiques et catégorielles sur la base des contrastes entre notre échantillon urbain et notre échantillon rural. Selon une évocation spontanée, les tableaux 3.10 et 3.11 de la page suivante nous démontrent que les noyaux centraux chez nos deux populations se distinguent principalement par le nombre de catégories appartenant au système central et au système périphérique. Dans toutes ces analyses, la RS de la politique s'est profilée puis cristallisée autour de la catégorie « vol et corruption ». Ces croyances se résument ici par l'image d'un système politique non effectif, corrompu et malhonnête.

Il me semble que les gens ne croient plus en les politiciens, ni en la politicaillerie [...] les gens survivent d'eux-mêmes [...] la politique est bien loin.^{xxxii} (Entrevue no 01, femme, Trujillo)

Le thème de la politique ... ça devrait être la propriété d'un peuple qui lutte. d'un Pérou qui, anciennement, représentait la dignité dans le domaine de la politique. Maintenant, ce n'est plus le cas. Tout ça, ça se traduit par une Supercherie évidente, avec une majuscule, parce que c'est à cette Supercherie que nous avons été soumis, que nous avons été abandonnés et face à laquelle nous avons été humiliés.^{xxxiii} (Entrevue no 02, homme, Trujillo)

Celui qui a le pouvoir exerce toujours la tyrannie, en tous cas. c'est ce qui se voit ici.^{xxxiv} (Entrevue no 02, homme, Trujillo)

Ces évocations chez la population urbaine correspondent plutôt à une évaluation négative qui s'exprime par l'apparition fréquente de cette catégorie tout au long des analyses. De son côté, l'échantillon rural définit la politique exclusivement en termes de corruption et de vol. Davantage de différences sont perceptibles au niveau des systèmes périphériques.

Tableau 3.10
Analyse prototypique, population urbaine, par catégorie (évocation spontanée)

	Rang moyen < 3,1	Rang moyen ≥ 3,1
Fréquence ≥ 18	vol/corruption (26 ; 2,7) gouvernement/système (18 ; 2,8) mensonge (23 ; 3)	pouvoir (21 ; 3,1)
Fréquence < 18		déception (16 ; 3,4) espoir/actions (6 ; 3,3)

Tableau 3.11
Analyse prototypique, population rurale, par catégorie (évocation spontanée)

	Rang moyen < 3	Rang moyen ≥ 3
Fréquence ≥ 18	vol/corruption (23 ; 2,7)	gouvernement/système (22 ; 3,4) déception (20 ; 3,1) espoir/actions (21 ; 3,1)
Fréquence < 18	pouvoir (14 ; 2,6) mensonge (9 ; 2,8)	

Les tableaux 3.12 et 3.13 qui suivent nous renvoient aux évocations hiérarchisées qui découlent d'un exercice libre de raisonnement concernant la prépondérance de termes au profit d'autres. Ce processus fait partie de la création de valeurs qui fournissent des repères stables aux jugements, aux valeurs et aux normes reconnues « socialement » (Flament et Rouquette, 2003, p. 18-19). Dans ce cas précis, la hiérarchisation nous indique que la catégorie « vol et corruption » se retrouve toujours dans le champ central de la représentation. Ici, l'idée de corruption revient chez nos deux populations; celle-ci est accompagnée par la catégorie « mensonge » chez notre échantillon urbain, tandis qu'elle est accompagnée par la catégorie « espoir et actions » chez notre population rurale. Cette démarcation, nous pourrions l'expliquer par la proximité du pouvoir politique centralisé en milieu urbain et la présence exacerbée de bulletins quotidiens sur les déboires politiques. Cela peut entraîner un plus grand désappointement et cynisme envers la politique, ou encore, une passivité vis-à-vis des problèmes sociaux ; phénomène qui se confirme dans plusieurs récents sondages d'opinions. D'autre part, chez la population rurale, le relatif optimisme souligné par la présence de la catégorie « espoir et actions » pourrait s'expliquer par la proximité avec les autorités locales, une appropriation dans certains cas et la pratique de résolution de problèmes au quotidien dans certaines régions plus éloignées de la capitale et des institutions étatiques. Sur cette base, la politique pourrait être perçue comme plus accessible. Cela peut être corroboré par les initiatives de décentralisation et de participation citoyenne entreprises au Pérou depuis 2000, dont l'efficacité est certes discutable, mais fournit tout de même un combustible à l'imaginaire social : la politique, par le biais du gouvernement, pourrait être perçue comme faisant des efforts d'intégration des multiples voix au niveau national. À ce niveau, la référence à la politique demeure instrumentale et circonstancielle. Elle ordonne et répond aux demandes en aval, sans concertations réelles ou répercussions effectives sur les décisions politiques (Vergara, 2007⁴³ ; Granados Mogrovejo, 1994 ; Alfaro, 1994).

⁴³ Au contraire, selon Vergara (2007), dans un contexte de fragilité des institutions, il semblerait que « les instances de participation citoyenne aient soustrait au monde de la représentation quelques-uns de ses plus grands bénéfices ». Celui-ci explique que « L'illusion du budget participatif et du plan concerté cherchent à éliminer la légitime dispute politique et affaiblissent la condition des représentants municipaux. Être élu et représenter politiquement la communauté perdent de leur poids si d'autres instances participatives décident des plans et des budgets que le représentant élu doit respecter. » (Vergara, 2007, p. 39) Tanaka (2005, p. 112) affirme qu'au sein

Tableau 3.12
Analyse prototypique, population urbaine, par catégorie (évoation hiérarchisée)

	Rang moyen < 3,1	Rang moyen ≥ 3,1
Fréquence ≥ 18	vol/corruption (26 ; 2,7) mensonge (23 ; 2,9)	gouvernement/système (18 ; 3,2)
Fréquence < 18	espoir/actions (6 ; 3) pouvoir (21 ; 2,5)	déception (16 ; 4)

Tableau 3.13
Analyse prototypique, population rurale, par catégorie (évoation hiérarchisée)

	Rang moyen < 3	Rang moyen ≥ 3
Fréquence ≥ 18	vol/corruption (23 ; 2,7) espoir/actions (21 ; 2,1)	gouvernement/système (22 ; 4) déception (20 ; 3,1)
Fréquence < 18	pouvoir (14 ; 2,9) mensonge (9 ; 2,2)	

de ces instances participatives. il arrive que s'imposent des minorités très actives face à une population moins compromise. ce qui peut résulter en l'exacerbation de conflits.

Certains extraits de discours au sujet de la politique, en zone rurale, nous renvoient au phénomène d'exclusion, source du mécontentement populaire enregistré en dehors de la capitale liménienne, concernant les mécanismes d'État :

Avec la violence politique qui s'est déroulée ici dans la décennie des années 80, cela a démontré quelque chose : le gouvernement se rend compte à ce moment là qu'il existe des communautés éloignées, qu'il y a de la discrimination raciale [...].^{xxxv} (Entrevue no 43, homme, Ayacucho)

D'une certaine manière, il y a une déficience dans l'intervention du gouvernement. Et l'État n'intervient pas partout au Pérou, mais dans quelques communautés où ils ne connaissent même pas leur gouvernement, ni comment s'appelle le président. Tu leur demandes et ils ne savent pas. Ils ne savent pas parce qu'ils ne sont pas représentés par l'État, il n'y a pas de présence de l'État dans leur communautés. Ça ne leur intéresse pas non plus de savoir qui les gouverne, parce que ces gens vivent très indépendamment.^{xxxvi} (Entrevue no 43, homme, Ayacucho)

La population est exclue historiquement ici, dans nos Andes, dans notre « Pérou profond ». [...] il n'y a pas d'ouverture ou d'écoute des politiciens d'aujourd'hui au sujet de la véritable demande, des nécessités de la population. Alors, il a un divorce entre la population et l'État. On ne peut même pas parler d'une relation minimale. [...] Si elle est minimale ici, allons voir dans la profondeur de la « serranía » (n.d.t., de la *sierra*), des peuples les plus éloignés [...] là, la présence est presque nulle. Alors, il y a un mécontentement de la population en fonction des réponses du gouvernement à leurs demandes [...] presque dans son intégralité, c'est comme s'il n'y avait aucune reconnaissance des nécessités de cette population.^{xxxvii} (Entrevue no 44, femme, Ayacucho)

3.3. Consommation des médias et discours sur la politique

Dans cette portion de notre analyse, nous avons voulu mettre en relief la consommation d'informations et les pratiques communicationnelles qui peuvent influencer la création de définitions au sujet de la politique. Pour ce faire, nous avons eu recours à l'information recueillie grâce aux entretiens individuels et questionnaires, en s'appuyant également sur l'étude de Carrión, Seligson et Zárate (2007) sur la culture politique au Pérou ainsi que sur des sondages d'opinions réalisés par l'Université de Lima. De manière générale, on note la présence d'une critique concernant les médias de communication :

Les médias de communication [...] réellement, ils sont manipulés, évidemment parce qu'ils ne présentent pas de manière cohérente et claire ce que réellement veut savoir le peuple. [...] Il s'agit d'attaques [...].^{xxxviii} (Entrevue no 02, homme, 33 ans, Trujillo)

C'est un devoir, de prendre conscience de ce qu'est la politique [...] mais nous n'arriverons jamais à un moment clé et à savoir réellement qu'est-ce qu'il y a derrière de cela. [...] Nous sommes de simples personnes qui travaillons et retournons avec nos familles, mais nous ne savons pas plus [...] Pour en savoir plus, nous devrions mettre de côté tout et entrer en politique.^{xxxix} (Entrevue no 02, homme, Trujillo)

[...] les médias de communication ne sont pas clairs et transparents [...] c'est pour cela que l'ignorance existe. [...] Le Péruvien est acheté facilement avec des « jouets » qui sont mis sur son chemin. [...] Les gens ne savent pas réellement ce qui se passe au gouvernement, au Congrès, dans les campagnes (électorales) [...] Ces gens-là, parce qu'ils ne savent pas ce qui se trouve en arrière [...] ils se laissent avoir par les opportunités du moment et votent.^{xl} (Entrevue no 02, homme, Trujillo)

[...] et ils (les médias) s'acharnaient, et s'acharnaient (sur Ollanta Humala) [...] c'est comme ça qu'ils sont (les médias). [...] La politique est sale. Ils sont très partiaux et toujours, ils prennent soin de leurs intérêts.^{xli} (Entrevue no 16, femme, Trujillo)

Les médias de communication sont des éléments qui peuvent t'aider à décider quelque chose, mais ce n'est pas tout ce que disent les médias de communication qui est réel, véritable. Ils sont biaisés avec des intérêts.^{xlii} (Entrevue no 05, homme, Trujillo)

Ils (les médias) sont parfois manipulés. Il y a de l'information, mais souvent, quand elle ne convient pas au gouvernement ou au président de la région, ils ne la passent tout simplement pas. [...] Je sens qu'il me manque beaucoup d'informations, toutes les fois que je prends connaissance de quelque chose, je ressens le besoin d'en savoir plus.^{xliii} (Entrevue no 43, homme, Ayacucho)

[pour prendre des décisions politiques] nous conversons plus avec les *caserillos* [n.d.t. district rural], avec les communautés, avec elles nous conversons plus, c'est ce qui nous aide à nous décider.^{xliiv} (Entrevue no 35, femme, Cajamarca)

Parce que la consommation des médias varie, il est difficile d'affirmer dans quelle mesure cette consommation affecte la définition de la politique. Le tableau 3.14 illustre tout de même, globalement, ce que consomment nos répondants en matière de médias de communication. De manière complémentaire, le tableau 3.15 (page suivante) nous indique le même genre d'information, mais celui-ci a été construit à partir d'une enquête du Groupe d'opinion publique dont l'échantillon est cependant exclusivement urbain.

Tableau 3.14
Consommation des médias

Quel type d'information consommez-vous ?		
média	N	%
Télévision	27	31
Radio	20	23
Revue, journaux	19	22
Échanges entre personnes	14	17
Internet	7	8
Groupes de discussion	2	2
Total*	89	100

* les répondants pouvaient sélectionner jusqu'à quatre choix.

** neuf personnes n'ont pas été appelées à répondre à cette question.

Tableau 3.15
Consommation des médias, données du GOP

Médias	Oui (%)	Non (%)
Télévision	92,7	7,3
Journal	87,6	12,4
Radio	61,7	38,3
Télévision par câble	51,6	48,4
Revue	49,1	50,9
Internet	13,7	86,3

Source : Baromètre social, GOP, Université de Lima, mai 2007. Étude 368

Il est intéressant de prendre les mêmes données du tableau 3.14 et de construire un tableau croisé selon l'appartenance territoriale (voir tableau 3.16. page suivante). De manière relative, ce tableau peut nous montrer la présence brute plus importante des médias chez la population urbaine, mais aussi la prépondérance de la catégorie « revues et journaux » en milieu urbain en comparaison avec une présence plus marquée de la radio en milieu rural. Dans un autre ordre d'idée, le tableau 3.17 (page suivante) nous démontre que, pour plusieurs répondants, les médias n'ont pas influencé leur vote, soit 16.7 % des réponses recueillies face à 22,2 % qui mentionnaient que les médias les avaient assisté dans leur choix.

Tableau 3.16
Consommation des médias selon appartenance territoriale

médias	urbain	rural
Revue, journaux	12	7
Télévision	14	13
Radio	5	15
Internet	6	1
Échange entre personnes	11	3
Groupe de discussion	0	2
Total	48	41

Tableau 3.17
Rôle des médias et vote

Pour vous, quel(s) rôle(s) ont eu les médias de communication dans la dernière campagne électorale?		
Réponses*	N	%
Ils n'ont pas été équitables	25	46,3
Ils m'ont aidé à décider mon vote	12	22,2
Ils ne m'ont pas aidé à décider mon vote	9	16,7
Ils ne m'ont pas donné de bonnes informations	5	9,3
Ils m'ont aidé un peu à décider mon vote	2	3,7
Autre réponse	1	1,9
Total*	54	100

* N=44 répondants. Les répondants interrogés pouvaient choisir plus d'une option.

Dans le même ordre d'idée, le dernier sondage annuel sur les médias de communication réalisé par l'Université de Lima en avril 2007 nous informe que la télévision et le journal demeurent les deux médias les plus consultés, suivis par la radio, qui demeure tout de même très importante dans les régions isolées (voir tableau 3.15). Rosa Maria Alfaro croit en une surévaluation de la capacité de l'information à entraîner obligatoirement des changements. Nous avons tendance à croire qu'avec davantage de données, il y aura plus de prises de conscience et de dialogues, quand, en réalité, il existe plutôt une dissonance entre la quantité

d'informations reçues, la qualité de celles-ci et leur efficacité à influencer les relations humaines (Alfaro, 1994, p. 130). Bref, être plus informé ne signifie pas nécessairement mieux informé. Malgré cela, les citoyens reconnaissent l'importance des médias de communication comme instrument de vigilance publique. Toutefois, comme le démontrent les sondages menés par Alfaro, l'information reçue n'a pas pour effet de modifier nécessairement les perceptions au sujet de certains événements politiques. Paradoxalement, des traces d'optimisme citoyen en regard du futur et une attitude peu critique envers les médias font en sorte de modérer les informations reçues.⁴⁴ Cela se confirme d'une certaine manière dans l'étude de Carrión, Seligson et Zárate (2007) sur la culture politique au Pérou. Selon les résultats enregistrés, le degré d'information politique ainsi que la quantité de nouvelles « consommées » à la télévision n'auraient pas d'impact significatif (Carrión, Seligson et Zárate, 2007, p. 80).

Au niveau national, l'enracinement d'une crise de la représentativité et un scepticisme aigu envers la classe politique se reflète dans un changement au niveau des médiations entre la sphère étatique et la société civile. En raison du vide politique créé, le rôle des partis politiques comme entités médiatrices a été transféré aux médias de communication (et aux maisons de sondage), en raison de « leur capacité de porter les demandes et intérêts de la population dans la discussion politique » (Cerroni, 1992, cité dans Granados Mogrovejo, 1994, p. 207). La critique faite aux médias et le manque d'attitude critique généralisée devant ceux-ci demeurent tout de même contradictoires. Malgré leur place de médiateurs, les médias sont loin d'être graciés par la population. La dernière enquête annuelle sur les médias produite par l'Université de Lima en mai 2007 nous indique les bas niveaux de confiance en les médias, les plus hauts taux de confiance envers un média ne dépassant pas les 10 % (GOP, 2007, Étude 368). Malgré ces faibles taux de confiance, les participants ont tout de même répondu qu'il existait une certaine qualité de l'information, même si la qualification de « bonne information » ne dépasse jamais le seuil des 60 %. Dans le cas du journal, de la radio

⁴⁴ Ce relatif optimisme, nous pouvons l'apprécier dans une enquête du Baromètre de l'Université de Lima (avril 2008) qui démontre que près de 45 % de la population métropolitaine sondée se disait très ou assez optimiste face au futur du pays (GOP, 2008, Étude 398).

et de la télévision, les répondants privilégient la rapidité pour justifier la consommation d'un média plutôt qu'un média qui développe et analyse la nouvelle ou leur inspire confiance. Certains répondants ont répondu que le principal problème des médias de communication au Pérou réside dans la corruption (27,8 %), le manque d'objectivité (19,5 %) et la basse qualité des contenus (15,9 %). Finalement, seulement 33,8 % des enquêtés considèrent que leur droit d'être informés est bafoué au Pérou, comparativement à 57,6 % en 2005. Malgré tout, plus du quart des répondants se disent peu ou aucunement informés, tandis que près de la moitié se qualifient de « moyennement informés ». Ces données démontrent le désintérêt non seulement en regard de la vie politique, mais en regard des problématiques nationales véhiculées par les médias de communication.

3.5 Conclusions

Les résultats recueillis nous forcent à prendre connaissance d'un lexique commun concernant la politique chez notre population enquêtée. Les traits divergents, quant à eux, se situent bien peu au niveau de l'ancrage géographique, puisqu'on enregistre une tendance vers une perception négative vis-à-vis de la politique. Faut-il s'en surprendre ? On n'a qu'à lire les journaux ou écouter les conversations quotidiennes pour saisir le profond état de déception au sujet des institutions et du pouvoir politique dans son ensemble.

Les différences perçues en fonction de ces variables restent marginales. Elles concernent davantage les catégories de référence utilisées dans les systèmes périphériques que dans les zones centrales. De manière générale, les deux populations rurale et urbaine s'entendent pour placer la catégorie « vol et corruption » comme un élément central de la définition de la politique. Globalement, il est possible d'affirmer qu'il existe une RS de la politique commune à tous les répondants – aux deux populations étudiées – indépendamment de leur appartenance territoriale. L'enracinement d'un manque de confiance généralisé envers la politique, les politiciens et les institutions explique partiellement ce consensus. L'autre part de ce consensus réside dans l'existence d'un discours imposé au sujet de la politique, d'e la force d'un discours dominant.

Le fait qu'il y ait consensus ne veut pas automatiquement dire qu'il y ait unanimité. On fait alors affaire à ce que Flament et Rouquette (2003, p. 109) appellent des « effets de majorités ». La minorité ne doit pas être considérée uniquement comme un résidu aléatoire, mais bien comme une réalité ayant un sens psychosocial et socioculturel ; cette minorité compte dans les interactions et les processus d'influence. Il faut être vigilant et réserver une place aux discours minoritaires, toujours présents et possibles, d'où le point de départ de ce mémoire de recherche : étudier la diversité des discours. Bref, nous devons nous efforcer d'interpréter aussi bien les aspects plus minoritaires et souvent marginalisés, que les traits majoritaires dans l'expression des RS. Cette affirmation est renforcée par ce que Durkheim disait à propos de la dualité de l'opinion consensuelle :

Il n'y a pas de conformisme social qui ne comporte toute une gamme de nuances individuelles. Il n'en reste pas moins que le champ des variations permises est limité. (Durkheim, 1903, cité dans Flament et Rouquette, 2003, p. 109)

Il ne faut pas se méprendre, le terme politique, même s'il est communément associé aux déboires et fastes politiques, ne se limite pas à ces faux pas. Pourtant, c'est ce qui retient l'attention. La militance, les définitions alternatives, l'*empowerment* et autres formes de responsabilisation citoyenne tout aussi politiques sont délogés au profit d'un concept politique décevant, démoralisant et pervers. Certains extraits nous démontrent tout de même une des conceptions alternatives de la politique, en fonction de l'engagement et l'implication des répondants. Il ne faut donc pas se surprendre si, dans une société aussi minée par les déboires des gouvernements et des besoins criants des populations, la notion devient uniquement liée à ces aspects :

Il faut travailler le thème de l'identité [...] le thème de la participation, des écoles de *leaders* [...] développement plus de leadership [...] que le curriculum scolaire soit plus près à la réalité des régions.^{xiv} (Entrevue no 41, homme. Ayacucho)

Dans mon cas, oui, c'est important. Ça m'intéresse la politique, c'est pour ça que je suis plus impliquée dans ça. [...] Je crois que c'est la possibilité de penser ma situation et de la changer d'une quel contre manière [...] Le changement, je le vois non pas tant pour l'idée d'avoir un poste ou avoir une incidence au sein de l'État, sinon plus en termes de penser à faire penser [...] de toutes manières. avoir une idée de la situation que nous vivons et comment elle peut être transformée [...] c'est la manière de changer

les choses [...] parce que la politique est quotidienne [...] La politique c'est la manière de penser ces choses-là.^{xlvi} (Entrevue no 45, femme, Lima)

En conclusion, nous observons que l'appartenance à un univers de significations (ici, en termes d'appartenance territoriale) n'a pas modifié de manière substantielle le système central de la RS de la politique. Bien entendu, les informations recueillies nous permettent de croire qu'il y a des différences, surtout au niveau des mots utilisés et des systèmes périphériques, mais cela ne contrevient pas significativement à la représentation négative de la politique au Pérou. Ce mépris pour l'autorité politique remonte à plus loin encore, mettant à jour non seulement la déception profonde à l'égard du système politique, mais en regard d'une situation qui perdure depuis le début de la fondation de l'État-nation. Les processus d'intégration et de construction nationale, dont nous avons discuté dans le chapitre II, nous démontrent clairement la mise à l'écart ou la subordination de pans entiers de la population des processus politiques. En ce sens, la définition de la politique ne peut être dissociée de ce mécontentement historique, mais surtout du processus de construction nationale qui a proposé une définition plutôt uniformisante de la politique.

CHAPITRE IV

COMPRENDRE LES DÉFINITIONS DE LA POLITIQUE AU PÉROU : ANALYSE DES DONNÉES ET PROPOSITION DE PISTES DE RÉFLEXION

4.1 Introduction

Le but de ce chapitre est de construire un pont entre les résultats de cette recherche et certains modèles et concepts en communication sociale (Théories de la réception et Études culturelles). La construction d'une dialectique active entre représentations sociales et processus communicationnels s'avère une source extraordinaire de réflexion. Une réflexion qui peut nous aider à nous pencher sur les failles du système politique péruvien et à repenser les termes d'un accord commun au sujet de la nation.

Les résultats de notre analyse nous placent devant un état des choses : les discours au sujet de la politique au sein de notre échantillon ne diffèrent pas significativement en terme de clivage géoculturel. L'information recueillie nous renseigne sur des contrastes intéressants, mais moins significatifs. Ce sont plutôt les consensus repérés qui orienteront notre réflexion. L'infirmité de notre hypothèse nous force donc à expliquer l'organisation des discours autrement. Toutefois, l'invalidation de notre hypothèse ne signifie pas pour autant que les discours ne soient pas influencés par des facteurs d'ordre géographique, pas plus qu'elle invalide définitivement notre hypothèse de départ. C'est un fait : des facteurs d'ordre méthodologiques, logistiques et culturels sont des éléments qui ont influencé les résultats de cette analyse ainsi que les conclusions que nous présentons ici. Nous continuons néanmoins de croire qu'il existe des schèmes de pensées liées au monde rural, non pas en

termes exclusivement géographiques, mais en termes d'appartenance à un univers culturel de sens légué par la culture andine et présent dans les différentes manières d'être, de voir et de faire dans certaines régions rurales du Pérou. Nous avons pu apprécier concrètement ces différences au fil de nos conversations, terrains et entretiens, d'où la pertinence de séjours prolongés en sol péruvien.⁴⁵ En effet, nous avons perçus une certaine indifférence généralisée envers la politique, encore davantage en milieu rural, où le thème politique est surtout abordé en temps électoral et moins en termes de revendications, qu'en termes de critique et de rejet. En milieu urbain, le même son d'alarme se fait entendre par l'intermédiaire d'une critique, bien qu'un peu désorganisée, envers tout ce qui touche à la politique. Ces critiques concernent principalement le gouvernement, les partis politiques et les élus, mais moins le régime démocratique et les initiatives de gouvernance locale.

Pour expliquer ces résultats, nous offrons quatre pistes de réflexion. La première piste de réflexion fait référence à la définition même de la politique et à l'usage du concept « politique » dans la verbalisation des discours. La deuxième piste endosse l'hypothèse selon laquelle il y aurait eu intégration du discours officiel à propos de la politique par la population. En d'autres mots, il y aurait eu assimilation d'une narrative officielle nationale et production d'une définition « normalisée » de la politique, en opposition à des discours ou définitions dites « alternatives ». La troisième piste renvoie à la notion d'hybridité, concept cher à Nestor García Canclini. En ce sens, nous explorerons l'avenue selon laquelle les différences et les similitudes enregistrées au niveau des discours pourraient davantage s'exprimer en termes de métissage culturel, qu'en termes de clivages socioculturels ou géoculturels. Finalement, notre quatrième piste de réflexion propose l'existence d'un clivage organisateur distinct de la scission géographique pour expliquer les discours différenciés sur la politique, par exemple, en tenant compte des cartes d'allégeances politiques et des résultats aux scrutins.

⁴⁵ Le fait d'avoir été présente, dans le cas du premier terrain, en période électorale, a été intéressant dans la mesure où les conversations et les analyses au sujet de la politique étaient multipliées.

4.2 Définir et percevoir la politique : écart entre penser, sentir et dire

Définir la politique, c'est, en quelque sorte, se l'approprier. Parler de la politique, c'est délimiter le réel, circonscrire un espace d'où parler, d'où définir, d'où agir. Le filtre de la parole brime et ce, malgré une considération pour les aptitudes d'élocution. Même si la parole organisée sous forme de discours est un moyen d'expression et d'extériorisation d'un monde intérieur, la pensée demeure toujours, dans une certaine mesure, inaccessible, au chercheur, d'une part, par la formalité du discours et, d'autre part, par la méthodologie employée et la position du chercheur. La verbalisation de la pensée – et son inaccessibilité latente – est un obstacle à endosser en tant que chercheur. Cet obstacle n'invalide toutefois pas l'effort académique. Au contraire, il la justifie, en actualisant le mythe de Sisyphe. Il empêche la conversion du chercheur en « tout-puissant ». Il légitimise la recherche de la Vérité. Ce qui nous reste donc, c'est le discours. Un discours qui parle de quelque chose sans jamais être certain qu'il s'agisse de la pensée réelle, de la représentation de l'objet « tel qu'il est dans la pensée ». Parallèlement, sur la tâche d'objectivation participante, Bourdieu mentionnait que pour pratiquer la sociologie, il faut « expliquer ce que les gens font à partir non de ce qu'ils disent de ce qu'ils font, mais de ce qu'ils sont. » (Hamel, 20008) Les limites de cette pratique viennent toutefois brouiller les données : « l'objectivation se révèle d'office « participante » pour la raison qu'elle se forge au gré de catégorisations, de classifications et de notions qu'orchestre l'analyste sous cette visée, propre à la science, qu'est objectiver. » (Hamel, 2008) C'est précisément ces éléments que nous voulons mettre en relief dans cette section, soit la question de l'accessibilité à la pensée sociale. En ce sens, nous croyons que le consensus enregistré autour de la RS de la politique peut être une externalité des institutions et du régime politique ainsi que le reflet des modes de fonctionnement au sein d'un tel système.

4.2.1 Sonder l'insondable

Lorsque Flament et Rouquette (2003. p. 26-27) discutent de la distance possible entre la pensée et la déclaration, ils s'interrogent sur un contenu proposé de l'extérieur, préparé et

pensé par d'autres. Cela peut entraîner un type de réponse qui ne soit pas nécessairement compatible avec le concept en amont, proposé par le chercheur. Un concept qui est parfois déjà consensuel, non seulement dans le groupe où il est utilisé, mais aussi dans les institutions qui diffusent des éléments de culture et d'information reliés à ce concept. La politique n'est-elle pas un de ces concepts largement diffusés et dont la définition est entérinée par des mécanismes d'influence institutionnels et étatiques ? Comment, alors, penser la politique sans que cette pensée soit filtrée et organisée par les brides de définition diffusées ici et là dans une société ? Et si la politique n'était rien d'autre que cette pensée filtrée, organisée ? Flamment et Rouquette (2003, p. 27-28) mentionnait d'ailleurs que l'adhésion à un contenu est une conduite publique qui « n'a d'existence, parce qu'elle n'a d'effet, que dans cette publicité, médiante ou immédiate. » Elle sert une fonction sociale particulière, surtout dans un régime politique tel que la démocratie. Définir la politique en termes d'institutions politiques, de gouvernement et de système électoral n'est-il pas une façon d'être fonctionnelle dans une société qui appelle à ce type de comportements ? Ces définitions normatives et institutionnelles sont sans équivoque présentes dans nos résultats d'analyse. Les répondants parlent de politique en termes de gouvernement et de système. Quand ils ne la définissent pas en ces termes, ils se réfèrent aux « effets » du système, à sa présence quotidienne en termes de corruption, dans son sens large.

4.2.2 Discours rationnel andin, discours rationnel urbain : quelle politique ?

Tel que nous l'avons mentionné précédemment, le concept de politique peut correspondre à une multitude d'idées, d'opinions et de pratiques (voir chap. II). Dans nos résultats, nous relevons un consensus général sur la définition de la politique. Toutefois, des interrogations demeurent : Comment accéder à tous les discours sur la politique ? Est-ce que la politique est aisément « définissable » pour tous et par tous ? En dépit de ce consensus, la présence d'un sentiment commun sur un objet n'est pas nécessairement systématique et structuré ; il s'agit plutôt du produit plus ou moins spontané d'un ensemble de facteurs, autant idéologiques et culturels, que d'expériences qui se superposent les unes sur les autres. Cela entraîne forcément des logiques et rationalités qui s'opposent ou se chevauchent en relation

avec l'expression de notions, valeurs et comportements dans la culture politique (Boggio, Romero et Ansión, 1991, p. 92-93). S'il est vrai que l'interrelation entre le monde rural et urbain est de plus en plus importante (Diez, 1999, p. 248), celle-ci n'efface cependant pas les frontières imaginaires à propos de conceptions du monde.

L'observation que fait Zenon de Paz (2002) dans son article sur les horizons de sens est intéressante. Selon l'auteur, il est nécessaire d'aller au-delà d'une simple rationalité andine; le terme « rationalité » possédant la vertu d'exiger un ancrage pour la raison abstraite, en proposant une dimension calculatrice et pragmatique. Ce sont ces horizons de sens, ces ensembles d'assomptions valoratives et ontologiques qui, à partir d'un savoir originaire, dotent de sens la signification du monde et de la vie. Il ne s'agit pas seulement de rationalité instrumentale, mais d'une topologie (une disposition espace-temps) qui projette un ordre téléologique aux événements, soutenant les fins, les propositions de l'existence (de Paz, 2002, p. 2). À notre époque moderne, la question n'est pas tant de savoir si les motivations mystiques propres aux populations « traditionnelles » pourront survivront à l'ère technoscientifique, mais plutôt si leur compréhension peut s'effectuer sous la gouverne du discours rationnel analytique ou hypothético-déductiviste.

Il faut savoir, de prime abord, que la définition de la politique est indissociable de la position du sujet dans le jeu politique national et officiel. Il n'existe pas de définition hors contexte. Le discours passe par l'identité; il met en perspective cette culture intériorisée. Cette culture peut s'ancrer, en partie, dans le lieu de résidence et dans le lieu de naissance, mais aussi dans diverses caractéristiques socio-économiques et socioculturelles. L'incapacité, pour un chercheur, d'arriver à cette culture peut s'expliquer par le fait qu'il ne peut y avoir de production objective (cette « conscience de ») d'une vie subjective. Dans la conception occidentale, l'identité suppose l'aliénation de la nature dans la constitution du sujet. Il devient difficile d'appliquer ce concept au monde andin qui, lui, pense le monde en termes d'unité homme-nature. Cette intimité homme-nature rend alors inapplicable le concept d'identité culturelle aux populations se caractérisant par une vision holiste et animiste du monde. Cette notion de « non-subjectivité » proposée par Dion-Buffalo et Mohawk (1994), se résume à penser l'existence de discours éloignés et inintelligibles des réalités dominantes et

officialisées. De là, les mouvements d'affirmation culturelle, nés de cette résistance, peuvent être compris en termes de politiques culturelles qui « appuient des discours de la réalité alternative (non-occidentale) [et] qui rend légitime des narratives et versions entièrement inconnus sur comment fonctionne le monde. » (Dion-Buffalo et Mohawk, 1994)⁴⁶ :

« A practical alternative to the kind of one-answer utopian ideology of the period of European expansionism is a pluralism that acknowledges many different versions of reality that are legitimate across a wide range of contexts. Pluralism proposes that a society incorporates or at least is open to sets of ideas associated with more than one culture. [...] It accepts not only that people experience the world in the context of a diversity of versions of existence, but that both social and extrasocial realities arise from random convergences. » (Dion-Buffalo et Mohawk, 1994, p. 34-35)

De là, comment définir individuellement la politique en se penchant sur ces informations ? Peut-il exister une production individualisée de la politique qui puisse exprimer le concept de politique ancré dans la perspective culturelle de certains groupes ? Il devient alors difficile de définir individuellement un concept pensé, pour certains, collectivement. De plus, il faut reconnaître la capacité adaptative de cultures antérieures et de rencontres culturelles qui ont su générer de nouvelles visions, cohérentes et unificatrices^{47 48}. Selon Ansión (1987, p. 204) « I peut être affirmé que la nouvelle vision du monde continue d'être andine ; que la pensée andine a incorporé la pensée occidentale et non l'inverse. »

⁴⁶ Le syncrétisme n'est pas en soi l'imposition d'une vision du monde sur une pensée préexistante, mais bien la rencontre de deux cultures. Ce qui différencie toutefois la culture andine, c'est sa capacité à incorporer de nouveaux éléments à sa propre « cosmovision », d'où sa survivance jusqu'à aujourd'hui. Selon cette pensée, la colonisation est acceptée comme faisant partie d'un tout (Apffel-Marglin, 1995).

⁴⁷ Urbano (1977, p. 9), dans son essai sur le discours mystique dans les Andes, nous rappelle que :
Peu importe la réponse, c'est maintenant évident que plusieurs des éléments qui constituent l'ancienne structure mentale existent encore de nos jours. [...] Les catégories mentales qui expriment l'espace et le temps sont encore présentes, avec quelques transformations significatives. Mais il est normal qu'il en soit ainsi. Les siècles qui nous séparent des temps de la Conquête n'ont pas été inutiles pour l'évolution de la représentation mentale du monde et des choses. Et le peuple andin a su intégrer les éléments que, d'une quelconque manière, enrichissent sa propre représentation [...].

⁴⁸ L'auteure Imelda Vega-Centeno (1991) avance l'hypothèse selon laquelle dans le système de pensée populaire actuelle se manifeste la survivance du système de pensée mystique andin. Le discours idéologique du parti APRA cherche l'utilisation de ces éléments mystiques. Au fil de son histoire, il a exploité plusieurs figures présentes dans la culture andine, telle que la communauté familiale comme moralement supérieure. L'imaginaire de l'autorité paternelle serait aussi la pierre d'assise de ce mouvement politique qui utilisa à son avantage le mythe andin du refuge comme ancrage idéologique : le refuge du peuple opprimé.

Malgré le silence de nos données à ce sujet, la présence d'aspects minoritaires dans les discours ne peut être niée. Le « non-conformisme » dont nous entretenons Flament et Rouquette (2003, p. 109 et suiv.) propose qu'une opinion minoritaire puisse exister sur un aspect important de la RS. Dans notre cas, notre échantillon limité ne nous a pas permis de produire une analyse statistique qui puisse permettre de repérer et d'exprimer de tels systèmes d'implication. Avec une étude à plus grande échelle, on pourrait penser, hypothétiquement, que la position de « non-subjectivité » produirait ces « écarts » de consensus chez la population péruvienne. Dans nos entretiens personnels, toutefois, nous avons quand même pu constater certaines versions divergentes de la politique. Ces discours plutôt alternatifs comparativement aux autres discours peuvent s'expliquer par l'implication sociale et politique des répondants :

L'idée d'hégémonie, plutôt néolibérale, la majorité des gens de l'État ne questionne pas que le modèle soit capitaliste [...] le système en soi est un système qui génère des inégalités et qui génère une vie de consommation avec laquelle je suis en désaccord. [...] Mon idée est de les former, faire des activités que remettre en question ce type de logique [...] penser localement, avoir des alternatives au système néolibéral.^{xlvi}
(Entrevue no 45, femme, Lima)

La politique ... c'est un moyen de participation. Du moins, ce devrait être ainsi. [...] Je crois que dans chaque espace, nous faisons de la politique, mais nous faisons divers types de politique. Un type peut être une politique liée à la réalité de notre pays [...] nos décisions se prennent en fonction de ça. [...]. Alors, je pense que c'est un moyen de participation dans lequel nous nous impliquons tous avec les bonnes et mauvaises propositions ou décisions.^{xlviii} (Entrevue no 44, femme, Ayacucho)

Dans l'étude menée par Carrión, Seligson et Zárate (2007, p. 66), les auteurs insistent sur le fait que ce n'est ni la condition, ni l'ascendance autochtone qui influencent en eux-mêmes les définitions de la démocratie, sinon le processus de socialisation, la condition économique et la concentration en zone géographique à prédominance autochtone. Cela nous révèle que la position culturelle n'est pas liée uniquement à un lieu de résidence, mais plutôt aux processus de socialisation qui influencent les modes de vie, les schèmes de pensée et les valeurs. Sans aucun doute, Bourdieu parlerait ici d'*habitus*, cette manière d'être, léguée, qui consiste en un ensemble de dispositions durables et transposables. Matrice d'action, c'est à travers ces trajectoires sociohistoriques que se forment, de manière principalement inconsciente, des

inclinaisons à penser, à percevoir, à faire et à ressentir d'une manière déterminée, ce qui contribue à différencier les groupes, membres de la société. Pour confirmer cela, Seca (2001, p. 137) affirme, en parlant des théories de la rationalisation, que les RS « sont entendues [...] comme des activités mentales socialisées, permettant aux sujets de s'adapter aux conditions concrètes d'existence et aux comportements plus ou moins obligés des relations socio-économiques et de pouvoir ». Ces activités de rationalisation, dont il est question ici, seraient d'autant plus importantes que les sujets ont à travers elles le sentiment d'être libres, alors qu'en réalité, leur choix réel est objectivement restreint. Dans *La distinction*, Bourdieu (1979, p. 535-536) mentionne que faute de disposer de principes, de perceptions et d'appréciations proprement politiques, plusieurs se fient aveuglément aux schèmes politiquement incertains de leur ethos de classe.

4.3 La force de la narrative officielle : la présence d'un discours dominant ?

Notre conclusion selon laquelle il n'existerait pas de contrastes majeurs entre les discours formulés à partir du milieu rural en opposition avec le milieu dit urbain nous pousse à considérer la force de la narrative officielle et à réfléchir sur la présence d'un discours dominant. Se peut-il que, dans un pays comme le Pérou, la pensée politique ait été captée par un discours dominant sur la politique, orientant ainsi les définitions sur la politique, autant chez nos répondants ?

4.3.1 Violence symbolique et discours sur la politique

La présence d'un État-nation reposant sur des fondations « fictives » — tel que mentionné au chapitre II — évoque cette forme bourdieusienne de violence symbolique discutée dans *La Reproduction : éléments d'une théorie du système d'enseignement*. Dans cet ouvrage, il est question de relations de violence symboliques et « légitimisées », qui ont graduellement permis l'institutionnalisation d'un système de pouvoir. Ce pouvoir réussit

habilement à imposer des significations comme légitimes en dissimulant les rapports de forces qui le sous-tendent, au point où il s'exerce avec le consentement implicite des dominés, car ceux-ci ne disposent que des catégories de la culture dominante pour penser cette domination. Il est intéressant de souligner que cette violence symbolique l'est par le biais d'institutions, telles que la télévision, le cinéma, la presse écrite, le système éducatif, etc. En ce sens, la violence symbolique ne s'avère plus simplement une question d'endoctrinement; elle exerce la fonction du maintien d'un certain ordre au détriment des autres.

Parallèlement, la valorisation et l'assimilation d'une définition de la politique contribuent en une mise au silence de définitions alternatives (peu communes ou minoritaires face au discours dominant), ou encore ontologiquement incompatibles avec une définition normative de la politique. C'est ce que nous avons pu distinguer, dans nos analyses : les réponses aux tests d'association libre sur la politique nous offraient des lexiques plutôt normatifs, étroitement liés aux externalités institutionnelles (services de l'État, comportements des politiciens, etc.). Peut-on parler ici d'une adaptation inconsciente des réponses, ou encore, d'une absence de schèmes politiques autres ?

Lorsqu'ils parlent du « citoyen pensé », Flament et Rouquette (2003) se penchent sur cette dépendance au pouvoir qui, dès l'origine, fonde le citoyen et l'institue. La RS devient alors la conception des assujettis. Premièrement, les RS s'inscrivent au sein des institutions et sont « objectivisées » par ces mêmes appareils d'État. Le système électoral n'en est-il pas la preuve ? Selon une perspective fonctionniste, les règles qui définissent le vote présupposent « une aptitude du citoyen à se déterminer rationnellement dans le sens de l'intérêt public. » (Flament et Rouquette, 2003, p. 152) Le fait que, dès l'origine, le droit de vote a été donné aux individus présentant un certain statut économique nous en dit beaucoup sur la rationalité derrière l'acte de voter. Aujourd'hui, la politique moderne étant régie par un principe d'égalité, elle ne circonscrit plus le vote à la condition économique. Elle a tout de même tôt fait de diluer les concepts de « citoyen penseur » et « citoyen pensé » : « où les certaines représentations du citoyen penseur finissent par devenir des représentations normatives du citoyen pensé » (Flament et Rouquette, 2003, p. 153). Deuxièmement, parce qu'ancrées idéologiquement, les RS ont aussi des implications éthiques. Elles participent à la définition

des normes du groupe et indiquent ce qui est acceptable ou ce qui ne l'est pas, ce qui est normal ou anormal, ce qu'est un « bon » citoyen ou un citoyen indigne. Dans un pays comme le Pérou où le vote est une obligation passible de sanctions, aussi bien la non conformité que la conformité font l'objet de procédures codifiées, objectivées. Cela implique une plus grande main mise des mécanismes de pouvoir, avec toutes les conséquences que cela peut entraîner au plan relationnel et communicationnel. Obligations et interdictions doivent alors être accompagnées de justifications éthiques, de « modes d'emploi », de prototypes comportementaux et autres conseils diffusés par les organes gouvernementaux officiels. Le citoyen régulier devient toujours un peu plus un citoyen « tel qu'il est pensé par le pouvoir » et moins comme un être libre de jugement. Bref, ces représentations apparaissent comme autant de moyens qu'un système de pouvoir met en place pour assurer son emprise et sa pérennité.

Malgré les champs de liberté possibles – cette (ré)appropriation des espaces, ces actes de dissémination – les limites demeurent définies par la nation. Quand Edward Said (1989) suggère que toute critique ne peut se faire qu'à partir des frontières imposées par la culture nationale, il relève dans la Nation ces « zones de contrôle ou d'abandon, de recollection ou d'oubli, de force ou de dépendance, d'exclusion ou de partage ». Les contre-narratives de la Nation s'organisent à l'intérieur d'une structure dont les contours peuvent être confrontés, déplacés. Le plus important, mentionne Homi K. Bhabha (2002), concerne l'effet de finitude de l'État – sa perpétuelle lutte contre l'altérité– sur la représentation liminaire du peuple : ou le peuple restera prisonnier de cette narrative, ou il mettra au défi le discours national. Dans un contexte de modernisation, de libéralisation et de globalisation, la seconde option semble la plus probable. De par sa nature conflictuelle, l'État se résume alors dans « cette multiplicité d'États luttant et partageant une même histoire limitée » (Bhabha, 2002, p. 187). D'un autre côté, comme l'affirme Flament et Rouquette (2003, p. 155), il serait faux de croire « que les représentations du citoyen pensé ne sont que le fruit d'un calcul délibéré, "machiavélique" [...] qui manipulerait les masses en toute connaissance de cause. » Le « calcul », s'il existe, correspond à des effets de l'histoire qui définissent, en quelque sorte, les positions comme des obligations et les préférences comme des postulats rationnels et logiques. La croyance libérale de gens agissant selon leur intérêt, qui est l'apanage des

politiques modernes, doit être révisées en étudiant le lien entre les discours sur la politique et les effets du discours dominant, tel que nous le proposons ici.

4.3.2 Langage politique et discours officiel

Bourdieu marque bien la différence fondamentale entre discours quotidien et discours socialement reconnu comme politique. Selon l'auteur (1979, p. 537), les sujets sont amenés à s'exprimer sur un concept en ayant recours à un langage « conventionné » de l'extérieur. En ce sens, il est fréquent de voir des membres de classes dominées tenir un discours en contradiction avec eux-mêmes. Cela s'explique précisément par le fait qu'ils doivent parler de la politique « sans détenir la propriété des instruments de production du discours », sans posséder de langue politique propre (Bourdieu, 1979, p. 537-538). S'il y a utilisation d'un langage politique standardisé par le pouvoir dominant (les institutions politiques), cela ne se reflète pas automatiquement par une appropriation du langage. L'appropriation dont discute de Certeau politise l'usage ; elle fait de la langue une nouvelle langue. L'action de la manipulation tend à circonscrire, dans certaines limites, le « pensable », mais elle peut laisser des ouvertures. Le concept de la politique limite tout de même les options, « parce qu'on peut être en mesure de résister à l'argumentation sans être capable d'argumenter la résistance et moins encore d'en formuler explicitement les principes. » (Bourdieu, 1979, p. 538) Quiconque désire participer à la vie politique doit accepter non seulement un rapport au monde, mais un langage qui désigne ce monde. Il se peut que nos répondants se soient retrouvés inconsciemment dans le même dilemme. Comme nos résultats et nos entretiens l'indiquent, il y a un sentiment contre la politique, mais la critique tarde à s'articuler chez plusieurs. Quand elle s'organise, elle réutilise le langage formel, lié à la politique pensée par la culture dominante. Elle ne s'extrait pas souvent de ces limites imposées par les pratiques et les normes véhiculées par les institutions officielles. La hiérarchie sociale amène les individus à se conformer à l'information distribuée par une culture dominante :

Elle [la lecture] pose entre le texte et ses lecteurs une frontière pour laquelle, ces interprètes officiels délivrent seuls des passeports en transformant leur lecture

(légitime, elle *aussi*) en une « littéralité » orthodoxe qui réduit les autres lectures (également légitimes) à n'être qu'hérétiques (pas « conformes » au sens du texte) ou insignifiantes (livrées à l'oubli) (de Certeau, 1990, p. 248).

José Joaquín Brunner (1988) reprend ce thème développé par Bourdieu et Gramsci au sujet de la reproduction de l'hégémonie, l'appliquant au concept de culture populaire. C'est Jesús Martín-Barbero qui, dans *Des médias aux médiations*, pose les jalons d'une réflexion sur les moyens de communication de masse actuels comme des dispositifs de domination. Comment, dans ces conditions, envisager autre chose qu'une répétition sans faille du discours des maîtres ? Nestor García Canclini (1992), souligne aussi la participation inégale (subalterne) des populations dans le capital culturel des sociétés, faisant en sorte « que la conception du monde de la classe dominante devienne hégémonique et qu'elle se convertisse en savoirs et habitudes accumulés et transmissibles, et même cumulables et vérifiables, au moment de la certification (conversation en capital scolaire) » (Brunner, 1988, p. 86-87). En ce sens, le « populaire » consisterait uniquement en une appropriation inégale des codes culturels dominants et non en conceptions distinctes du monde, socialement incarnées et dotées d'une organisation qui lui soient propres. Cette description n'élimine toutefois pas la présence d'autres cultures au sein d'une même nation, mais elle souligne le caractère subalterne de celles-ci face à la culture dominante. Cette lecture concernant l'hégémonie culturelle peut expliquer, en partie, la présence d'un discours consensuel sur la politique au Pérou. Le conflit qui règne face à la culture hégémonique (conçue comme « populaire ») repose aussi sur le fait qu'elle dispose de tous les moyens pour orienter institutionnellement sa transmission et sa codification. Cela fait en sorte d'accorder un statut de « non culture » aux autres formes culturelles et de nier leur existence systématique, en dépit de leurs contenus (visions du monde) et formes (organisation culturelle) (Brunner, 1988, p. 87). La « guerre de position » dont parle Gramsci mentionne précisément cette guerre culturelle contre les valeurs bourgeoises: valeurs qui se présentent comme « naturelles » ou

« normales ».⁴⁹ À ce sujet, le Mexicain Guillermo Bonfil discute d'une théorie du contrôle culturel, comme capacité de décision sur les éléments culturels. Selon lui, le contrôle culturel n'est pas absolu, ni même abstrait, il est plutôt historique. Ce contrôle existe surtout dans la capacité de décision et d'appropriation, car le contrôle culturel n'implique pas uniquement d'utiliser un élément culturel déterminé, mais, plus important encore, d'avoir la capacité de le produire et de le reproduire (Bonfil, 1981).

4.3.3 Les médias comme mécanisme de domination

L'étude du poids structurel des médias dans la formation de la pensée sociale au sujet d'une notion telle que la politique nous permet d'observer la communication de manière plus processuel et interactionniste et moins fonctionnaliste, sans postuler un individu passif, exclusivement déterminé par des influences extérieures.

La création de définitions communes ou différenciées de la politique passe nécessairement par les processus de communication. Selon Jesús Martín-Barbero, la question n'est plus tant celle des médias, mais bien celle des médiations. Cette médiation est d'autant plus préoccupante qu'elle est la source d'information de nombreux citoyens concernant la situation concrète du pays, mais aussi, de manière plus abstraite, concernant l'image de la politique. Dans cette construction d'images et de discours, le rôle des médias est central. Martín-Barbero, comme d'autres auteurs attentifs aux théories de la réception, s'appuie sur la relation constitutive entre culture et communication ; une relation qui s'accroît d'autant plus aujourd'hui, avec les mutations culturelles et les développements technologiques qui affectent la perception qu'on les communautés culturelles d'elles-mêmes.

⁴⁹ La notion de « colonialité » développée par le sociologue péruvien Anibal Quijano (1991) est un des éléments constitutifs du cadre mondial du pouvoir capitaliste. Il se fonde sur l'imposition d'une classification raciale et ethnique de la population comme pierre angulaire d'un patron de pouvoir qui opère dans tous les domaines de l'existence. Il s'agit d'une relation qui naît et qui se mondialise à partir de l'expérience latino-américaine.

À ce sujet, Guillermo Orozco parle d'un monde de plus en plus « médiatisé », où la communication est menacée par la surcharge informative. Les tendances modernes de « mass médiation » et d'« audientisation » multiplient les simulacres, les apparences et les « évidences » à travers les représentations imposées. Selon Orozco, il demeure primordial de connaître comment se construit le sens pour comprendre les processus de reconstruction des significations hégémoniques et pour (re)connaître la création de résistances et de contreponds au pouvoir (Orozco, 2002, p. 17). Cette réflexion fait écho à ce que disait García Canclini (cité dans Martín-Barbero, 2002, p. 173) lorsqu'il affirmait que :

[...] nous savons que la lutte menée au moyen des médiations culturelles ne donne ni résultats immédiats ni spectaculaires. Mais, c'est la seule garantie de ne pas passer du simulacre de l'hégémonie au simulacre de la démocratie : éviter qu'une domination vaincue ne resurgisse dans des habitudes complices que l'hégémonie a installées dans notre mode de penser et d'entrer en relation.

Selon Martín-Barbero (2002, p. 19), « les moyens de communication de masse manipulent pour nous rendre plus supportable l'imposture [...] imposant ainsi à la communication la logique de la domination. ». En prenant en compte les multiples processus de métissage en cours, la question des médias devient alors celle des médiations. Dans un tel contexte, les médias deviennent des outils au service d'une culture dominante, certes, mais dont les sujets sociaux peuvent se réapproprier les usages. Ce que propose Martín-Serrano va dans le même sens, puisqu'il met en lumière le modèle idéologique monopoliste et les systèmes cognitifs de régulation dans les sociétés. Les individus et la société développent et utilisent des systèmes de régulation institutionnalisés pour réduire la dissonance comprise comme un état d'inconfort ou de tension (Festinger, 1957, cité dans Martín-Serrano, 1977, p. 49). Dans un tel contexte, la médiation réifie le contrôle social dans les institutions culturelles et politiques, donnant sens au fait social (1977, p. 53). La réalité devient signifiée par la médiation entretenue par les médias. À l'heure de fixer les significations stéréotypées, l'audience adopte souvent les représentations facilitées par le média pour réduire la dissonance et maintenir la réalité intelligible (Martín-Serrano, 1977, p. 57). Le média offre cette version sélectionnée de la réalité. Dans son article sur les médiations, Aguilera (2005, p. 31) cite Sartori lorsqu'elle mentionne que le peuple souverain donne son opinion surtout en

fonction de comment la télévision l'induit à donner son avis. En ce sens, le pouvoir de l'image (et des nouvelles concernant cette image) se place au centre de tous les processus de définition de la politique contemporaine.⁵⁰

D'autres auteurs ont abordé, à leur manière, le poids structurel des médias. Par exemple, la lecture d'Anthony Giddens (1987) nous permet une analyse de la reproduction des pratiques institutionnalisées, en faisant un survol des relations entre l'action et le structurel. Parce que la compétence des acteurs humains est limitée par l'inconscient (dispositions sociales) et par les conditions disponibles, l'étude des contextes – ou de la « contextualité » de l'interaction – est pour Giddens inhérente à la reproduction sociale. Elles participent aux modes de représentation et de classification (schèmes d'interprétation) qui eux, sont inhérents aux réservoirs de connaissances des acteurs que ceux-ci utilisent dans leurs communications (Alcouffe, s.d., <<http://www.cnam.fr/lipsor/dso/articles/fiche/giddens.html>>). De son côté, Erving Goffman (1973) parle plutôt de « mise en scène du quotidien » pour aborder l'interaction sociale au sein des institutions. La « scène » où se joue la représentation est pour Goffman un lieu, où sont construites et partagés des définitions au sujet des objets et situations. La création de définitions communes au sujet de la politique se construit à partir de ces rituels d'interactions dont discute Goffman, et rend effective une communication politique basée sur une définition dominante endossée comme commune. Cette définition rend effective, tel que nous l'avons observé dans nos données, la société politique péruvienne qui n'enregistre qu'épisodiquement des définitions alternatives (ou « contre-définitions ») de la politique.

⁵⁰ Pourtant, l'étude de Carrión, Seligson et Zárate (2007, p. 121) révèle plutôt le contraire : la fréquence de consommation des nouvelles à la télévision n'affecte pas particulièrement l'appui au système politique, ni même les niveaux de confiance en la politique. Même dans le choix électoral, les résultats démontrent que l'influence de la consommation de nouvelles a affecté le vote de 2006 seulement de manière modeste (Carrión, Seligson et Zárate, 2007, p. 178).

4.4 Discours hybrides sur la politique

La troisième conclusion qui apparaît suite à l'analyse des données, repose sur la présence de discours hybrides sur la politique au Pérou. Nous estimons pouvoir expliquer l'absence de contraste dans les discours urbain/rural par la notion d'hybridité. Ce caractère hybride pose d'ailleurs un défi disciplinaire et communicationnel de taille, puisqu'il requiert une science sociale nomade, transversale et englobante ; une perspective multidisciplinaire qui sache développer des interprétations et des contradictions plus plausibles concernant les succès et échecs de la modernisation en Amérique latine.

4.4.1 L'hybridité culturelle comme stratégie pour entrer et sortir de la modernité⁵¹

Par hybridité, nous faisons référence ici au concept employé par Nestor García Canclini (1992) et largement utilisé au sein des études culturelles sur le colonialisme, entre autres, par Homi K. Bhabha (1994, 2002). Dans un contexte de flux et d'interactions accélérés, autant au niveau communicationnel (médias), géographique (migrations), économique (mondialisation des marchés, consommation) et culturel (modes, diffusion des savoirs), il n'est pas surprenant que les discours à propos de la politique embrassent eux aussi la tendance à l'effacement des frontières et au métissage. Faisant contrepoids à la mondialisation, il existe un processus de particularisation (ou « tribalisation ») des discours ; un phénomène qui tend à s'ancrer au sein de groupes où les différences entrent en confrontation avec le milieu ambiant. Modernité et tradition ainsi que passé et présent se rencontrent dans de nouveaux espaces pour générer ces formations sociales hybrides, transnationales et interculturelles. Les discours et les pratiques sont donc les dépositaires privilégiés de ces chassés-croisés, de ces rencontres fructueuses et

⁵¹ Voir des exemples d'appropriation et de cultures hybrides: Pedro R. Mendizábal. 2000. « De folklore a cultura híbridas: Rescatando raíces, redefiniendo fronteras entre Nos/otros ». In *No hay país mas diverso*, sous la dir. de C. I. Degregori, p. 74-122. Lima: IEP, PUCP. Universidad del Pacífico; Javier Avila. 2004. « Regionalismo, religiosidad y etnicidad migrante trans/nacional andina en un contexto de "globalización": El culto al Señor de Qoyllur Ritti ». In *Memorias en conflicto: Aspectos de la violencia política contemporánea*, sous la dir. de R. Belay *et al.*, p. 209-246. Lima: IEP; Cynthia Vich. 2003. « 29 de julio de 2001: Toledo en el Cusco o Pachacútec en el mercado global ». In *Batallas por la memoria?: Antagonismos de la promesa peruana*, p. 451-463. Lima: Red para el desarrollo de las Ciencias sociales.

ces « désordres culturels » qui déconstruisent habilement les formules dualistes rural/urbain. Des parcours sinueux et complexes qu'il faut lire en termes d'hybridation, relevant de conflits propres à la modernité latino-américaine. Prenant ces éléments en compte, la notion d'hybridité peut nous aider à mieux comprendre cette diversité discursive au sujet de la politique qui transgresse l'ancrage géo-social.

L'apport de Homi K. Bhabha en ce sens demeure important. Le chercheur invite notamment à repenser les questions d'identité et d'appartenance nationale ainsi qu'à dépasser les visions d'un monde dominé par l'opposition entre soi et l'Autre. Une façon de déstabiliser ces explications binaires réside dans le concept d'hybridité culturelle, qui met en lumière les interactions, transgressions et transformations possibles dans une complexité beaucoup plus explicative que les traditionnelles oppositions auquel le clivage urbain/rural n'échappe pas. À notre époque, la Nation ne peut plus être conçue uniquement en terme horizontal et homogène; en pleine globalisation, elle est constamment confrontée à son altérité qu'elle définit et qui la définit. Qui plus est, Bhabha suggère que cette hybridité a le potentiel d'intervenir et de disloquer le processus de colonisation à travers la réinterprétation du discours politique. N'est-ce pas là l'un des objectifs que nous nous étions fixés dans ce mémoire, soit de repenser les productions discursives à propos de la politique ? La nation, en même temps que d'avoir réprimé historiquement les discours minoritaires, demeure le lieu à partir duquel fluctuent les échanges; le mouvement donnant précisément la forme au peuple. Un mouvement que la culture nationale s'empresse de figer dans ses formes stéréotypées et réifiées. En fait, ces propositions participent activement à la déconstruction de l'idée d'un discours national stable et fixe, où les acteurs sont les théoriciens de leur propre narrative, ces actes de vivre « racontés » dans les représentations, les discours et les pratiques. Ces négociations « liminaires » se déroulent au cœur de nouveaux contextes, dont les « entre-deux » produisent, en temps présent, les véritables discours fondateurs de l'identité de la nation :

« It is in the emergence of the interstices — the overlap and displacement of domains of difference — that the intersubjective and collective experiences of nationness, community interest, or cultural value are negotiated. How are subjects formed 'in-between', or in excess of, the sum of the 'parts' of difference (usually intoned as

race/class/gender, etc.) ? How do strategies of representation or empowerment come to be formulated in the competing claims of communities where, despite shared histories of deprivation and discrimination, the exchange of values, meanings and priorities may not always be collaborative and dialogical, but may be profoundly antagonistic, conflictual and even incommensurable ?» (Bhabha, 1994, p. 2)

Pour Bhabha (1994, 1990), les échanges négociés impliquent cet espace liminaire en tant que site hybride, témoin de la production — par opposition à son seul mimétisme — du sens de la culture. Il n'existe pas de traits figés, de déterminisme national autant ethnique que culturel ; c'est plutôt l'articulation sociale des différences, aussi depuis les perspectives dites minoritaires, qui tente de donner toute son autorité aux hybridations culturelles qui émergent de ces moments de transformation historique.

Le débat que souligne justement Bruno Revesz (1995) met en perspective toute la complexité de l'opposition binaire rural/urbain. En niant l'apport déterminant des flux migratoires, les chercheurs ruralistes ont sous-estimé la capacité de combinaison entre l'innovation technologique et l'adaptation culturelle. Bien qu'il existe un certain consensus sur le caractère hétérogène du monde rural, il y a très peu de connaissances réelles à ce sujet. Il y a même une tendance ouverte non seulement à parler du rural à partir de la ville, mais toujours à partir des relations que le rural entretient avec l'urbain (Revesz, 1995 p. 6). En fait, l'erreur réside précisément dans la proposition d'une séparation entre la tradition et la modernité, ce que réaffirme Alejandro Diez (1999, p. 263) quand il dit qu'« il ne faut plus penser en termes d'opposition rural-urbain en tant que passé-futur ni en termes de traditionnel-moderne. » L'insinuation d'une opposition catégorique et valorisante qui enferme non seulement le monde rural, mais aussi le monde urbain dans des compartiments étanches rend la compréhension du réel encore plus difficile. En fait, cette façon de diviser ville et campagne ne colle pas à la réalité. Cette proposition est clairement présente dans l'analyse de nos discours où ceux-ci doivent être étudiés à la lumière d'un tout social, culturellement fragmenté, certes, mais moins en termes de dichotomie urbain/rural. C'est là que le concept d'hybridation comme outil d'intelligibilité s'insère. Dès lors, l'histoire de la séparation ville/campagne s'affirme davantage comme un projet hiérarchique de valeurs imposées *a priori* sur la réalité comme cadre interprétatif. La prise en compte des effets migratoires, intra et extra nationaux, viennent alors expliquer la refondation de l'ordre social.

en même temps qu'ils viennent expliquer la crise de l'État ; un État incapable de gérer et de canaliser les nouvelles énergies nationales libérées et les identités revendiquées. La mosaïque péruvienne qui en découle demande alors de repenser ses critères de définition, en appuyant la dynamique d'intégration nationale et en reconnaissant l'hétérogénéité du milieu rural, afin d'invalider tout type de généralisation possible. Tout cela ne va pas sans contradictions ni conflits. Premièrement, accepter la substitution d'une société duale à une société en processus d'intégration à tous les niveaux, autant économique que politique, ne nous permet pas d'apprécier à sa juste valeur le particularisme propre aux ensembles socioculturels mentionnés. L'imbrication et l'interdépendance de ces « subsociétés » ne sauraient être niées, encore moins à notre époque, mais ce seul constat semble pourtant vouloir diminuer l'importance relative des bases historiques et culturelles propres à ces deux univers. Deuxièmement, la nouveauté, selon Rosa Maria Alfaro (1994), réside au niveau de la coexistence de ces différentes logiques culturelles au sein, non seulement des mêmes espaces collectifs, mais aussi à l'intérieur des personnes. Si le fait d'être des personnes hybrides, ayant recours à des répertoires variés, permet d'enrichir les interactions, le problème réside plutôt au niveau de l'inégalité des accès : « une culture démocratique est celle qui nous habilite à être distincts, à valoriser ceux qui sont différents et à reconnaître leur différence comme légitime » (García Canclini, 1999, p. 59). À ce sujet, les exemples sont nombreux et les limites de la modernité sont tangibles. L'un d'eux n'est-t-il pas celui de régimes de représentation démocratique déficients en termes de cohésion sociale et de culture politique, rendant les sociétés ingouvernables ? Partout, les fossés se multiplient : entre divertissement et information, entre connectivité et actualisation de l'information, entre usages des circuits virtuels et participation à ces réseaux. La modernité demeure alors un masque, un simulacre soigneusement entretenu par l'élite et les appareils d'État (García Canclini, 1992, p. 7). Des contradictions qui posent, en Amérique latine, la question de modernisme sans modernisation.

4.4.2 Nouveaux contextes, nouvelles identités

Le processus de modernisation accéléré qu'a expérimenté la campagne péruvienne au cours des dernières décennies n'est pas étranger au développement de nouveaux modes d'interaction et de communication. La démocratisation et la mondialisation s'insèrent d'ailleurs dans un processus général d'intégration de la société rurale à la collectivité nationale et mondiale. Ces changements ont forcément entraîné des grands déplacements individuels, familiaux ou collectifs et, par conséquent, la reconfiguration des espaces de vie.⁵² Ces migrations ont eu pour effet de générer des interactions entre différentes cultures, se soldant par le mélange et l'échange d'usages et de coutumes, d'artéfacts, de préférences et de goûts, de comportements et d'attitudes, d'imaginaires et de valeurs qui créent, chez les migrants, de riches aller et retours culturels (Diez, 1999). Dans un tel contexte de globalisation, la ville devient alors un plus grand objet d'intérêt : la ville en tant que noyau de la modernité. Cette ville ouverte aux invasions, lieu d'empiétement socioculturel et de superpositions entre le rural et l'urbain, qui rend insuffisante et insatisfaisante cette définition de l'urbain par opposition au rural.^{53 54} L'éventualité de la présence de discours hybrides au Pérou nous permet donc d'effacer la prétention à des ensembles discursifs marqués par l'appartenance géographique.

⁵² À ce sujet, voir le célèbre travail de José Matos Mar, 2004, *Desborde popular y crisis del Estado: veinte años despues*. Lima : Fondo Editorial del Congreso de la Nación, 227 p. Ce livre met en évidence la difficile co-existence de deux mondes, une *criolla*, officiel, centralisé à Lima et l'autre, andin, informel, centralisé en provinces. Deux mondes qui se rencontrent par les déplacements migratoires du XX^{ème} siècle.

⁵³ Les multiculturalismes engendrés par les grands flux migratoires ont fait en sorte de créer plusieurs villes au sein des mégapoles: des multiculturalismes qui ne sauraient s'expliquer aujourd'hui uniquement en termes multi-ethniques (García Canclini, 1999, p. 80). Accepter l'hybridité des discours sur les objets sociaux, cela implique aussi l'inclusion des discours « déterritorialisés » produits par des individus qui ont dû migrer ou désiraient migrer vers de nouveaux horizons (urbains ou vers d'autres pays). Ce faisant, ils ont modifié leur manière d'appartenir, de s'identifier et d'affronter l'oppression et l'adversité (García Canclini, 1992, p. 119).

⁵⁴ Comme le souligne Revesz (1995, p. 310), les vecteurs de la modernisation et de survie ne sont pas uniquement tracés par des allées et venues de manière temporaire ou permanente, mais ceux-ci reposent davantage sur les réseaux complexes qui font en sorte que non seulement la campagne se retrouve en ville, mais que la ville aussi se déplace vers la campagne. » (Revesz, 1995, p. 303)

Les processus d'émancipation, de rénovation, de démocratisation et d'expansion, qui caractérisent la modernité, ne sont toutefois pas des processus linéaires ou uniformes. En fait, il s'agit là d'une des contradictions de début de siècle : cette sensation de vivre dans plusieurs siècles à la fois (García Canclini, 1999, p. 32). Une idée similaire de « temps mixtes » est utilisée par le Bolivien Fernando Calderón (1987) lorsqu'il se réfère aux intersections de différents temps dans une seule et même réalité, ce qu'illustre bien le concept d'hybridation. À ce sujet, il signale que « nous vivons dans des temps culturellement tronqués et mixtes de prémodernité, de modernité et de postmodernité [...] des temps qui, en plus d'être tronqués et mixtes, sont subordonnés » (Calderón, 1987, p. 4). Bhabha fait référence à Frantz Fanon (2002), lorsqu'il mentionne que « c'est à partir de cette instabilité de la signification culturelle que la culture nationale arrive à s'articuler comme une dialectique de temporalités variées (moderne, coloniale, postcoloniale, "native") » (Bhabha, 2002, p. 189). L'apport d'une conceptualisation qui associe ces déséquilibres et inégalités aux hybridations, voilà une manière intéressante de repenser les relations de pouvoir et les modes de représentation sociale.

En même temps qu'ils ont provoqué de profonds changements internes et externes, ces mouvements ont entraîné des replis identitaires face aux systèmes ; des replis qui ont alimenté les processus d'affirmation culturelle et de redéfinitions identitaires. Ces nouveaux espaces font en sorte que les modèles identitaires se complexifient : en même temps que les valeurs locales s'accroissent, les individus veulent partager des valeurs globales (Sonntag et Arenas, 2004, p. 81).⁵⁵ En ce sens, les cultures hybrides, bien qu'elles se fondent sur le processus de globalisation, ne prônent pas la globalisation comme processus unidirectionnel. C'est là précisément que réside la proximité entre globalisation et hybridation : l'hybridation comme chemin d'approche de la diversité :

L'hybridation ne se postule pas comme notion d'*omnipréhension*, holiste, des phénomènes qui ont lieu, mais comme outil qui permette de s'approcher, de manière

⁵⁵ L'anthropologue mexicain Miguel Bartolomé discute du caractère imaginé, construit et fluctuant des identités qui sont en réalité « des formes culturelles telles que les idéations qui les reflètent, se transforment avec le temps » Bartolomé (1997, p. 191-195). Parler de la diversité ne devrait donc pas nous renvoyer à des identités essentialistes devant être préservées à tous prix, sinon à une vigilance d'espaces sociaux différenciés.

plus consistante, des processus d'interconnexions et des images kaléidoscopiques qui nourrissent ces phénomènes. (Sonntag et Arenas, 2004, p. 78)

Il est intéressant de noter qu'il n'y a pas si longtemps, les manifestations hybrides étaient conçues comme des produits de la soumission. Cela n'est pas sans rappeler les propos tenus dans la section antérieure, sur l'intégration de la narrative officielle et la relation avec la culture dominante. Une rotation de la perspective peut nous aider à repenser l'hétérogénéité socioculturelle. La redéfinition de l'hybridité nous amène donc à penser « des chemins par lesquels les formes et les pratiques séparées se recombinent pour former de nouvelles formes et de nouvelles pratiques. » (Rowe et Schelling, 1991, cités dans Sonntag et Arenas, 2004, p. 79) L'hybridation, forme de syncrétisme interculturel, vient donc souligner le rôle non seulement du contexte (modernisation, mondialisation, urbanisation), mais des acteurs qui confèrent ainsi de nouveaux caractères aux espaces publics et aux pratiques politiques.⁵⁶ En revanche, le postulat de l'hybridation n'élimine pas les relations de pouvoir qui sous-tendent l'hégémonie du discours dominant. Il prétend plutôt examiner les chemins par lesquels cette hégémonie se reproduit et se reconfigure dans ces mêmes processus d'hybridation (Sonntag et Arenas, 2004, p. 82). C'est aussi au sein de la complexité de ce mélange global et local que réussissent à s'élaborer des discours reconfigurés, détournés, réinventés, réappropriés; des discours qui transgressent la « compartimentation » rural/urbain.

4.4.3 Art de dire, acte de faire : la parole comme acte⁵⁷

Quand Michel de Certeau parle d'appropriation, il se réfère aux usages que font les lecteurs (dans son sens large) de leurs lectures. Pour l'auteur, ces usages à « contre-courant » sont des tactiques de résistance des *microlibertés* symboliques, des coups dans le champ de

⁵⁶ Voir à ce sujet : Nederveen. 1995. « Globalization as Hybridization ». In *Global Modernities*. sous la dir. M. Featherstone *et al.*. p. 45-68. Thousand Oaks (Calif.): Sage Publications : Nederveen. 2004. *Globalization and Culture*. *Global mélange*. Oxford : Rowman & Littlefield Publishers. 149 p.

⁵⁷ En référence au concept d'acte de langage cher à John Austin. Voir : John Austin. 1970. *Quand dire c'est faire*. Paris : Éditions du Seuil. 202 p.

l'ordre établi, perpétrés en toute légitimité. Les travaux menés par cet auteur pourraient d'ailleurs s'appliquer à notre objet d'étude, en poussant notre réflexion sur la manière dont les individus s'approprient le terme « politique », non seulement dans la définition du concept, mais aussi son usage quotidien. Et si le discours était en soi un acte d'appropriation ? Le postulat d'une hybridation des discours pourrait alors nous servir de matrice sur laquelle pourrait se développer ces discours refaçonnés, réappropriés.

À ce sujet, de Certeau pose le dilemme de la langue et du discours, de la créativité de la parole versus le système saussurien de la langue. L'idée fondamentale de Saussure repose sur l'affirmation que le langage est un système relativement clos de signes s'organisant en système ; un système dans lequel ces signes n'ont pas de valeur autre que les rapports qu'ils entretiennent dans et par le système. Prendre en compte les conditions dans lesquelles le discours est produit peut nous amener sur la piste de cette créativité discursive. Car si elles sont linguistiques, les contraintes discursives sont tout autant sociales ; elles font alors référence à ce qui peut et doit être dit (Haroche, Henry et Pêcheux, 1971). En mobilisant des contextes d'énonciation, les signes devenus signifiés orchestrent une panoplie de voies, de points de vue et de perspectives (Desti, 2007). La liberté dans le discours peut donc émerger dans l'invention de nouvelles formes de parler dont le sujet est l'auteur, en accord avec les règles préexistantes de la langue, et où les combinaisons sont relativement illimitées. On peut donc dire qu'il s'agit d'une « création systémique » ou la réalisation d'une possibilité latente du système. Sans aller beaucoup plus loin sur cette voie, nous pouvons tout de même questionner cette liberté du discours : jusqu'à quel point nos répondants sont-ils libres de définir le terme « politique » ? D'une part, nous prenons connaissance que le discours, malgré ses multiples possibilités, demeure somme toute restreint par la matière de la langue. D'autre part, le changement demeure, pour Saussure, « extérieur au système » parce que les sujets en sont peu conscients : il ne s'agit pas nécessairement de changements intentionnels. À vrai dire, pour Eugenio Coseriu (1973), les changements n'existent pas pour l'individu parlant qui se trouve « synchronisé » avec sa langue. Il se trouve en mouvement avec elle : « la continuité de la langue coïncide avec sa propre continuité en tant que sujet historique ». L'absence de conscience des « coups perpétrés » restreint-elle alors la liberté du dire ou, du moins, le contrôle lucide de ces derniers ? Dans cet ordre d'idées, de Certeau amène le thème

de l'« autorité » sous-estimée de la communication orale dans la lecture des messages.⁵⁸ Le développement de la logique fordiste — celle-là même qui isole les producteurs de leur production — a amené les individus à supposer qu'il n'existe pas de créativité chez les consommateurs. Un aveuglement d'autant plus entretenu par le système qu'il a rangé l'initiative chez les « auteurs » moins que chez les lecteurs-récepteurs : « Même l'analyse de la répression exercée par les dispositifs de ce système d'encadrement disciplinaire postule encore un public passif, “informé”, traité, marqué et sans rôle historique » (de Certeau, 1990, p. 242). Cela n'est pas sans rappeler certaines théories fonctionnalistes de la communication. L'assimilation de la lecture à un acte passif doit être remise en cause, car en dépit du fait que lire, c'est avant tout « pérégriner dans un système imposé », cela implique aussi de prêter d'autres intentions au texte, productions propres au lecteur (de Certeau, 1990, p. 245). Ces promenades ou errances, dérives ou détours, dans les champs imposés reviennent à convoquer la liberté, cet écart entre le système normatif et la créativité du langage. Giddens (1987) parlerait ici de « conscience discursive », qui relève de la compétence actée pas les individus; cette conscience se rapporte aux formulations verbales de la rationalisation de l'action (au titre de « raisons »). Selon l'auteur (1987, cité dans Alcouffe, s.d.) :

Les schèmes d'interprétation sont les modes de représentation et de classification qui sont inhérents aux réservoirs de connaissance des acteurs et que ceux-ci utilisent de façon réflexive dans leurs communications. Ces réservoirs de connaissance dont se servent les acteurs dans la production et la reproduction de l'interaction sont aussi ceux qui leur permettent de rendre compte de leurs actions et d'en donner les raisons.

La liberté de dire (de définir) pourrait donc reposer sur une restriction, non seulement sur le « quoi dire », mais sur le « comment dire », liés tous deux au discours hégémonique dont nous avons discuté plus tôt. En mentionnant les rapports de force sous-jacents, de Certeau nous amène à réfléchir sur la fonction instrumentale du texte qui produit ses « véritables » interprètes. Il faut prendre en compte l'institution sociale qui surdétermine la relation entre la

⁵⁸ Selon de Certeau (1990, p. 253-254) :

Lire sans prononcer à haute ou à mi-voix, c'est une expérience « moderne ». inconnue pendant des millénaires. Autrellois, le lecteur intériorisait le texte: il faisait de sa voix le corps de l'autre: il en était l'acteur. Aujourd'hui, le texte n'impose plus son rythme au sujet, il ne se manifeste plus par la voix du lecteur. Ce retrait du corps, donc de son autonomie, est une mise à distance du texte.

productivité du lecteur et le texte. Dans notre cas précis, nous pourrions penser que les répondants étaient libres de répondre à nos questions, ce que nous percevons dans le type de commentaires enregistrés, la plupart étant des critiques articulées à l'égard du système politique, du gouvernement et des représentants politiques. Le fait que la majorité des réponses soient liée précisément à la machine gouvernementale et aux élus nous démontre le lien fait entre la politique et le gouvernement. Peu de répondants ont fait référence à un sens plus large accordé à la politique. Cette association spontanée peut nous mener à croire qu'une relation consensuelle existe au sujet de la politique : non seulement la majorité des réponses font état d'une critique face à la politique, mais cette politique est d'autant plus comprise presque uniquement en termes institutionnels (gouvernement, élections, politiciens). Cette incontestable et incontrôlable pluralité du texte peut devenir une arme culturelle d'affirmation identitaire que le système s'empresse de restreindre par des lois et des normes qui rendent légitimes certaines interprétations autorisées au détriment des autres.

Analyser les discours sur la politique à la lumière des écrits de Michel de Certeau nous amène à prendre conscience à la fois de la liberté possible du lecteur et, paradoxalement, de ses limites en termes systémiques : il se retrouve à déambuler à l'intérieur d'un système dont il n'est généralement pas le créateur, mais auquel il peut participer. Dans le cas que nous étudions, il est difficile de bien cerner ces voyages du lecteur, exprimés dans le discours. Ce que nous constatons, ce n'est pas tant une définition consensuelle en termes de contenu, sinon une « direction ». Cette orientation pourrait bien constituer une preuve de la présence de cette institution sociale surdéterminante. Les discours « critiquants » (et moins critiques) sur la politique collent pourtant à la réalité nationale. Nous pourrions penser que ces dires ne répondent pas aux « attentes » de la culture dominante puisqu'ils la condamnent. Mais, tout de même, cette critique « superficielle » ne remet pas significativement en cause le système. Cela dit, le système est jugé adéquat, mais selon une vision temporaire de dysfonction. En substance, ces discours continuent de se conformer aux sens littéraux proposés : la politique est définie en termes institutionnels, systématiques, normatifs et beaucoup moins en termes de force sociale, d'espace de participation ou de lieu d'appropriation. Si cette définition (et perception) plus large existe, elle n'est toutefois pas apparente dans les discours. Malgré ces absences, des définitions plus politisées continuent d'exister silencieusement, moins dans le

« dire » que dans le faire. Nous n'avons qu'à penser aux multiples formes de politisation quotidienne au Pérou (par exemple : les *clubes de madres*, les comités *Vaso de leche*⁵⁹, les *juntas vecinales*, comité de voisinage⁶⁰, les « comités de sécurité citoyenne »⁶¹, les brigades scolaires, les assemblées communales, etc.) pour prendre connaissance du fait que l'absence de définitions diversifiées au sujet de la politique n'équivaut pas à une absence de compromis politique au sein de la société.

4.4.4 Pouvoir et appropriation politique

Les exemples d'appropriation sont nombreux. Nous avons sélectionné ici trois pratiques différentes. La première est « a-institutionnelle », c'est-à-dire non entérinée dans les principes constitutionnels, mais largement pratiquée — en aval et en amont — par les représentants et la population, soit le clientélisme. La seconde est « contra-institutionnelle », c'est-à-dire prévue par les institutions par l'intermédiaire des mécanismes de participation citoyenne, mais non « désirée », soit la révocation des autorités en place. La troisième est « para-institutionnelle », c'est-à-dire une forme de politique parallèle à celle des autorités formelles et élues, soit les *rondas campesinas* (patrouilles paysannes).⁶²

⁵⁹ Voir à ce sujet: Nena Delpino. 1991. « Las organizaciones femininas por la alimentación: un menú sazonado ». In *La otra cara de la luna. Nuevos actores sociales en el Perú*, sous la dir. de L. Pásara et al., p. 29-72. Buenos Aires: CEDYS.

⁶⁰ Voir: María del Carmen Piazza. 1999. « Prácticas ciudadanas en espacios urbanos del Perú ». In *Repensando la política en el Perú*, sous la dir. de E. Bardales et al., p. 59-81. Lima: Red para el desarrollo de las Ciencias sociales en el Perú.

⁶¹ Voir: Tito Barreda. 2002. « Reestructuración sin maquillaje ». *El Peruano* (Pérou), 12 février. En ligne: <<http://www.editoraperu.com.pe/edc/02/02/12/inf.htm>>. Consulté le 24 mai 2008; Mario Chuquimango Vargas. 2003. « La seguridad ciudadana desde la participación ciudadana ». *La Industria* (Pérou), 28 janvier.

⁶² Pour prendre connaissance de d'autres formes d'appropriation politique, voir : Juan Ansión, Alejandro Diez et Luis Mujica (éds.), 2000. *Autoridad en espacios locales. Una mirada desde la sociología*. Lima: PUCP, 366 p.

Le clientélisme⁶³ comme forme d'appropriation nous apparaît intéressante lorsqu'elle est étudiée à partir des récepteurs : et si clientélisme était une forme d'appropriation politique par les citoyens ? La brève référence que nous voulons faire à cette pratique pourrait nous aider à mieux comprendre les définitions différenciées de la politique. Plusieurs stéréotypes sont à déconstruire au sujet du clientélisme et demandent de s'adapter aux composantes politiques présentes dans la vie quotidienne en Amérique latine. Premièrement, le clientélisme « ne doit pas être expliqué selon les seuls termes de la culture ou du système social au sein duquel il se déploie » (Vidal, 1993).⁶⁴ Deuxièmement, à l'inverse, le clientélisme ne doit pas être considéré comme le témoignage d'une sous-culture spécifique. Ce phénomène social n'est pas exclusif aux sociétés dites traditionnelles, souvent associées à tort, à un retard ou à une dysfonction. Troisièmement, la présence d'une politique clientéliste n'engendre pas nécessairement de l'instabilité (par exemple, la fragmentation partisane). En fait, il faut déconstruire le mythe associé au clientélisme comme phénomène de domination et de manipulation des masses ; phénomène qui implique, selon plusieurs auteurs, la passivité ou le contrôle des récepteurs. Des politologues tels que Raul Madrid (2003) expliquent d'ailleurs que le recours au clientélisme au sein de communautés vulnérables et marginalisées se produit parce que le vote des pauvres est plus facile à acheter que celui des mieux nantis (Huntington, 1968 ; Scott, 1968 ; Wilson, 1973, cités dans Madrid, 2003, p. 9). Ce type d'argument disqualifie le raisonnement d'un pan de la population qui penserait la politique en termes pratiques et dépolitisés plutôt qu'en termes « partisans » ou idéologiques.⁶⁵

⁶³ Par clientélisme, nous nous référons au réseau d'interactions d'échange de biens et de services s'établissant entre personnes de pouvoir inégaux (relation patrons-clients), qui occupent des espaces marginalisés dans les structures légales du pays. Il s'agit d'une relation de confiance asymétrique, fortement personnalisée et non contractuelle, qui suppose une variété de prestations et contre-prestations (Vidal, 1993, cité dans Diez, 1999).

⁶⁴ L'article de Denis Vidal est très intéressant, car il permet de renverser la perspective sur le phénomène de clientélisme. À travers des exemples de relations ritualisées, l'auteur tente de cerner la matrice de la confiance placée dans les interactions qui caractérisent le clientélisme, au-delà des stéréotypes habituellement associés aux notions de patronage et de clientélisme qui ont pu fausser le travail d'interprétation de ce phénomène historique et contemporain. Voir : Denis Vidal, 1993. « Le prix de la confiance. Les renaissances du clientélisme ». *Terrain* (Paris), no 21 (octobre). En ligne : <<http://terrain.revues.org/document3068.html>>. Consulté le 24 mai 2008.

⁶⁵ En référence au concept d'*utility* formulé par Anthony Downs. Voir: Anthony Downs, 1957. *An Economic Theory of Democracy*. New York: Harper and Brothers. 310 p.

Avant de questionner la validité même d'une telle rationalité, il faudrait se pencher sur l'importance relative de la politique « officielle » chez certains groupes sociaux, partisans de réalités périphériques. Pour rappeler Zenon de Paz (2002, p. 2), la rationalité réside dans la conduite la plus appropriée au contexte, dépendamment des objectifs poursuivis. Et si accepter des biens ou services en échange d'un vote n'était pas perçu moralement mauvais pour des individus ne s'identifiant pas au système politique, car peu représentés par celui-ci ? Tel que nous l'avons avancé plus tôt, la rationalité de ces populations pourrait alors reposer sur une conception distincte, influencée par une tradition externe à la « manière de faire » ou de penser la politique en vigueur dans d'autres milieux socioculturels au sein d'un même territoire national. Le clientélisme pourrait alors devenir une forme d'appropriation de la politique, les citoyens acceptant les biens et services en échange d'un vote qui ne leur est pas d'une grande importance, somme toute. Parler du clientélisme en terme d'appropriation renverse la logique de « nécessité » : ce n'est pas uniquement parce que les citoyens ont besoin de ces biens et services qu'ils « offrent » leur vote, ils offrent leur vote parce qu'ils n'en ont pas besoin pour répondre à leurs nécessités. Car, une fois l'élection passée, plusieurs individus se retrouvent au même point, c'est-à-dire sans réelle assistance de l'État. Le clientélisme mène alors à une forme de subversion des systèmes sociaux ou culturels existants (Vidal, 1993, <<http://terrain.revues.org/document3068.html>>).

La deuxième proposition est celle concernant la pratique de révocation, que nous nommons « contra-institutionnelle ». Garantie par la Constitution politique du Pérou (1994) comme droit de participation citoyenne (Loi des Droits de participation et de contrôle citoyen), le chapitre III mentionne les droits de vigilance citoyenne suivants : (1) la révocation des autorités (*revocación*) ; (2) le changement des autorités (*remoción*) ; (3) la demande de remise de comptes (*rendición*). Pour plusieurs, la révocation est une possibilité d'exercer le pouvoir citoyen, en usant du droit de remplacer les autorités désignées par le gouvernement central ou régional (JNE. <<http://www.onpe.gob.pe/eduelec/educacionelectoral/pag4.html>>). Par conséquent, cet acte contribuerait à la prise de pouvoir (*empowerment*) de la société civile et établit un équilibre entre le pouvoir citoyen et les autorités. Ce droit ne fait pas l'unanimité. Alberto Vergara (2007) mentionne le caractère contre-démocratique de ce droit :

Lorsque la Loi de participation citoyenne permet la révocation de maires ou le changement brusque d'autorités, nous ne sommes pas en train de "compléter" la démocratie représentative, nous sommes en train de la nier puisque le citoyen, directement, sans médiation de représentants, ni d'élections, met fin au mandat que le représentant avait obtenu par les urnes (Vergara, 2007, p. 38).

Pour l'auteur, cette forme de participation de la société civile a été adoptée dans un cadre légal national sans prendre en compte le possible — et paradoxal — affaiblissement du régime représentatif démocratique.⁶⁶ À ce sujet, Daniel Pécaut (2001) mentionne qu'avec la modernité politique, le « droit à avoir des droits » est venu s'ériger en principe fondamental, en dépit des limitations de son application. Bien qu'elle puisse sembler contre-démocratique, l'épée de Damoclès de la révocation peut aussi impliquer davantage le citoyen dans la vie politique le concernant, et non seulement en temps d'élections. Là où le problème se pose, c'est surtout au niveau de la culture politique, allant avec ce type de responsabilisation citoyenne, autant en amont (chez les autorités qui promulguent ces lois) qu'en aval (ceux qui utilisent ces lois).⁶⁷ Malgré le recours à ces droits, à partir des entrevues recueillies, il semble qu'une culture politique autour des thèmes de responsabilité et de vigilance citoyenne tarde à s'incruster dans les discours sur la politique.

⁶⁶ Présentement en débat, ce droit pourrait limiter son action à révoquer à partir de la deuxième année de gouvernance : proposition qui contrevient certes à la Loi 26300. La révocation entre la deuxième et quatrième année de mandat permettrait de laisser un moment aux autorités de démontrer leurs compétences, leur capacité de gestion ainsi que leur conduite éthique démocratique (Miró Quesada Rada, 2008).

⁶⁷ Le cas de la déclaration publique du Premier ministre péruvien est un bon exemple de pratiques « en amont ». Sa requête visait une remise des révolutions après 2009. Cette demande s'est articulée en raison du fait que d'ici 2009, une série de sommets internationaux importants allaient se réaliser au Pérou et qu'il fallait envoyer de messages positifs à l'extérieur (Miró Quesada Rada, 2008). Il y a lieu de se questionner sur l'interruption des processus démocratiques pour des raisons de « bonne image ».

Le troisième exemple d'appropriation politique est le cas « para-institutionnel » des « patrouilles paysannes » (*rondas campesinas*).⁶⁸ Apparues à la fin des années 1970, les *rondas* sont une organisation d'autodéfense ancrée dans les zones rurales de la *sierra* du Nord du Pérou. À l'origine, les *rondas* avaient été créées afin d'affronter un problème concret qui affectait plusieurs communautés, soit le vol de bétails, pour enfin étendre son champ d'action à d'autres sphères de la vie en communauté. En plus de re-dynamiser le mouvement paysan, celles-ci ont contribué à la politisation du paysan. Ce qui différencie les *rondas* des autres formes d'organisations sociales ou autorités en place c'est d'abord son autonomie et ses actions concrètes, sans intermédiaire. De gardienne de bétails, la *ronda* est devenue administratrice socialement « légitimée » de la justice et de l'ordre dans les communautés (Huamaní, Moscoso et Urteaga, 1988, p. 70).

Bien que les patrouilles s'organisent sous l'égide de l'État péruvien depuis 1986⁶⁹, leurs pratiques obéissent souvent à d'autres modalités extra-institutionnelles qui émanent en assemblée communale (Huamaní, Moscoso et Urteaga, 1988, p. 74 ; p. 141). En fait, les *rondas* se sont imposées en remplissant le vide laissé par l'inefficacité de l'État, la corruption des autorités locales et la méfiance envers les autorités formelles (Zarzar, 1991, p. 141). Face à l'incapacité de l'État à rendre effective ses normes et lois, d'autres acteurs ont démontré leur habileté et leur légitimité à définir d'autres règles du jeu. La dissémination du contrôle social, ce pouvoir « sous-terrain », mine l'hégémonie de l'État. Les relations qu'entretiennent les patrouilles paysannes et les autorités formelles se fondent alors davantage sur une reconnaissance mutuelle des juridictions et type de justice (Zarzar, 1991, p. 141). À un niveau extrême, cela peut entraîner ce que O'Donnell (1993) nomme « l'évaporation territoriale de la dimension publique de l'État », où des « pouvoirs locaux établissent des circuits de pouvoir

⁶⁸ Pour plus d'informations sur l'organisation *rondera*, voir les textes suivants : Segundo Vargas T. et Luis Montoya C., 1993. « Crisis, poder y rondas campesinas ». *Alma Máter*. Vol. 4 (avril), p. 71-78 ; Giselle Huamaní, Martín Moscoso et Patricia Urteaga, 1988. « Rondas campesinas de Cajamarca : La construcción de una alternativa ». *Debate Agrario*, no 3, p. 63-86 ; Orin Starn, 1991. *Con flaqueos todo barro. Reflexiones sobre Rondas campesinas, protesta rural y nuevos movimientos sociales*. Coll. « Mínima » no 24. Lima: IEP, 75 p. ; Alonzo Zarzar, 1991. « La rondas campesinas de Cajamarca: De autodefensa al ¿autogobierno? ». In *La otra cara de la luna. Nuevos actores sociales en el Perú*, sous la dir. de L. Pábara et al., p. 104-152. Buenos Aires: CEDYS.

⁶⁹ Les *rondas* ont été officiellement reconnues par l'État en 1986, elles ont fait l'objet d'une loi en 2003 (Loi des *Rondas Campesinas*) et font partie du système national de sécurité citoyenne.

selon des règles souvent incompatibles ou antagoniques – avec les lois qui devraient réguler territoire national. » (O'Donnell, 1993, p. 71) En effet, le type de justice proposé par le mouvement *rondero* peut toutefois entrer en confrontation avec le modèle étatique; leur conception de la justice étant concrète, ponctuelle, parfois « brutale » et confrontante, loin des détours bureaucratiques. Bref, la présence des *rondas* peut être considérée comme une forme d'appropriation de la politique par l'organisation d'une alternative au pouvoir central ; une initiative née en marge, où le pouvoir est réinterprété en fonction du contexte socioculturel.

4.4.5 L'hybridité et les médias

Le lien entre culture hybride et médias de communication se fait aisément, car ce sont les médias qui, en grande partie, contribuent à synchroniser les vocations locales et globales pour donner un sens au « vivre ensemble ». Les médias se compromettent dans la tâche de décrire et narrer la réalité, d'en faire un tout significatif. Ils deviennent alors des nouveaux moyens de socialisation qui relient les communautés d'intérêts (García Canclini, 1996, p. 3) et les rendent intelligibles par une hybridation des discours. Cette coexistence non régulée génère une inégalité d'accès à ces biens et services culturels et communicationnels. Les médias, s'ils viennent brouiller les images traditionnelles du territoire et souligner les inégalités modernes, contribuent aussi à reconfigurer les espaces de vie en donnant un nouveau rôle au sujet-citoyen. La multiplication des espaces de communication (surtout urbains) permettent au citoyen de participer et de s'exprimer « sur ce qui se passe » (García Canclini, 1997, p. 91). Toutefois, la presse écrite offre davantage d'éléments informatifs que de points à partir desquels réfléchir et élaborer la condition de citoyen (García Canclini, 1996, p. 7). Au Pérou, la multiplication et quasi omniprésence de journaux « chicha » ou « presse jaune » à caractère sensationnaliste ou anecdotique en est un bon exemple. L'importance de ces flux communicationnels (surtout en ville) et leur consommation par nos répondants peut venir expliquer les aspects négatifs véhiculés à propos de la politique, tel que recueillis dans nos analyses.

4.5 Clivage organisateur de la politique au Pérou

Certains politicologues s'entendent pour dire qu'au Pérou, les comportements politiques et électoraux ne se différencient pas tant en termes géographiques urbain/rural, mais plutôt en termes de sud *versus* « reste du pays ». Cette différenciation est cruciale et dénote la présence d'un critère d'ascendance autochtone, lié à l'influence de l'histoire dans l'organisation de la pensée politique. Il reste à savoir comment l'apport ethnique, historiquement très fort au Sud, a réussi à organiser la pensée politique ; pensée qui en plus d'orienter les discours sur la politique, détermine aussi les comportements électoraux. Cela nous pousse à réfléchir sur les différences entre préférences électorales, vote et discours à propos de la politique. En fait, il n'est pas certain qu'il y ait une parfaite coïncidence entre pensée (représentation sociale de la politique) et pratique (vote), mais les mêmes variables peuvent venir influencer ces deux « moments ». Dans tous les cas, ces changements autant mentaux, sociétaux que normatifs passent inévitablement par les entités de gouvernances nationale et locale, rendant difficile la désaffiliation du concept de politique avec les institutions officielles.. Le problème réside dans le fait que c'est au sein de ce même État que réside la plus grande méconnaissance de la complexité culturelle, sociale et économique du pays. L'État ayant négligé la création d'une relation dialogique au profit d'une seule attitude ouverte et compréhensive, surtout paternaliste, « assistencialiste » et verticale (Iizarbe, 2002, p. 88-89).

4.5.1 Vote individuel, vote collectif

Des travaux existants au sujet des comportements politiques au Pérou, très peu focalisent sur la participation électorale des résidents des zones rurales. Il est toutefois intéressant de souligner qu'en milieu rural, les taux de votes en blanc ou nuls ont tendance à être beaucoup

plus élevés que la moyenne nationale (Monge, 1995).⁷⁰ Selon le chercheur péruvien Carlos Monge, ce désengagement et désintérêt plus marqués au niveau rural pourraient s'expliquer, entre autres, par (1) la présence de communautés paysannes comme alternative au gouvernement local, (2) une compréhension culturellement distincte de la représentation et du gouvernement en milieu local et (3) l'inefficacité et l'absence de légitimité des gouvernements locaux ruraux (Monge, 1995, p. 330-347). Les hypothèses de l'auteur nous semblent intéressantes dans la mesure où elles mettent en relief ces autres manières de penser la politique. L'abstentionnisme électoral et surtout le vote en blanc pourraient être, en quelque sorte, un phénomène d'aliénation culturelle de la population rurale face au processus électoral formel, ou encore, la présence de communautés paysannes pourrait offrir des alternatives plus appropriées de gouvernance locale. Toutefois, les informations dans la littérature renforcent plutôt l'hypothèse d'une intégration au système politique (Monge, 1995, p. 333-334 ; 347). L'idée que la présence de formes propres de gouvernance locale, plus près des valeurs paysannes et rurales, est temporairement évacuée. Ce qu'il faudrait expliquer, c'est comment l'appartenance à la communauté paysanne — avec tout ce qu'elle implique en termes de traditions, de formes et de concepts propres — stimule ou non la participation aux processus électoraux nationaux. Nous pourrions avancer que la communauté est un type de canal d'intégration qui pourrait alimenter un moins grand abstentionnisme ou votation en blanc, mais encore là, est-ce la communauté qui prend la décision pour les *comuneros* ? Sommes-nous en face d'un vote « communal » ou « individuel » ? (Monge, 1995, p. 346). Face à l'hypothèse d'un vote discipliné, nous avons la présence d'une rationalité « mutante », fluctuante, individuelle, concrète qui s'organise en raison du climat d'incertitude, de peur et de mécontentement populaire (Alfaro, extrait d'entrevue personnelle, 10 novembre 2007). Les deux positions sont défendables, mais il semble que l'hypothèse d'un vote qui colle davantage à la réalité économique concrète semble plus évidente, ce qui pourrait expliquer, du moins en partie, le lien étroit entre mécontentement populaire, pauvreté et préférence électorale enregistré lors de nos entretiens personnels et des terrains.

⁷⁰ Il est difficile de dire si les votes nuls sont annulés délibérément par les électeurs ou s'ils sont annulés, car ils ne respectent pas la procédure en place. Avec le vote en blanc, l'annulation du vote est plus claire. C'est l'électeur qui annule son vote en ne choisissant aucun des candidats listés.

4.5.2 Cartes d'allégeance et définition de la politique

Il semble que le vote au Pérou repose fondamentalement sur une intégration au système politique, intégration qui se reflète concrètement par un mécontentement face à l'inégalité d'accès aux ressources de l'État. Un survol rapide des cartes d'allégeance électorale pour la dernière élection générale de 2006 nous indique cette corrélation entre pauvreté et vote. Toutefois, Max Cameron (2006) dément cette hypothèse en soulignant que, s'il y a coïncidence entre la distribution de pauvreté et le vote au candidat Ollanta Humala, celle-ci demeure plutôt faible. Le phénomène de pauvreté ne peut pas être séparé de celui de la marginalisation, dont les racines sont souvent ethniques, même si ce facteur à lui seul ne saurait expliquer toutes les rationalités sous-jacentes à la pensée politique. Pour démontrer cela, Humala a surpassé les 50 % de votes dans plusieurs régions du Sur andin qui ont été historiquement marginalisées par l'État. Il s'agit avant tout du vote de secteurs mécontents du système politique, et qui ne sont pas encore intégrés « adéquatement » au système politique, économique et social. Le vote des exclus. À ces phénomènes de pauvreté, d'exclusion et de violence, la dichotomie rural/urbaine n'est pas étrangère, mais selon Max Cameron (2006), les cartes d'allégeances doivent être comprises en termes Nord/Sud. Ceci est renforcé par l'étude de Carrión, Seligson et Zárate (2007, p. 79 ; p. 101) sur la culture politique au Pérou; étude qui affirme que le lieu de résidence du répondant était significativement déterminant comme variable explicative dans l'attitude face au système politique. Selon ces analyses, vivre dans la *sierra* sud, en opposition au reste du pays, ferait décroître le degré d'appui au système. Toutefois, toujours selon l'étude de Carrión, Seligson et Zárate (2007), aucune corrélation significative n'a pu être décelée entre le lieu de résidence et la préférence électorale. D'après les auteurs, il semble qu'il ne s'agit pas tant de savoir si les électeurs résidaient dans la *sierra* sud (ou même dans n'importe quelle région de la *sierra*), mais bien s'ils partageaient des caractéristiques telles que le lieu de résidence lors de la jeunesse (campagne *versus* village ou ville), la langue maternelle, le sexe, le niveau d'appui au système et la situation économique (Carrión, Seligson et Zárate, 2007, p. 181).

Malgré le fait que nous n'ayons pas focalisé notre étude strictement sur les comportements électoraux, nos données à ce sujet indiquent une distribution assez hétéroclite

au premier tour, qui se réaffirme au deuxième tour où, clairement, les répondants « urbains » s'inclinent pour Alan García et les répondants « ruraux » pour Ollanta Humala (voir tableaux 4.1 et 4.2).

Tableau 4.1
Tableau croisé vote (premier tour) et appartenance territoriale

Pour quel candidat avez-vous voté au premier tour de l'élection présidentielle de 2006?			
Candidats	Urbain	Rural	Total
Alan Garcia	4	5	9
Lourdes Flores	8	3	11
Ollanta Humala	4	2	6
Valentin Paniagua	4	4	8
Martha Chavez	0	1	1
Vote en blanc, vicié ou annulé	0	3	3
Autre parti	0	1	1
Total	20	19	39*

Tableau 4.2
Tableau croisé vote (deuxième tour) et appartenance territoriale

Pour quel candidat avez-vous voté au deuxième tour de l'élection présidentielle de 2006?			
Candidat	Urbain	Rural	Total
Alan Garcia	12	8	20
Ollanta Humala	3	7	10
Vote en blanc, vicié ou annulé	5	4	9
Total	20	19	39

4.5.3 Communautés interprétatives : le « vivre en société » comme conditionnement

La théorie de l'interprétation que propose Stanley Fish peut alimenter notre réflexion au sujet des productions discursives sur la politique. Cette position du lecteur-faiseur revendiquée par Fish ouvre le champ à une conception autre de la politique : « une politique qui n'est plus à penser en termes d'être ou d'action, ni en termes d'identité, mais en termes de devenir, de réappropriations créatrices, de détournements imprévisibles et de piratages enjoués », postulats chers à Michel de Certeau (Fish, 2007, p. 24).

Premièrement, Fish appelle communauté interprétative « cet ensemble d'individus qui ont intériorisé des normes, des attentes, des visées, des méthodes, des réflexes [...] » (p. 20). Pour l'auteur, il s'agit d'un lieu commun ancré, mais non figé dans un espace géographique et qui s'avère être le point d'ancrage de l'interprétation des textes (dans son sens métaphorique) et du partage des significations entre les membres de la communauté. Dans ses essais, Fish s'applique à réfuter la prétention du texte à être l'unique dépositaire de la signification. Il affirme que les pouvoirs créatifs du lecteur sont déplacés dans le pouvoir de la communauté interprétatives : une communauté basée sur des présupposés, des préoccupations, des protocoles et des hiérarchies qui façonnent l'aménagement même des esprits faisant partie de la communauté (Fish, 2007, p. 128). C'est là tout le pouvoir de la communauté interprétative, le fait que ses contraintes soient si intimement intériorisées chez les membres de la communauté.⁷¹ Non seulement intériorisées, mais dont les significations, qu'habilitent les institutions, semblent « naturellement » disponibles aux individus et qui sont nourries par les communautés interprétatives (Fish, 2007, p. 20-24). L'individu doit alors faire un grand effort pour voir qu'elles ne sont que le produit de circonstances (Fish, 2007, p.

⁷¹ En fait, l'auteur cherche à affirmer que nos croyances et savoirs ne sauraient s'ancrer en une fondation objective et universelle (Fish, 2007, p. 15). L'erreur commune, selon l'auteur, est de penser que l'interprétation est une activité qui a besoin de contraintes quand, en fait, l'interprétation *est* en soi une structure de contraintes (Fish, 2007, p. 79). Voir aussi : Stanley Fish, 1995. *Respecter le sens commun. Rhétorique, interprétation et critique en littérature et en droit*. Coll. « La Pensée juridique moderne ». Diegem (Belg.) : E. Story-Scientia ; Paris : Librairie générale de droit et de jurisprudence. 309 p.

34-35).⁷² Toute l'autorité de cette communauté réside justement dans l'existence d'un noyau déterminé de significations qui, de manière normative et publique, permet aux membres de fonctionner. La communauté a besoin d'une base d'accord stable et partagée servant de guide à l'interprétation pour rendre la communication possible (Fish, 2007, p. 47). Paradoxalement, cette compréhension partagée se fonde sur des présupposées et des opinions individuels qui ne sont jamais totalement ceux de l'individu. L'institution à l'intérieur de laquelle les individus parlent, raisonnent, communiquent, lui lègue sa manière de produire du sens, un système d'intelligibilité conventionnelle et communautaire. Ces catégories sont alors rendues disponibles à l'individu, mais la signification demeure, en quelque sorte, la propriété de la communauté (Fish, 2007, p. 51-52).

Cette théorie de l'interprétation peut aisément s'appliquer à notre étude de cas. Ces circonstances intérieures, dont nous parle Fish, nous permettent de comprendre le langage partagé pour déduire de cette compréhension la disponibilité d'un noyau de significations déterminées. La théorie de Fish nous permet de prendre connaissance des répertoires pour organiser le monde et la disponibilité de ces catégories aux individus (ou la disponibilité des individus à ces catégories) (Fish, 2007, p. 41-42). La production d'intelligibilité dont font preuve les répondants dans nos questionnaires et le fait qu'ils arrivent à un certain consensus au sujet d'un objet social comme la politique peut nous amener sur la piste d'une communauté interprétative au Pérou. Une communauté institutionnelle qui propose des catégories de compréhension aux membres. Mais à l'intérieur de quelle communauté interprétative se retrouve notre population ? En raison du consensus qui règne au sein de nos réponses, nous pourrions parler d'une seule communauté interprétative, sans toutefois exclure qu'il en existe d'autres au Pérou. Est-ce que cette communauté pourrait coïncider avec la délimitation territoriale de l'État-nation péruvien ? Selon nos données, à cette interrogation, nous répondons par l'affirmative : il y aurait une certaine coïncidence. Premièrement, s'il est

⁷² Sans cette autorité, l'interprétation ne serait qu'une question d'analyses individuelles et privées qui ne pourraient être ni contestées, ni corrigées. On tombe alors dans un relativisme total qui débilite le vivre en société. En fait, cette position peut être, en quelque sorte, liée à des façons de lutter contre le fondamentalisme et le relativisme. Pour cela, il faut comprendre qu'il existe des compréhensions plus « probables » que d'autres, mais il faut penser ces lectures comme institutionnelles plutôt que transcendantales ou universelles.

vrai que la communauté interprétative coïncide avec l'extension territoriale préviene, sa fonctionnalité porte à réflexion. Elle l'est dans le sens qu'elle permet une communication, un système d'intelligibilité de la réalité, sans favoriser l'intégration de la variété de points de vue. Ce qui rend fonctionnel cette communauté, c'est aussi la croyance en sa fonctionnalité. Ici, nous ne pourrions passer outre la notion de « communauté politique imaginée », développée par Benedict Anderson (2002) qui centre son approche sur la notion d'imaginaire collectif à partir duquel se crée une définition de la nation, soit une communauté de gens qui ne se connaissent pas et qui ne se croiseront jamais, mais qui éprouvent, à des degrés différents, un sentiment d'appartenance à une communauté. Parle-t-on de communauté interprétative ou de communauté imaginée au Pérou ? La forme communicationnelle de Fish et la forme imaginée décrite par Anderson — aussi fondée sur des éléments communicationnels — impliquent toutes deux un processus d'inclusion qui lie les individus par des forces de cohérence affectives. Paradoxalement, elles procèdent aussi à l'exclusion, en sélectionnant des formes de vivre en société et en privilégiant des bases communicationnelles précises, « normalisées » et intériorisées au profit d'autres formes. Parallèlement, la communauté d'interprétation pourrait tout aussi bien se trouver dans la consommation des médias. García Canclini considère que la circulation et la consommation des messages hégémoniques interagissent avec les codes, les perceptions et les habitudes quotidiennes, si bien que « le répertoire de biens et messages offerts conditionne les options des classes populaires ». Dans un contexte de mondialisation, ces classes utilisent et construisent, tel le bricoleur de Michel de Certeau, d'autres systèmes de sens qui ne sont plus, déjà, l'écho automatique de l'offre hégémonique (García Canclini, 1995).⁷³

⁷³ Dans son ouvrage sur les consommateurs et les citoyens. García Canclini suggère qu'en Amérique latine, le désir de communauté réside de moins en moins dans des entités macrosociales, comme la nation ou la classe, et en échange, de plus en plus dans des groupes religieux, des solidarités générationnelles, ou autres entités symboliques, ce qui n'est pas sans rappeler le processus de tribalisation mentionné plus tôt. Il y a donc une plus grande manifestation des communautés interprétatives, des goûts et des pactes de lecture relativement à certains biens qui offrent des identités partagées (García Canclini, 1995).

4.6 Conclusions

Le recours à ces auteurs est nécessaire pour préciser le lien entre discours recueillis lors de cette recherche et discours dominant au sein de la nation. C'est pour mieux comprendre ce lien, qui peut expliquer, dans une certaine mesure, les consensus au sujet de la définition de la politique que ces auteurs sont utiles. Ils permettent d'expliquer ces protocoles intériorisées de la communauté-nation ; contraintes qui s'exercent puissamment, pour ne pas dire tyranniquement, dans l'inconscient individuel et collectif. Elles sont les formes même de la conscience. Elles sont déjà contenues dans la perception. Sans croire à une perte de liberté ni à sa célébration, Fish dirait plutôt que : « prétendre que les lecteurs font les textes, ce n'est pas annoncer le triomphe de la subjectivité ; c'est annoncer la mort de la subjectivité, mais aussi la mort de l'objectivité. » (Fish, 2007, p. 129-130) L'appartenance à une communauté, même si non inclusive, désigne l'appartenant à un même système d'intelligibilité : « un répertoire permettant d'organiser le monde et ses événements » en une notion qu'est l'horizon d'attente chez H. R. Jauss. Sans toutefois s'y attarder, l'horizon d'attente constitue pour Jauss (1978) une sorte de cheminement ou de prédisposition, objectivement formulable, à l'acte de lecture. Comprendre ces dispositions socioculturelles et communicationnelles, c'est pénétrer dans le champ des significations, des rationalités et des façons de faire, de dire et de définir un concept tel que la politique. Même s'il faut prendre conscience de la matrice contraignante sur laquelle repose ces définitions, il s'agit aussi de se dégager des moules usuels qui ont donné origine aux concepts occidentaux de démocratie et de citoyenneté (Planas, 1999, p. 329), et de leur donner un sens ancré dans l'utilisation de la politique dans la vie quotidienne au Pérou.

Il ne faut pas penser non plus que les définitions alternatives de la politique se trouvent uniquement chez les populations rurales, en raison d'antécédents culturels différenciés. Comme nous l'avons bien observé avec le concept d'hybridité, la créativité dans le tressage des discours n'est pas propre aux cultures ancestrales, qui ont su brillamment s'adapter aux circonstances historiques — circonstances qui ont d'ailleurs tôt fait de nier leur version. L'hybridité est, par essence, propre aux populations qui « se la jouent » au quotidien pour

trouver une place dans les systèmes établis, imposés. Prendre en compte cet élément constitutif des discours, c'est accepter de comprendre d'où émergent les discours et où vont les discours, avec toutes les nuances et tensions que les échanges impliquent dans une modernité perpétuellement inachevée, des directions d'abord ancrées sur le « ici-je-vis », dont nous parle Rosa Maria Alfaro (2002, p. 36).

CONCLUSIONS

Si la culture nationale se forge à travers le récit d'histoires communes et de conflits, mais aussi de compromis et de conciliations, cette même culture politique, qui continue d'orienter les rationalités sous-jacentes au concept de politique, peut s'avérer dysfonctionnelle, spécialement dans des pays où le caractère multiculturel prédomine. Aujourd'hui, le contexte de mondialisation nous permet de mettre en lumière ces lacunes dans les processus de création de nations intégrées qui sachent répondre aux nécessités de sa population et réinterpréter les demandes faites par les acteurs sociaux, nouveaux et traditionnels, au sein d'espaces conçus pour être communs. Pour nous, il ne fait pas de doute qu'avant de pouvoir négocier les conditions de développement, les membres d'un même État-nation doivent préalablement (re)voir les références communes qui les unissent tant bien que mal. Ces référents demandent ardemment à s'adapter aux contextes changeants et aux réalités qui ont pu être niées ou infériorisées au fil de l'histoire. S'il est vrai que la mémoire sociale constitue une matrice d'intelligibilité de la réalité nationale — ciment qui permet aux individus, au-delà de leurs intérêts, préférences, et comportements politiques, de fonctionner et de communiquer —, cette même mémoire doit avant tout refléter les diverses réalités qui conforment la réalité nationale afin de la rendre véritablement fonctionnelle. C'est en affirmant, en premier lieu, ces lacunes que les États-Nations seront en mesure de créer des projets nationaux intégrateurs que les membres pourront s'approprier comme outil d'un meilleur vivre en société. Mais pour pouvoir s'approprier un tel projet collectif, il faut revoir le langage qui rend intelligible celui-ci, en se penchant sur la pensée sociale de la politique chez les membres de cette population.

En ce sens, ce mémoire aura été une incursion dans la pensée sociale au sujet de la politique, au cœur des univers de sens peuplant le Pérou: un voyage enrichissant et nécessaire afin de mettre en perspective la problématique d'exclusion de ce pays. L'exercice méthodologique de recueil des représentations sociales sur la politique, appuyé par des

entretiens individuels et des périodes d'observation, nous a permis de construire des lexiques et d'élaborer des analyses de typicité à propos du concept de politique chez nos répondants. Ces analyses nous ont permis de vérifier la présence de consensus au sujet du concept de politique. De manière générale, nos répondants ont présenté une attitude négative envers la politique. Cette position nous paraît peu surprenante puisqu'elle découle directement de la situation politique et économique actuelle du pays ainsi que du mécontentement envers les options et le système politique dans son ensemble. Toutefois, aucune position réellement antisystémiques n'a émergé, ce qui démontre que malgré la confiance réduite envers la politique, une confiance envers le régime démocratique demeure. Nous pouvons aussi prendre connaissance de la présence d'une définition plutôt normative et institutionnelle de la politique, comprise en termes concrets, se mesurant par sa présence institutionnelle (scrutin, services d'État, bureaucratie, élus, partis politiques, etc.), ce qui a pour effet de lier presque invariablement la situation du gouvernement et du système politique à la définition du concept de politique.

Concernant l'objectif que ce mémoire s'était fixé, soit celui d'analyser ce que les individus disent de la politique — et comment ils le disent —, celui-ci aura été atteint. L'infirmité au passage de notre proposition qui reposait sur une différenciation des discours en termes d'appartenance territoriale et géographique (urbain/rural) nous a apporté des informations intéressantes au sujet de l'intégration d'un discours plutôt consensuel sur la politique. Nous expliquons d'ailleurs cette infirmité par quatre conclusions originales. (1) La pensée sociale demeure somme toute insondable, car elle est interne et qu'une fois restituée, elle est déjà une autre pensée organisée par et pour le discours. Elle demeure aussi insondable en raison des processus méthodologiques et de l'influence du chercheur. Proposer que la pensée sociale demeure insondable n'invalide pas toutefois l'effort académique voué à la recherche sur la restitution de cette pensée. Cet effort n'est pas sans rappeler le mythe de Sisyphe. (2) Il y a intégration d'un discours officiel à propos de la politique, ce qui a eut pour effet de créer des discours uniformisés et consensuels sur la politique. alimentés par la force de la narrative nationale. (3) L'hybridation des discours permet d'effacer les frontières traditionnelles différenciant les discours grâce à la force du métissage culturel en place au sein des sociétés contemporaines. (4) L'axe urbain/rural doit être remplacé par un clivage

organisateur qui s'exprime plutôt en fonction du sud versus le reste du pays. Ce clivage est visible par les cartes d'allégeance politiques et les résultats aux scrutins. Toutefois, nous restons insatisfaits sur un aspect, soit celui de restituer ces « autres » discours sur la politique, ceux-là même qui divergent d'une définition liée aux institutions officielles. Il aurait été intéressant de voir se dessiner ces « horizons civilisatoires alternatifs », reflet des multiples traditions au Pérou, dont nous entretient Zenón de Paz (2002) dans son article sur les limites du discours rationnel.

Cette conclusion ne saurait être complète sans un *post-mortem* où les lacunes et limites de cette recherche seraient honnêtement exposées. L'absence de différences significatives dans les discours recueillis sur la politique peut s'expliquer autant sur le plan méthodologique, qu'épistémologique. Bien que nous ayons trouvé des conclusions qui nous paraissent satisfaisantes, nous ne pourrions passer sous silence le biais inévitable du chercheur dans sa quête de résultats ; le biais étant d'autant plus grand considérant l'impact double du statut d'être à la fois chercheure et étrangère en sol péruvien. Si nous nous sommes efforcés d'établir un lien de confiance avec nos répondants, entre autres, en adoptant une technique « boule-de-neige » pour la sélection des candidats, les écarts entre « pensée réelle » et « pensée ajustée » demeurent. Il devient alors difficile de prendre connaissance des différences qui seraient enregistrées si les discours n'étaient pas provoqués par le chercheur ou si les questions étaient posées par quelqu'un qui n'est pas un chercheur. C'est cela que nous avons tenté de limiter en ayant recours à un anthropologue péruvien local, intégré dans les communautés paysannes du Département de Cajamarca. De plus, la méthodologie scientifique-académique demeure en soi un outil de rationalisation des réponses. Elle peut passer à côté de nombres de détails précieux pour notre étude. C'est pour cela que nous avons décidé de combiner l'observation à nos méthodes plus standardisées d'association libre et d'entretiens individuels. Somme toute, nous ne pourrions jamais véritablement nous approcher assez près des conceptions de la politique et nous serons toujours réduit à analyser et à discuter des productions discursives créées à partir de la rencontre entre l'individu et le chercheur. L'information recueillie n'est pas pour autant moins intéressante ou vidée de sens. Elle aurait même pu réorienter notre problématique de recherche pour se tourner vers une étude de la pensée sociale sur la politique en contexte de confrontation avec le chercheur-

étranger. Quoi qu'il en soit, que le chercheur soit local ou étranger, les approximations demeureront parties intégrantes de la recherche, car la pensée est avant tout intérieure; nous ne pouvons qu'étudier sa rationalisation. Il nous reste donc le discours. Nous serions dans l'erreur de penser que déclarer c'est penser ; le passage de l'un vers l'autre demande d'être expliqué par des relations causales ou par des moyens de relations d'équivalence (Flament et Rouquette, 2003, p. 26). La verbalisation et l'organisation du discours est déjà une autre pensée filtrée, normalisée, circonstancielle. À notre avis, le discours, par définition, est cette organisation de la pensée. En l'absence d'outils qui permettraient de capter la pensée « préexprimée », nous devons nous contenter de prendre la production personnelle exprimée comme reflet ou témoin plus ou moins fidèle de la pensée, car « penser dans le contexte social semble consister beaucoup plus souvent à reproduire qu'à produire, à rééditer qu'à innover [...] » (Flament et Rouquette, 2003, p. 27).

Les résolutions à prendre sont nombreuses et ont déjà été exposées publiquement à travers divers projets collectifs, dont la Commission de la Vérité et de la Réconciliation⁷⁴, qui a rendu public son imposant rapport en 2003. La série de résolutions alors proposée par la Commission tentait de satisfaire l'objectif de réconciliation du pays avec le passé, non seulement en lien avec les atrocités ponctuelles commises lors du dernier régime autoritaire de Fujimori, mais aussi dans une vision plus large concernant la violence politique. Cette initiative — et, dans une mesure beaucoup plus modeste, ce projet de recherche — peuvent nous servir de base de réflexion pour convoquer la nation autour d'enjeux aussi urgents que ceux de l'exclusion, de la pauvreté, de la marginalisation et de la violence.

Aujourd'hui, l'urgence n'est pas tant de reconnaître le dysfonctionnement de l'État-nation et ses lacunes en matière d'intégration : la question reste à savoir comment convertir en forces ce « désaccord » entre affirmation de la différence et expérience de l'inégalité (García Canclini, 2004b, p. 117). Car ce n'est pas uniquement en subordonnant la différence à l'inégalité et en croyant qu'en effaçant la première, les problèmes enregistrés se résoudreont d'eux-mêmes. Les erreurs ne se corrigent pas en affirmant la différence. elles se corrigent en

⁷⁴ Voir le portail de la Commission de la Vérité et de la Réconciliation : <<http://www.cverdad.org.pe/>>.

incorporant les différences sous toute leurs formes, en octroyant aux rationalités et aux univers de sens le même statut au sein de la nation et en valorisant, précisément, ces échanges comme une source de développement collectif. En « politisant » la Nation — politisation comprise en termes d'appropriation et de participation — peut-être serons-nous en mesure de voir les États favoriser davantage les points de vue populaires et les processus de participation citoyenne qui sont, somme toute, les véritables sources d'autorité nationale.

Finalement, qui de mieux placer pour expliquer l'interrelation de ces phénomènes, autant économiques, politiques, culturels que sociaux — phénomènes qui orientent aujourd'hui la pensée sociale de la politique — que la théorie de la complexité ? Cette théorie, popularisée entre autres par Edgar Morin, propose d'étudier la complexité du monde et de l'homme en se penchant sur « ce qui est tissé ensemble, dans un enchevêtrement d'entrelacements. » Préalable à l'incursion que nous venons de faire dans les univers de sens — univers d'où émergent les représentations et les définitions de la politique —, il nous a fallu entrevoir la complexité qu'implique ce processus de réflexion et élaborer, en quelque sorte, une éthique de la compréhension. Cet aspect est central, car pour paraphraser Morin, la connaissance devient myope pour appréhender les réalités humaines lorsqu'elle focalise sur l'individualité et la subjectivité. Elle devient alors une menace pour l'avenir humain (Morin, 2004, p. 65).

ANNEXE I

QUESTIONNAIRE D'ASSOCIATION LIBRE (VERSION ORIGINALE)

No. Encuesta: _____

Fecha: _____

Lugar: _____

1. Si uso la palabra "POLITICA", ¿Que es lo que le viene a la mente? **Nombrar 5 palabras, expresiones o "cosas"** que para usted están relacionadas con esta palabra (pueden ser eventos, personajes, palabras, etc).

--	--	--	--	--

2. En referencia al no. 1, poner las cinco palabras **en un orden de importancia**, de 1 a 5, donde 1 "es la mas importante" y 5 "es la menos importante".

1.	
2.	
3.	
4.	
5.	

3. Relacionado con lo anterior: para las palabras que ocupan los tres primeros lugares, **elegir 3 palabras relacionadas** – “que le viene en la mente” – acerca de estas 3 palabras (se pueden repetir las palabras).

Palabra No. 1:	Palabra No. 2:	Palabra No. 3:

4. Otra vez, por favor, **poner las 3 palabras en orden de importancia** (para cada grupo armado en el número anterior).

Palabra No. 1:		Palabra No. 2:		Palabra No. 3:	
1.		1.		1.	
2.		2.		2.	
3.		3.		3.	

ANNEXE 2

QUESTIONNAIRE D'ASSOCIATION LIBRE (TRADUCTION EN FRANÇAIS)

Numéro de l'enquête: _____

Date: _____

Lieu: _____

1. Si j'utilise le mot "POLITIQUE", qu'est ce qui vous vient en tête? **Nommer 5 mots, expressions ou « choses »** qui, selon vous, sont reliées à ce mot (ce peut être des événements, des personnages, des mots, etc.)

--	--	--	--	--

2. En référence au no. 1, mettre les cinq mots **en ordre d'importance**, de 1 à 5, 1 étant le plus important et 5 "le moins important".

1.	
2.	
3.	
4.	
5.	

3. En référence à ce que nous avons fait antérieurement: pour les mots qui occupent les trois premières places, **choisir 3 mots** reliés — « qui vous viennent en tête » — concernant ces 3 mots (les mêmes mots peuvent se répéter deux fois).

Mot No. 1:	Mot No. 2:	Mot No. 3:

4. Encore une fois, svp, mettre les 3 mots en ordre d'importance (pour chaque mot nommé au numéro antérieur).

Mot no. 1:		Mot no. 2:		Mot no. 3:	
1.		1.		1.	
2.		2.		2.	
3.		3.		3.	

ANNEXE 3

ÉCHANTILLON ET PROFILS DES RÉPONDANTS

Âge	N
18-27	16
28-37	16
38-47	6
Plus de 48	5
Ne répond pas	1
total	44

Sexe	N
Femme	21
Homme	23
total	44

Appartenance territoriale*	N
population urbaine**	21
population rurale***	23
total	44

* La population est définie par le lieu de résidence lors de l'enquête

** Lima, Trujillo

*** Ville d'Ayachuco, Département de Cajamarca

Niveau de revenu*	N	% valide
Moins de S/. 450	10	25,6
S/. 451-700	3	7,7
S/. 701-1000	1	2,6
S/. 1001-1300	3	7,7
S/. 1301-1600	1	2,6
S/. 1601-2000	9	23,1
S/. 2001-3000	2	5,1
S/. 3001-5000	2	5,1
S/. 5001-10 000	1	2,6
Aucun revenu	7	17,9
Total	39	100
Missing	5	
Total	44	

* Les revenus sont exprimés en monnaie locale, le Nuevo sol.

Niveau de scolarisation	N	% valide
N'a pas pu aller à l'école	1	2,3
Primaire complété	2	4,5
Primaire non-complété	2	4,5
secondaire non-complété	1	2,3
secondaire complété	4	9,1
Études supérieures complétées*	11	25,0
Études supérieures non-complétées*	4	9,1
Universitaire non-complété	4	11,4
Universitaire complété	14	31,8
Total	43	100
Missing	1	
Total	44	

* Fait référence aux études professionnelles ou techniques

ANNEXE 4

TABLEAU DES ENTREVUES

No.	durée	Urbain (U)/ Rural (R)	lieu	No.	durée	Urbain (U)/ Rural (R)	lieu
1	11:58	U	Trujillo	24	40:18	U	Trujillo
2	30:34	U	Trujillo	25	34:07	U	Trujillo
3	12:06	R	Cajamarca	26	55:18	U	Trujillo
4	10:27	U	Trujillo	27	33:07	R	Cajamarca
5	48:31	U	Trujillo	28	31:07	R	Cajamarca
6	9:01	R	Cajamarca	29	16:24	R	Cajamarca
7	28:08	U	Trujillo	30	14:38	R	Cajamarca
8	10:56	R	Cajamarca	31	10:05	R	Cajamarca
9	s/d	R	Cajamarca	32	7:54	R	Cajamarca
10	s/d	U	Lima	33	9:21	R	Cajamarca
11	s/d	U	Trujillo	34	6:36	R	Cajamarca
12	47:37	U	Trujillo	35	10:32	R	Cajamarca
13	49:38	U	Trujillo	36	8:36	R	Cajamarca
14	7:23	U	Lima	37	n/d	R	Cajamarca
15	1:08:50	U	Trujillo	38	n/d	R	Cajamarca
16	37:38	U	Trujillo	39	n/d	R	Cajamarca
17	17:42	U	Trujillo	40	n/d	R	Cajamarca
18	17:01	U	Trujillo	41	33:54	R	Ayacucho
19	38:10	U	Trujillo	42	34:30	R	Ayacucho
20	44:37	U	Trujillo	43	25:45	R	Ayacucho

21	13:09	U	Trujillo	44	28:04	R	Ayacucho
22	38:21	U	Trujillo	45	14:07	U	Lima
23	16:55	U	Trujillo				

ANNEXE 5

CATEGORISATION DES MOTS

Catégorie 1		
MENSONGE		
alan_García_1	farsa	ollanta
ambición_1	favorecer_a_los_demas	opresión_1
burla	favoritismo	peruanos
cara_dura	favoritismo_de_los_politicos	picardía
castigo	fingidor	plata_1
cínico	fraude_1	poder_1
cinismo	fujimori	poderes_1
complot	governador_1	políticas_1
congresistas_ordinarias	governabilidad_1	político
contradicción	gobierno_1	políticos
contrario_a_la_verdad	harto	presidente_1
controlar_país	ilusión	promesa
controversia	incompetencia_1	promesas
contubernio	incumplidas	propagandas_1
corrupción_de_la_mente	incumplimiento	pueblo
cuestiones_no_resultas	inestabilidad	rechazo
demagogia	ingratitude	robo_1
dinero_1	injusticia_1	saca_provecho_de_las_cosas
elecciones_1	justicia_1	tinglado
engañar	medioambiente	Toledo_1
engaño	mentir	traición
engaños	mentira	trampa
engañoso	mucho_ofrecen	tránsfugas
falacia	negociación	ventajas
falsas_promesas	no_cumplen	votos
falsedad	ofrecimiento	
falso	ofrecimientos	

Catégorie 2

GOUVERNEMENT/SYSTÈME POLITIQUE

Administración	Fuerza publica	Poder judicial_2
Afiche	Gobernador_2	Política_2
Alan_2	Gobernadores	Política partidaria
Alan_García_2	Gobierno_2	Políticas_2
Alcalde	Grupo	Posición
Calendario	Horas_extras	Presidencia
Ciudad	Ideas	Presidente_2
Cobrar en banco	Ideología	Previsión
Comicios electorales	Incompetencia_2	Principios_2
Congregación	Influencia	Prioridades
Congresista	Injusticia_2	Propaganda
Congreso_2	Laboral	Reglas
Constitución	Leyes_2	Remuneración
Constitucional	Ministro_2	representación_2
Debate	Muchos_candidatos	Responsabilidad
Descentralización	Multa	Separación de poderes
Descuentos	Nombre	Subministro
Desintegración	Normas	Toledo_2
Disciplina	Organizados	Trabajo_2
Duda	Pagar recibos	Vice presidente
Economía	Papeles	Voluntad del pueblo
Ejemplo	Paradigma lectura	Votar
Elecciones_2	Partido político	
Estado	Partidos	
Fila_larga	Poder_2	
Fraude_1	Poderes_2	

Catégorie 3

VOL ET CORRUPTION

abuso_3	estafadores	pícaro
alan_3	fraude_3	población
ambición_3	gobierno_3	poder_3
apristas	hambre	política_3
aprovechamiento	haraganes	presidente_3
aprovechar_de_la_situacion	injusticia_3	principios_3
basura_3	intereses_3	propiedades
belaunde	lacr	prostitucion_por_dinero_y_poder
bribón	ladrón	pudientes
candidato	ladronería	quimera

cohecho	ladrones	ratero
coima_3	las_personas_se_acostumbran_a_ello	regalos
conveniencia	las_personas_se_vuelven_corruptas	reuniones
corrupción	leyes_3	robo_3
corruptas	lucha_de_intereses	robo_de_amigos
delincuencia_3	lujos	robo_familiar
delincuentes	mafia	robo_personal
dinero_3	malversación	robos
drogas	ministro_3	sacar_provecho_de_las_cosas
egocéntrica	montesinos	sinvergüenza
egoísmo_3	muerte	soborno
el_poder_rompe_normas	negociaciones_ilegales	status
enriquecimiento	nivel_social	sucia
enriquecimiento_ilegale	para_cada_obra_se_recibe_beneficio	tias_culonas
enriquecimiento_personal	para_el_poder_se_reciben_coimas	vida_facil
estafa	Perú	

Catégorie 4

ESPOIR ET ACTIONS VERS BONNE GOUVERNANCE

acción	educativa	parcialidad
actividad	elecciones_4	participación
actuar	entrega	participar_en_asuntos_publicos
agrupaciones	entrevistas	personas
alan_4	esperanza	planificar_desarrollo_ciudad
alegría	estabilidad	poder_judicial_4
amar	fe	política_4
ambición_4	firmeza	políticas_4
amor	franqueza	profesores
ayudar	garantia_de_derechos	propagandas_4
cambio_de_actitud	gestión	propuesta
campana	gobierno_4	que_las_cosas_salgan_bien
capacidad	haya	reacción
cariño	honestidad	realidad
categoría	idea	religiosas
ciudadanía	igualdad	riqueza_4
claridad	igualdad_de_derechos	seguridad
confiable	imparcialidad	ser_parte_colectividad
confianza	injusticia_4	servicio
conjunto	intervención	servicios

conocer_4 deber_derecho democracia desarrollo difusión dinero_4 distribución	justicia_4 justicia_social labor_social meta militancia orden organización	solidez televisión trabajar trabajar_para_intereses_población trabajo_4 transparencia velar_por_intereses_masas
--	--	---

Catégorie 5

DÉCEPTION ET OBSTACLES À LA BONNE GOUVERNANCE

abandonar_a_los_amigos abandono aburrida agresión alianza ambición_5 analfabetismo analfabetos antivalor apra_5 atención_en_hospital atraso basura_5 broncas burocracia caos cierre_de_escuelas cobardía conejos conflicto congreso_5 decepción delincuencia_5 desacierto desavenencias desconocimiento desesperanza desigualdad desilusión	desocupados desorden desorganización dinero_5 discusión egoísmo_5 enfermedades explotación explotación_de_otro_país falta_de_trabajo fresco gente_que_sale_del_país gobierno_5 guerra haragán hipocresía ignorancia imparcial incompetencia_5 individualidad injusticia_5 inseguridad insultos interés irresponsabilidad jóvenes justicia_5 mala_conducta maldad	maltrato_5 migraciones mitin molestias mañoso negligencia odio opresión_5 partido pelea peleas pereza plata_5 poder_5 polémica política_5 porque_la_coca_de_por_medio rencor rencores se_insultan_entre_ellos suciedad sucio tontería trabajo_5 tristeza unión vender_a_tu_hermano venganza viajar_del_pais
---	--	---

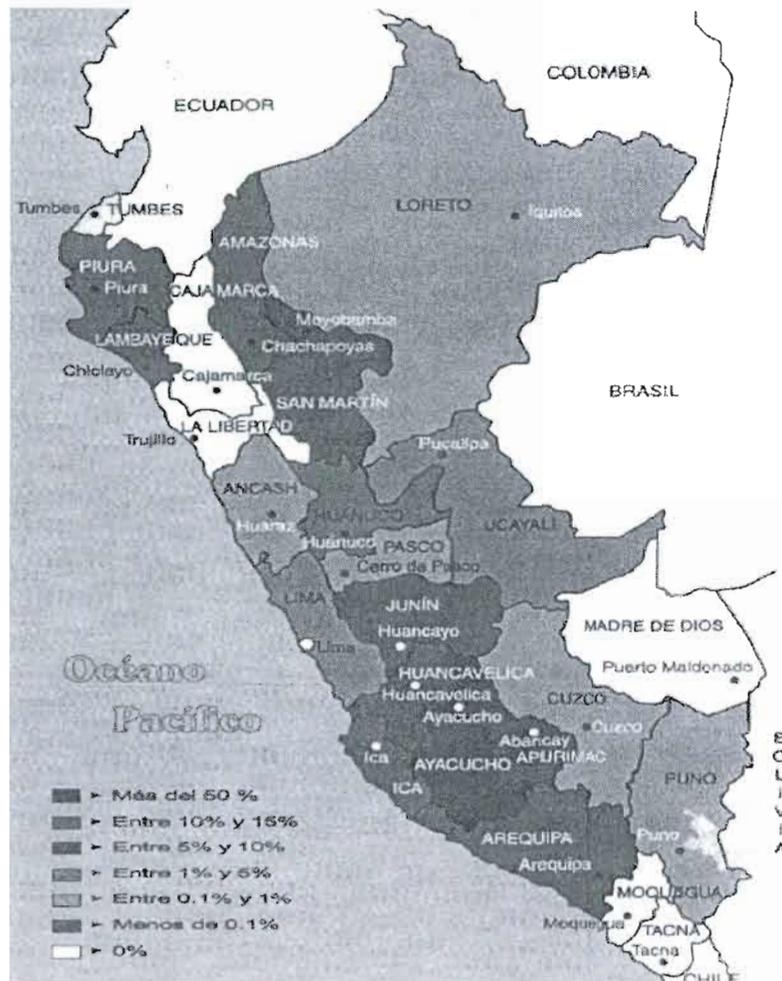
Catégorie 6

POUVOIR ET LEADERSHIP

absoluto	dominio	mando
abuso_6	egoísmo_6	manejar
actuar_en_instante	enfrentar_problema	orientar
agrupación	enseñanza	padre
ambición_6	escuchar	personaje
ambicioso	fuerza	plata_6
aplicar_ideología	gobernabilidad_6	pobreza
aplicar_plan_gobierno	gobernante	poder_6
apra_6	gobernar	política_6
arte_de_gobernar_ser_gobernado	gobernar_ser_gobernado	políticas_6
astucia	guiar	presidente_6
atender	imposición	representación_6
autoridad	injusticia_6	respeto
cambio	insensibilidad	responsable
coima_6	intereses_6	riqueza_6
conducción	involución	saber
conducir	jefe	servir
confrontación	jerarquía	soberanía
conocer_6	jerarquia_de_poderes	solucionar_problemas
decisión	justicia_6	someter
diseñar_estrategias	justificacion_de_mandato	sueldo
dinero_6	justificacion_de_mando	superioridad
dios	leyes_6	tiranía
disponer	liderar	Toledo_6
dominación	maltrato_6	
dominante	mandatario	

ANNEXE 6

CARTE DU PÉROU



ANNEXE 7

TABLEAU DES ENTREVUES AVEC LES EXPERTS PÉRUVIENS

Personnes	Fonction et institution	Lieu	Date de l'entrevue
Javier Protzel	Sociologue. Université de Lima	Lima	14 février 2006 28 novembre 2007
Maria Teresa Quiroz	Sociologue. Université de Lima	Lima	13 février 2006 8 novembre 2007
Luis Benavente	Directeur du Groupe d'opinion publique (GOP). Université de Lima	Lima	23 février 2006 11 septembre 2007
Rosa Maria Alfaro	Directrice de l'Association des communicateurs sociaux (CALANDRIA)	Lima	12 novembre 2008
Andrés Corrales Angulo	Conseiller au Ministère de la Femme et du Développement social (MIMDES) du Pérou	Lima	15 février 2006
Alfredo Mires Ortiz	Antropologue et coordinateur de la Red de Bibliotecas rurales de Cajamarca	Cajamarca	13 au 20 septembre 2007
Roberto Portilla Lescán	Attaché du maire, à la Municipalité de Trujillo.	Trujillo	4 octobre 2007
Teresita de Jesús Bravo Malca	Régisseuse au Conseil de la Municipalité régionale de Trujillo	Trujillo	24 septembre 2007

ANNEXE 8

NOTES (CITATIONS ORIGINALES EN ESPAGNOL)

ⁱ Política... política es una persona política, una persona que quiere quedar bien contigo, pero quiere quedar bien con su enemigo también [...] para llegar a su objetivo [...] su objetivo es robar y ser elegido [...]

ⁱⁱ La política, simplemente lo lleva un grupo de personas y el resto de la gente queda de un lado. [...] La política no es una política como debería ser, hacia el servicio social, no. Es una política en la cual los políticos ven sus propios intereses y no los intereses sociales [...] por eso, asocio política con indiferencia. No es una política identificada con la necesidad del pueblo.

ⁱⁱⁱ Creo que dentro de lo que es la política ahora en el Perú. [...] La política, de manera general, es buena. Quien la hace mala son las personas.

^{iv} La democracia si es un sistema para Perú, pero nuestros políticos lo enredan, lo vuelve sucio. No nos ayuden a tener unos pensamientos libres, a tener unas ideas libres [...] que nosotros ni nos pensamos. Que nosotros, quien nos pensemos. sino los políticos; ellos piensan por nosotros.

^v La política. si hablamos en términos diarios [...] cada persona en nuestra forma de pensar y actuar estamos haciendo política. Pero la política como una acción, como un trabajo que se realiza en los momentos preciosos, como es el caso de los partidos políticos [...] Cada uno de ellos tiene una línea política, una diferente manera de pensar o trabajar [...] Eso es política también. Cada cosa tiene su política.

^{vi} La política yo lo entiendo como es la forma de una persona en que depositamos la confianza, nos gobierna [...] en la forma un ciudadano nos gobierna y también como nosotros participamos en este gobierno de esa persona.

^{vii} Pienso que la política debe tener una participación mayoritaria, tomar decisiones en las cuales caben la mayor cantidad de la gente y no como ahora que solamente que se va en función a intereses más grupales, de pequeños grupos y no se involucra a la población en su conjunto. Creo que debería de primar más la opinión de la población y no de una población menor.

^{viii} Decidimos votar por él, por Alan porque dijo que iba a apoyar el proyecto Mi vivienda y como estamos en el negocio de la construcción, ni hablar, nos convenía votar por él.

^{ix} Conquistaba al principio, estaba bien, a la cabeza pero de ahí, no sé... porque en sus encuestas, decían que ofrecería... por eso por lo que te ofrecen, ofrecían cosas y el otro me parecía mejor, a mi me parecía mejor, pero no sé por que motivo sería que perdió.

^x Y la única forma de llegar a un gobierno regional o local o nacional, es mediante un partido o movimiento político [...] veo que no toda la vida las organizaciones no vamos a estar solo demandando. O sea, no es de llevar siempre memoriales, demandas, para 10, 20 o 50 años [...]. Necesariamente, tendrá que surgir un movimiento político en la región de Ayacucho para contagiar a otras regiones [...] Aún todavía no tenemos este movimiento, porque tenemos que desarrollar nuestra capacidad de gestión [...] a veces como jóvenes, carecemos de mucha experiencia para conducir y estar en la escena política [...].

^{xi} Si votamos en las elecciones es porque tenemos una ley que dice que tenemos que votar y sino, nos multan o finalmente, es porque no nos queda otra cosa que hacer, es votar. [...] No hay una educación adecuada de la cultura cívica en nuestro país del para qué, porqué y cómo se debe votar. [...] La población no se ha acostumbrado, hay elecciones y votan por cual vengan y no porque analizamos y entendemos cual es el perfil, el involucrar de nuestros líderes que van a ser gobierno.

^{xii} (vote por el Alan García) porque como el año que estaba de candidato, todavía trabajaba en una escuela especial. por la directora que me pagaba, y otros compañeros que trabajaban decían que cuando entró el primer gobierno del Alan, el les nombró... yo como era contratada, tenía miedo que, mire, y casi ahí no mas, recién este año, me nombraron en mi trabajo. Es por eso que lo hice tan de repente por el nombramiento de mi trabajo, porque me podía favorecer.

^{xiii} Los que están llamado a romper este circulo, son los políticos [...] ya que de alguna manera son ellos que dan un ejemplo y de alguna manera, son los más capaces, entre comillas, dentro del aspecto político [...] son los mas capacitados para romper esto ... son los llamados a romper el esquema.

^{xiv} Votan pensando que un candidato va a tener soluciones [...] piensan que va a tener soluciones para todos los problemas aquí, pero hay una continuidad de este vicio y una ignorancia de la gente [...] tienen expectativa alta. La gente espera algo del gobierno, con tantas ansias que a veces. pueden ser desilusionados.

^{xv} La población escoge los políticos pero no están bien informados de lo que ellos están escogiendo, porque ellos no tienen una visión de lo que van a hacer, simplemente hablan hablan y nada más. ¿Por qué? Entra un congresista y dice que va a hacer tal cosa para el departamento, pero al final no lo hace, solamente guarda el dinero para él.

^{xvi} Aquí crear cultura es muy difícil [...] aquí la gente no quiere dar de sí un poco para poder apostar por un cambio. Lo que nosotros queremos es dar este tipo desarrollo a nuestro país, pero sin tampoco llevar eso a la desesperación [...] sin perjudicar al medio ambiente, a nuestra salud [...] esto debe enfrentarlo en primer caso los políticos, que conocen más del tema... bueno, la gente debe ser convencida y quedarse convencido [...].

^{xvii} Los problemas se pueden solucionar a distintos niveles, puede ser desde un espacio local pequeño, tu puedes ir generando opinión, demandando, reclamando, tener una incidencia política para poder cambiar ciertas normas que estén contra la comunidad o que no favorece, no solamente reclamando, sino también proponiendo que se hace para solucionar eso [...] creo que es la única manera (la forma política) de solucionar los problemas [...] yo creo que veo cambios concretos, poco a poco, de manera muy muy lenta. Estamos haciendo algo en lugar de nada.

^{xviii} En el Perú, se ha perdido la identidad hay muchas organizaciones, pero no hay articulación entre las organizaciones, pero también hay debilidad para hacer unas propuestas más conjuntas, más unidas, por ejemplo como lo plantean en Ecuador, el cambio de la constitución política o en Bolivia con la asamblea constituyente. Es que no hay aquí todavía estos temas de trabajo. También, hay la clase dominante, la clase alta, no fácilmente van a permitir que hagan estos cambios a fondo, para reestructurar la carta magna y el destino del país; van a cuidar sus intereses [...] son unos factores que explican que las comunidades, los pueblos indígenas no pueden más articular o desarrollar propuestas y escoger un líder que en los comicios podrían representarnos.

^{xix} Yo espero mucho de este gobierno, realmente yo si espero mucho, que se arreglen las cosas, que el Perú vaya mejor, que salga adelante y haga oportunidad para todos los jóvenes acá [...] tengo que poner las esperanzas en una persona, tampoco dejar las cosas así.

^{xx} ¿Quién nos hace un gobierno como se espera que haga? [...] [¿Porque cree que ha cambiando esta vez?] No, no es lo que me haga creer, yo tengo la esperanza que sea así. [¿Le gustaría creer?] Si claro. [...] Como decía todo el mundo. el menos malo. No había otra alternativa.

^{xxi} Cuando esperas mucho, quieres morir, suicidarte.

^{xxii} Yo creo que estoy defraudada de los presidentes que estuvieron gobernando [...] voy a votar para Alan, pero espero que no se repite la misma cosa.

^{xxiii} Me parece que la gente ya no cree en los políticos ni en la politiquería [...] la gente sobrevive por sí sola [...] la política está lejos.

^{xxiv} Lamentablemente, no tenemos armas, herramientas para poder manifestar [...] creo que eso es el problema, mecanismos de protesta [...] que hacemos nosotros desaprobando un gobierno si eso no tiene eco [...] como lo que paso con Toledo, desde el segundo año, tuvo niveles de desaprobación alta, ¿y qué ha ocurrido? Nada. Siguió gobernando. No hay mecanismos que puedan mover a un gobierno si no cumple.

^{xxv} Después de todo, al final es una decepción, todo es una decepción la política. No la política del APRA, la política en general, porque todo está así. En todos los partidos, como dicen, en todos sitios, no hacen nada. Todos los partidos están podridos. Priman más el interés personal. El hecho de luchar por el pueblo, buscar soluciones [...] sino, no estaríamos como estamos. Porque una de las lacras del Perú es sus políticos.

^{xxvi} ¿Que paso con Toledo? Cuando llego al poder, se dio cuenta que no podía cumplir. [...] ¿Y que paso? La gente comenzó a darle la espalda, al toque se desilusiono. Yo me pregunto, porque la gente si eligió “bien”, apostando 100% por Toledo, ¿porque no lo siguió después? [...] La gente no entiende que los cambios para llegar a desarrollarnos en un país subdesarrollado [...] son cambios que se han dado en el tiempo, son cambios que han venido de una cultura de desarrollarse [...] Cada persona ve su propio interés, no hay unidad [...].

^{xxvii} Todo el sistema en Perú está corrupto, todos, en toda parte [...] ¿qué se puede hacer? Son tentáculos, como un pulpo... es algo tan poderoso que lo corrompen igual [...] ¿tendrá solución? Se podrá hacer algo? No sé. ... se lanzan al congreso sólo por dinero... ven el país como un botín.

^{xxviii} ¿La coima? [...] Es que nos acostumbramos a esta forma de vida y seguimos, y no cambiamos esta idea, esta mentalidad que tenemos. ¿Y por qué? Porque nuestros políticos son así. Aquí, no comienza de abajo, sino todo desde abajo. Y si nuestro representante, el presidente, fuera recto en su actitud, todos los demás lo siguiéramos. [...] Pero, aquí, lamentablemente, todos los partidos políticos son corruptos.

^{xxix} Quieren dinero y es la forma más fácil de llegar a él [...] o sea, no roban para uno sino que roban para todo un grupo. Son una banda. El último presidente, hay casos de corrupción involucrando a sus hermanos, sus sobrinos, toda su familia [...].

^{xxx} La mayoría de políticos entran para robar. [...] y en los últimos años, ha sido mayor [...] La política esta para mi asociada con robo y mentira [...] el político viene y te teje todo un “caflorea” vamos a bajar los precios, vamos a dar un dinero a los pobres, pero es mentira. Es imposible. Es una ilusión.

^{xxxi} Acá es siempre lo mismo. para mí es eso, es una corrupción ya establecida. [...] el político que tiene un cargo y si no hace nada para robar, lo sacan, no sirve para la política [...] si no roban para él, tienen que robar para el que está más arriba [...] por ejemplo. los que están acá en política, en la municipalidad, tienen que aportar para la campaña del presidente Alan García. no es que tenga que aportar así obligatoriamente, sino que es por lo bajo. no es una norma, sino que es algo que se tiene que hacer para tener el apoyo del jefe digamos. Tienen que robar para poder aportar y sustentar a su líder.

^{xxxii} Me parece que la gente ya no cree en los políticos ni en la politiquería [...] la gente sobrevive por si sola [...] la política está lejos.

^{xxxiii} El asunto de política [...] debe ser la propiedad de un pueblo luchador, de un Perú que antiguamente representaba dignidad, antes, en el ámbito político. Ahora, no es así. Todo eso se traduce en un engaño obvio, con mayúscula, porque este engaño al que hemos sido sometido, hemos sido dejados y frente al cual hemos sido humillados.

^{xxxiv} El que tiene el poder siempre ejerce la tiranía, bueno, al menos por lo que se ve acá.

^{xxxv} Con la violencia política que sucedió en la década de los 80, ha mostrado eso: recién el gobierno se da cuenta que existen comunidades alejadas, que hay discriminación racial.

^{xxxvi} En ciertos aspectos, hay una deficiente intervención del gobierno. Y el Estado no está interviniendo en todo el Perú, sino hay algunas comunidades donde ni siquiera saben quien es su gobierno, como se llama el presidente. Les pregunta y no sabe la gente. No sabe porque no esta representado por el Estado, no hay presencia del Estado en sus comunidades. Tampoco les interesa quien les gobierna, porque esa gente vive muy independiente.

^{xxxvii} La población excluida históricamente aquí en nuestros Andes, en nuestro Perú profundo [...] desde un principio, no hay una abertura de escucha de los políticos de hoy de la real demandas de las necesidades de la población. Entonces, hay un divorcio entre población y Estado. No se puede hablar ni siquiera de una relación mínima [...] si en estos lugares es mínimo aquí, vayamos a ver en la profundidad de la serranía, de los pueblos mas lejanos [...] la presencia es casi nada. Entonces hay un descontento de la población en función a las respuestas del gobierno a sus demandas [...] casi en su integridad, es como si desconociera las necesidades de esta población.

^{xxxviii} Los medios de comunicación realmente están manipulados evidentemente porque no presentan de manera coherente y clara lo que realmente el pueblo quiere saber [...] se tratan de ataques [...].

^{xxxix} Es un deber, tomar consciencia de lo que es la política [...] pero nunca vamos a llegar a un punto clave y saber realmente que hay atrás de eso [...] somos simples personas que trabajamos y regresamos con nuestras familias, pero no sabemos más [...] para saber más, tendríamos que poner de lado a todo eso y meternos a la política.

^{xl} [...] los medios de comunicación no son claros y transparentes [...] por eso existe la ignorancia. [...] el peruano es comprado fácilmente con juguetes que les ponen en el camino. [...] La gente no conoce realmente lo que está sucediendo en el gobierno, el congreso y en las campañas (electorales) [...] esta gente como no conoce lo que hay atrás de eso [...] ellos se dejan llevar por las oportunidades del momento y votan.

^{xli} [...] y le daban, le daban, le daban (a Ollanta Humala) [...] así son (los medios de comunicación) [...] la política es sucia. Son muy parcializados y siempre cuidan sus intereses

^{xliii} Los medios de comunicación son un punto que te ayuda a decidir algo, pero no todo los que dicen los medios de comunicación es real, verdadero. Son sesgados con intereses.

^{xliiii} Son manipulados a veces. Hay una información, pero muchas veces cuando no puede convenir al gobierno o al presidente de la región, simplemente, no la pasan la información [...] siento que me falta mucha información, cada vez que me entero de algo, siento mas necesidad de aprender más.

^{xliv} (para tomar decisiones) más, conversamos con los caserillos, así, con las comunidades, con ellos mas conversamos que será mejor, es lo que ayuda más a decidir.

^{xlv} Hay que trabajar el tema de identidad [...] el tema de la participación, escuelas de líderes [...] desarrollar más liderazgo [...] que el currículo escolar sea más pegado a la realidad en las regiones.

^{xlvi} En mi caso, sí es importante. Me interesa la política, por eso estoy más involucrada en eso. [...] creo que es la posibilidad de pensar mi situación y cambiarla de una manera [...]. El cambio, no lo veo tanto por la idea de tener un puesto o tener una incidencia en el Estado, sino si, pensar en hacer pensar [...] en todo caso, tener una idea sobre la situación que vivimos y como puede ser transformada [...] es la manera de cambiar las cosas [...] porque la política es cotidiana [...] la política es la manera de pensar estas cosas.

Chapitre IV

^{xlvii} La idea de hegemonía, medio neoliberal, la mayoría de la gente del Estado no cuestiona que el modelo sea el capitalismo [...] el sistema en si es un sistema que genera desigualdades y genera una vida de consumo con el cual estoy en desacuerdo. [...] Mi idea es formarlos, hacer actividad que cuestiona este tipo de lógica [...] pensar localmente, tener alternativas al sistema neoliberal.

^{xlviii} La política... es un medio de participación. Debería por lo menos ser así. [...] Creo que en todo espacio, hacemos política, pero hacemos varios tipos de política. Uno que puede ser una política acorde a la realidad de nuestro país [...] nuestras decisiones van en función a eso. [...]. Entonces, pienso es un medio de participación en el cual nos involucramos todos con buenas o con malas propuestas o decisiones.

BIBLIOGRAPHIE

Littérature sur les représentations sociales

- Abric, Jean-Claude. 2003a [1994]. *Pratiques sociales et représentations*. Paris : Presses universitaires de France, 252 p.
- _____. 2003b. *Méthodes d'étude des représentations sociales*. Paris : Érès, 295 p.
- _____. 2001. « L'approche structurale des représentations sociales : Développements récents ». *Psychologie et Société* no. 4, Vol. 2, no 2, p. 81-103.
- de Rosa, Annamaria Silvana. 1995. « Le 'réseau d'associations' comme méthode d'étude dans la recherche sur les représentations sociales : Structure, contenus et polarité du champ sémantique ». *Cahiers Internationaux de Psychologie Sociale*, no 28, p. 96-122.
- _____. 2003. « Le 'réseau d'associations'. Une technique pour détecter la structure, les contenus, les indices de polarité, de neutralité et de stéréotypie du champ sémantique lié aux représentations sociales ». In *Méthodes d'étude des représentations sociales*, sous la dir. J-C. Abric, p.81-117. Paris : Érès.
- Doise, Willem, 1990 « Les représentations sociales ». In *Traité de psychologie cognitive. vol. 3. Cognition, représentation, communication*, sous la dir. de R. Ghiglione, C. Bonnet et J. F. Richard, p. 111-174. Paris : Dunod.
- Farr, Robert M. et Moscovici, Serge. 1984. *Social representations*. Cambridge University Press : Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, 412 p.
- Flament, Claude. 1994 « Structure, dynamique et transformation des représentations sociales ». In *Pratiques sociales et représentations*, sous la dir. J-C Abric, p. 37-58. Paris : Presses universitaires de France.
- Flament, Claude et Rouquette. Michel-Louis. 2003. *Anatomie des idées ordinaires. Comment étudier les représentations sociales*. Paris : Armand Colin, 175 p.
- Jodelet, Denise. 1984. « Représentation sociale : Phénomènes, concept et théorie ». In *Psychologie sociale*, sous la dir. de S. Moscovici, p. 357-378. Paris : Presses universitaires de France.

- _____. 2003 [1989]. *Les représentations sociales*. Coll. « Sociologie d'aujourd'hui ». Paris : Presses universitaires de France, 447 p.
- Kalampalikis, Nikos. 2003. « L'apport de la méthode Alceste dans l'analyse des représentations sociales ». In *Méthodes d'étude des représentations sociales*, sous la dir. In J-C. Abric, p. 147-178. Paris : Érès
- Mannoni, Pierre. 1998. *Les représentations sociales*. Coll. « Que sais-je ? », no 3329. Paris : Presses universitaires de France, 127 p.
- Moliner, Pascal (dir.). 2001. *La dynamique des représentations sociales : Pourquoi et comment les représentations se transforment-elles?*. Coll. « Vies sociales ». Grenoble : Presses universitaires de Grenoble., 303 p.
- Moliner, Pascal, Rateau, Patrick et Cohen-Scali, Valérie. 2002. *Les représentations sociales : Pratique des études de terrain*. Rennes : Presses universitaires de Rennes, 230 p.
- Moscovici, Serge (dir.). 2003. *Psychologie sociale*. Paris : Presses universitaires de France, 618 p.
- Negura, Lilian. 2006. « L'analyse de contenu dans l'étude des représentations sociales ». *Sociologies, Théorie et recherches* (22 octobre). En ligne : <<http://sociologies.revues.org/document993.html>>. Consulté le 06 mars 2008.
- Rouquette, Michel-Louis. 1996. « Représentations et idéologie ». In *Des attitudes aux attributions*, sous al dir. de J.C. Deschamps et J.L. Beauvois, p. 163-174. Grenoble : Presses universitaires de Grenoble.
- Rouquette, Michel-Louis et Rateau, Patrick. 1998. *Introduction à l'étude des représentations sociales*. Grenoble : Presses universitaires de Grenoble, 160 p.
- Seca, Jean-Marie. 2001. *Les représentations sociales*. Coll. « Coursus. Sociologie ». Paris : Armand Colin, 192 p.
- Vergès, Pierre. 1992. « L'évocation de l'argent : Une méthode pour la définition du noyau central d'une représentation ». *Bulletin de Psychologie*, Vol. 45, no 405, p. 203-209.

Littérature en communication

- Alfaro Moreno, Rosa Maria. 2000. « Culturas populares y comunicación participativa: En la ruta de las redefiniciones » [Cultures populaires et communication participative: Sur la route des redéfinitions]. *Razón y Palabra* (Mexique). no 18, (mai-juin). En ligne : <<http://www.razonypalabra.org.mx/anteriores/n18/18alfaro.html>>. Consulté le 30 février 2007.

- _____. 2006. « Hundidos en la incertidumbre. Cultura política y proceso electoral » [Enfoncés dans l'incertitude. Culture politique et processus électoral]. In *Indignación e incertidumbre política. Responsabilidad del periodismo en el proceso electoral* [Indignation et incertitude politique. Responsabilité du journalisme dans le processus électoral], sous la dir. de R. M. Alfaro Moreno, p. 54-74. Lima : Asociación de comunicadores sociales – Calandria.
- _____. 2006. « Declives en la investigación en favor de la vigilancia ciudadana. Estudios de recepción mediática en Perú » [Déclins dans la recherche en faveur de la vigilance citoyenne. Étude de réception médiatique au Pérou]. *Diálogos de la Comunicación*, no 73, p. 89-98.
- _____. 2002. « Politizar la ciudad desde comunicaciones ciudadanas » [Politiser la ville depuis les communications citoyennes]. *Diálogos de la Comunicación*, no 65, p. 33-53.
- _____. 2002. *Ciudadan@s "de a de veras". Una propuesta de vigilancia de la gestión pública, desde un enfoque comunicacional* [Citoyens, citoyennes "pour de vrai". Une proposition de vigilance de la gestion publique selon une approche communicationnelle]. Lima : Asociación de comunicadores sociales – Calandria, 164 p.
- _____. 1994. « Políticas pesadas para medios livianos de comunicación. Desorganización de la cultura política y comportamiento electoral » [Politiques lourdes pour des médias légers de communication. Désorganisation de la culture politique et comportement électoral]. In *Entre públicos y ciudadanos* [Entre publics et citoyens], sous la dir. de J. Martín Barberos *et al.*, p. 128-151. Lima : Asociación de comunicadores sociales – Calandria.
- Anderson, Benedict. 2002. *L'imaginaire national : Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*. Paris : La Découverte, 212 p.
- Aguilera, Tatiana. 2005. « Se vende democracia. El recurso al *pathos* en la arena pública » [Démocratie à vendre. Le recours au *pathos* dans l'arène public]. *Diálogos de la Comunicación*, no 61, p. 26-35. En ligne : <http://www.dialogosfelafacs.net/dialogos_epoca/pdf/61-03TatianaAguilera.pdf>. Consulté le 30 février 2007.
- Austin, John. 1970. *Quand dire c'est faire*. Paris : Éditions du Seuil, 202 p.
- Bardin, Laurence. 1996 [1977]. *L'Analyse de contenu*. Paris : Presses universitaires de France, 291 p.
- Bourdieu, Pierre. 1979. *La distinction : Critique sociale du jugement*. Coll. « Le sens commun ». Paris : Les Éditions de Minuit. 670 p.

- Bourdieu, Pierre et Passeron, Jean-Claude. 1970. *La Reproduction : Éléments d'une théorie du système d'enseignement*. Coll. « Le sens commun ». Paris : Les Éditions de Minuit, 284 p.
- de Certeau, Michel. 1990. *Arts de faire*. T. 1 de *L'invention du quotidien*. Coll. « Folio/essai », no 146. Paris : Gallimard, 347 p.
- de Certeau, Michel et Mayol, Pierre et Giard, Luce. 1994. *Habiter, cuisiner*. T. 2 de *L'invention du quotidien*. Coll. « Folio/essai », no 238. Paris : Gallimard, 415 p.
- Fish, Stanley. 2007 [1980, 1995]. *Quand lire c'est faire. L'autorité des communautés interprétatives*. Trad. de l'anglais par É. Dobenesque. Coll. « Penser/croisser ». Paris : Les Prairies ordinaires, 138 p.
- _____. 1995. *Respecter le sens commun. Rhétorique, interprétation et critique en littérature et en droit*. Trad. de l'anglais par traduit par O. Nerhot. Coll. « La Pensée Juridique Moderne ». Diegem (Belg.) : E. Story-Scientia ; Paris : Librairie générale de droit et de jurisprudence, 309 p.
- _____. 1980. *Is There a Text in this Class : The Authority of Interpretive Communities*. Cambridge et Londres : Harvard University Press, 408 p.
- García Canclini, Néstor. 2004a. *Diferentes, desiguales y desconectados. Mapas de la interculturalidad* [Différents, inégaux et déconnectés. Cartes de l'interculturalité]. Barcelona : Gedisa, 224 p.
- _____. 2004b. « Diferentes, desiguales, o desconectados ». *Revista CIDOB d'Afers Internacionals* (Barcelone), No 66-67, p. 113-133. En ligne : <http://www.aulaintercultural.org/article.php3?id_article=701>. Consulté le 10 avril 2008.
- _____. 1999. « Ciudades multiculturales y contradicciones de la modernidad » [Villes multiculturelles et contradictions de la modernité]. In *Imaginarios urbanos* [Imaginaires urbains], sous la dir. de N. García Canclini, p. 69-149. Buenos Aires : Eubeda.
- _____. 1996. « Ciudades y ciudadanos imaginados por los medios » [Villes et citoyens imaginés par les médias]. *Revista de la Sede Académica de México de la Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales*, Vol. 5, no 9 (décembre).
- _____. 1995. « Ni folklórico. ni masivo ¿Qué es lo popular? » [Ni folklorique, ni massif. Qu'est-ce que le populaire?]. *Diálogos de la Comunicación*, no 17. En ligne : <[http://www.felafacs.org/files/García .pdf](http://www.felafacs.org/files/García.pdf)> . Consulté le 22 novembre 2007.
- _____. 1992. *Hybrid Culture. Strategies for Entering and Leaving Modernity*. Minneapolis. London : University of Minnesota Press. 293 p.

- Goffman, Erving. . *La mise en scène de la vie quotidienne : La présentation de soi*. Paris :Les Éditions de Minuit, vol. 2.
- Giddens, Anthony. 1987. *La constitution de la société : éléments de la théorie de la structuration*. Paris : Presses universitaires de France, 474 p.
- Hall, Stuart. 1994 [1973]. « Codage/Décodage ». *Réseaux*, no 68, p. 29-39.
- Jaoui, Hubert. 1979. *CREA PRAT : Manuel de créativité pratique*. Paris : Éd. Épi, 342 p.
- Jauss, Hans Robert. 1978. *Pour une esthétique de la réception*. Coll. « TEL », Paris : Gallimard, 305 p.
- Martín-Barbero, Jesús. 2004. « Communication et culture ». *PlanetAgora.org*. En ligne : <http://www.planetagora.org/theme4_note.html>. Consulté le 22 janvier 2007.
- _____. 2002 [1987]. *Des médias aux médiations : Communication, culture et hégémonie*. Paris : Éditions CNRS, 224 p.
- _____. 1990. « De los medios a las prácticas » [Des médias aux pratiques]. In *La comunicación desde las prácticas sociales. Cuadernos de Comunicación y Prácticas Sociales, no 1* [La communication à partir des pratiques sociales. Cahiers de Communication et pratiques sociales, no 1], sous la dir. de G. Orozco, p. 9-18. Mexico : PROIICOM-Universidad Iberoamericana.
- Orozco, Guillermo (éd.). 2002. *Recepción y mediaciones: Casos de investigación en América latina* [Réception et médiations: Cas de recherche en Amérique latine]. Buenos Aires : Grupo Editorial Norma, 162 p.
- _____. 1998. « Las prácticas en el contexto comunicativo » [Les pratiques dans le contexte communicatif]. *Chasqui : Revista latinoamericana de Comunicación* (Équateur), no 62 (juin). En ligne : <<http://www.comunica.org/chasqui/orozco.htm>>. Consulté le 22 novembre 2007.
- Patez, Fabrice. 1998. « Quelques remarques sur l'imaginaire national ». *Cahiers du CÉRIEM* (Centre d'Étude et de Recherche sur les Relations Inter-ethniques et les Minorités), no 3 (octobre), p. 3-13. En ligne : <<http://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00010215/en/>>. Consulté le 15 janvier 2008.
- Pêcheux, Michel. 1969. *Analyse automatique du discours*. Paris : Dunod, 139 p.
- Proulx, Serge et Maillet, Delphine. 1998. « La construction ethnographique des publics de télévision ». In *Accusé de réception : Le téléspectateur construit par les sciences sociales*, sous la dir. de S. Proulx, p. 121-161. Québec : Les Presses de l'Université Laval.

Serrano-Martín, Manuel. 1977. *La Mediación Social* [La médiation sociale]. Coll. « Manifiesto », no 62. Madrid : Akal, 217 p.

Littérature socio-politique et culturelle sur le Pérou

Ansión, Juan. 2006. « La educación en el Perú: ¿Constructora de democracia o reproductora de desigualdades ? [L'éducation au Pérou: Constructrice de démocratie ou reproductrice des inégalités]. In *Séminaires CRISE*. En ligne : <[http://www.crise.ox.ac.uk/copy/Bolivia%20workshop/Ansion_CRISE%202006%20\(Es\).pdf](http://www.crise.ox.ac.uk/copy/Bolivia%20workshop/Ansion_CRISE%202006%20(Es).pdf)>. Consulté le 24 janvier 2008.

_____. 1987. *Desde el rincón de los muertos : El pensamiento mítico en Ayacucho* [Depuis le coin des morts : La pensée mystique à Ayacucho]. Lima : Gredes, 244 p.

Ansión, Juan, Diez, Alejandro et Mujica, Luis (éds.). 2000. *Autoridad en espacios locales: Una mirada desde la antropología* [Autorité au sein des espaces locaux : Une regard anthropologique]. Lima : Fondo Editorial de la Pontificia Universidad Católica del Perú, 366 p.

Apffel-Marglin, Frédérique. 1995. « Development or Decolonization in the Andes? ». *Futures* (N.Y.), Vol. 27, no 8. p. 869-882.

Avila, Javier. 2004. « Regionalismo, religiosidad y etnicidad migrante trans/nacional andina en un contexto de “globalización” : El culto al Señor de Qoyllur Ritti » [Régionalisme, religiosité et ethnicité migrante trans/nationale andine dans un contexte de “globalisation”]. In *Interculturalidad y política: desafíos y posibilidades* [Interculturalité et politique : défis et possibilités], sous la dir. N. Fuller, p. 209-246. Lima : Instituto de Estudios Peruanos.

Brunner, José Joaquín. 1988. « Notas sobre cultura popular, industria cultural y modernidad » [Notes sur la culture populaire, l'industrie culturelle et la modernité]. In *Cultura transnacional y cultura popular* [Culture transnationale et culture populaire], sous la dir. de N. García Canclini, p. 75-109. Lima : Instituto para América Latina.

Burga, Manuel. 2005 [1988]. *Nacimiento de una utopía: Muerte y resurrección de los incas* [Naissance d'une utopie: Mort et resurrection des Incas]. Lima: Fondo Editorial de la Universidad Nacional Mayor de San Marcos, 447 p.

_____. 2003. « Para que aprender historia en el Perú » [Pourquoi apprendre l'histoire au Pérou]. In *Territorio, cultura e historia. Materiales para la renovación de la enseñanza sobre la sociedad peruana* [Territoire, culture et historique. Matériels pour la rénovation de l'enseignement sur la société péruvienne], sous la dir. de P. Oliart, p. 17-25. Lima : Instituto de Estudios Peruanos.

- Callirgos, Juan Carlos. 1993. « El racismo peruano » [Le racisme péruvien]. In *Biblioteca Virtual de Ciencias Sociales*. En ligne: <www.cholonautas.edu.pe/>. Consulté le 20 janvier 2008.
- Cameron, Maxwell A. 2006. « Perú's New Cleavage : North versus South ». In *Weblogs, Perú Elections 2006, University of British Colombia* (21 avril). En ligne : <<http://weblogs.elearning.ubc.ca/peru/archives/025877.php>>. Consulté le 15 juin 2006.
- Carrión, Julio F., Seligson, Michell A. et Zárate, Patricia. 2007. *Cultura política de la democracia en el Perú: 2006* [Culture politique de la démocratie au Pérou, 2006]. Lima : Instituto de Estudios Peruanos, 237 p. En ligne : <<http://sitemason.vanderbilt.edu/files/dvzgz2/Cultura%20Política%20de%20la%20Democracia%20en%20Perú%202006.pdf>>. Consulté le 28 janvier 2008.
- Chocano, Magdalena. 1987. « Ucronia y frustración en la conciencia historica peruana » [Uchronie et frustration dans la conscience historique péruvienne]. *Márgenes* (Lima), Vol. 1, no 2, p. 43-60.
- Contreras, Carlos et Cueto, Marcos. 2004. *Historia del Perú contemporáneo : Desde las luchas por la Independencia hasta el presente* [Histoire du Pérou contemporain : Des luttes pour l'indépendance jusqu'à maintenant]. Lima: Instituto de Estudios Peruanos, 420 p.
- de la Cadena, Marisol. 2004. « Viejos diálogos en torno a la raza: Una introducción al presente » [Vieux dialogues autour de la race: Une introduction au présent], Chap. in *Indígenas mestizos. Raza y cultura en el Cusco* [Indigènes métis. Race et culture à Cusco], p. 19-60. Lima: Instituto de Estudios Peruanos.
- de Paz, Zenón. 2002. « Horizontes de sentido en la cultura andina. El mito y los límites del discurso racional » [Horizons de sens dans la culture andine. Le mythe et les limites du discours rationnel], *Comunidad* (Pérou), no 5. En ligne : <<http://www.quechuanetwork.org/yachaywasi/HorizontesDeSentido.pdf>>. Consulté le 21 janvier 2008.
- Degregori, Carlos Ivan. . 2003. « Perú: Identidad, Nación y Diversidad cultural » [Pérou: Identité, Nation et diversité culturelle]. In *Territorio, cultura e historia. Materiales para la renovación de la enseñanza sobre la sociedad peruana* [Territoire, culture et histoire. Matériel pour la rénovation de l'enseignement à propos de la société péruvienne], sous la dir. de P. Oliart, p. 212-223. Lima: Instituto de Estudios Peruanos.
- _____. 2001 *La década de la antipolítica. Auge y huida de Alberto Fujimori y Vladimiro Montesinos* [La décennie de l'anti-politique. Essor et fuite d'Alberto Fujimori et Vladimiro Montesinos]. Lima: Instituto de Estudios Peruanos, 393 p.

- _____. 1993. « Identidad étnica, Movimientos sociales y Participación Política en el Perú » [Identité ethnique, mouvements sociaux et participation politique au Pérou]. In *Democracia, etnicidad y violencia en los países andinos* [Démocratie, ethnicité et violence dans les pays andins], sous la dir. de A. Adrianzén, p. 113-133. Lima : Instituto de Estudios Peruanos.
- _____. 1986. « Del mito de Inkari al mito del progreso : Poblaciones andinas, cultura y identidad nacional » [Du mythe de l'Inkari au mythe du progrès : Populations andines, culture et identité nationale]. *Socialismo y participación* (Lima), no 36, p. 49-56.
- Delpino, Nena. 1991. « Las organizaciones femeninas por la alimentación : un menú sazonado » [Les organisations féminines pour l'alimentation: un menu assaisonné]. In *La otra cara de la luna. Nuevos actores sociales en el Perú* [L'autre face de la lune. Nouveaux acteurs sociaux au Pérou], sous la dir. de L. Pásara et al., p. 29-72. Buenos Aires: Centro de Estudios de Derecho y Sociedad.
- Diez, Alejandro. 1999. « Diversidades, alternativas y ambigüedades: Instituciones, comportamientos y mentalidades en la sociedad rural » [Diversités, alternatives et ambiguïtés : Institutions, comportements et mentalités dans la société rurale]. In *Perú: El problema agrario en debate - SEPIA VII* [Pérou : le problème agricole en débat – SEPIA VII], sous la dir. de V. Agreda et al., p. 247-325. Lima : Seminario Permanente de Investigación Agraria.
- Dion-Buffalo, Yvonne et Mohawk, John. 1994. « Thoughts from an autochthonous center ». *Cultural Survival Quarterly*, Vol. 7, no 4 (hiver), p. 33-35.
- Espezúa Salmón, Dorian. 2000. *Entre lo real y lo imaginario: Una lectura lacaniana del discurso indigenista* [Entre le réel et l'imaginaire : Une lecture lacanienne du discours indigéniste]. Lima : Universidad Nacional Federico Villarreal.
- Espinosa de Rivero, Oscar. 2003. « Desafíos a la Ciudadanía Multicultural en el Perú » [Défis à la citoyenneté multiculturelle au Pérou]. In *Ciudadanías inconclusas: El Ejercicio de los derechos en sociedades asimétricas* [Citoyennetés inachevées: L'exercice des droits dans des sociétés asymétriques], sous la dir. de N. Vigil et R. Zariquiey, p. 77-89. Lima: Fondo Editorial de la Pontificia Universidad Católica del Perú.
- Favre, Henri. 1996. *L'indigénisme*. Coll. « Que sais-je? ». Paris : Presses universitaires de France, 127 p.
- Flores-Galindo, Alberto. 1987. *Buscando un Inca. Identidad y Utopía en los Andes* [À la recherche d'un Inca. Identité et utopie dans les Andes]. Lima : Instituto de Apoyo Agrario, 370 p.

- Fuller, Norma. 2002. « El papel de las clases medias en la producción de la identidad nacional » [Le rôle des classes moyennes dans la production de l'identité nationale]. In *Interculturalidad y Política. Desafíos y Posibilidades* [Interculturalité et politique. Défis et possibilités], sous la dir. de N. Fuller, p. 419-440. Lima: Red para el Desarrollo de las Ciencias Sociales en el Perú.
- Golte, Jürgen. 2000. « Campo y ciudad en los análisis antropológicos » [La campagne et la ville dans les analyses anthropologiques]. In *No hay país más diverso. Compendio de antropología peruana* [Il n'y a pas de pays plus diversifié. Précis d'anthropologie péruvienne], sous la dir. de C. I. Degregori, p. 204-234. Lima: Red para el Desarrollo de las Ciencias sociales en el Perú.
- Grompone, Romeo. 2005. *La escisión inevitable: Partidos y movimientos en el Perú actual* [La scission inévitable: Partis et mouvements dans le Pérou actuel]. Lima: Instituto de Estudios Peruanos. 212 p.
- Grillo Fernandez, Eduardo. 1992. « La cosmovisión andina de siempre » [La cosmovision andine de toujours]. *Perú Indígena* (Lima), Vol. 13, no 29, p. 33-53.
- _____. 1994. « La cosmovisión andina de siempre y la cosmología occidental moderna » [La cosmovision andine de toujours et la cosmologie occidentale moderne]. In *¿Desarrollo o descolonización en los Andes?* [Développement ou décolonisation dans les Andes]. Lima: Proyecto Andino de Tecnologías Campesinas. En ligne : <<http://base.d-p-h.info/fr/fiches/premierdph/fiche-premierdph-1439.html>>. Consulté le 15 décembre 2008.
- Matos Mar, José. 2004. *Desborde popular y crisis del Estado :Veinte años después* [Débordement populaire et crise de l'État : Vingt ans après]. Lima: Fondo Editorial del Congreso de la Nación, 227 p.
- Gutiérrez R., Miguel. 2007. « Alan García al frente del gobierno peruano: ¿180 días de luna de miel condicionada? » [Alan García à la tête du gouvernement péruvien : 180 jours de lune de miel sous condition?] *La chronique des Amériques* (L'Observatoire des Amériques), no 5 (février). En ligne : <http://www.er.uqam.ca/nobel/ieim/IMG/pdf/chro_Gutierrez_07-05.pdf>. Consulté le 7 février 2008.
- Huamani, Giselle, Moscoso, Martín et Urteaga, Patricia. 1988. « Rondas campesinas de Cajamarca : La construcción de una alternativa » [Patrouilles paysannes de Cajamarca : La construction d'une alternative]. *Debate Agrario* (Lima), no 3, p. 63-86.

- Hernandez, Narda. 2000. « El hechizo de las imágenes: Estatus social, género y etnicidad en la historia peruana » [Le sort des images: Statut social, genre et ethnicité dans l'histoire péruvienne]. In *Imaginarios nacionales, mestizaje e identidades de género. Una aproximación comparativa sobre México y Perú* [Imaginaires nationaux, métissage et identités de genre. Une approche comparative sur le Mexique et le Pérou], sous la dir. de N. Hernandez, p. 315-381. Lima: Fondo Editorial de la Pontificia Universidad Católica del Perú.
- Larson, Brooke. 2002. « Perú: Guerra, Soberanía Nacional y la Cuestión Indígena » [Pérou: Guerre, souveraineté nationale et la question indigène]. In *Indígenas, Élites y Estado en la Formación de las Repúblicas Andinas, 1850-1910* [Indigènes, élites et État dans la formation des Républiques andines, 1850-1910], sous la dir. de B. Larson, p. 101-144. Lima: Fondo Editorial de la Pontificia Universidad Católica del Perú.
- Ilizarbe, Carmen. 2002. « Democracia e interculturalidad en las relaciones entre Estado y sociedad » [Démocratie et interculturalité dans les relations entre État et société]. In *Interculturalidad y política. Desafíos y posibilidades* [Interculturalité et politique: Défis et possibilités], sous la dir. de N. Fuller, p. 77-105. Lima: Red para el Desarrollo de las Ciencias sociales en el Perú.
- López, Sinesio. 1997. *Ciudadanos reales e imaginarios. Concepciones, desarrollo y mapas de la ciudadanía en el Perú* [Citoyens réels et imaginaires. Conceptions, développement et carte de la citoyenneté]. Lima : Instituto de Diálogo y Propuestas (IDP), 537 p.
- Mariátegui, José Carlos. 1970. *Peruanicemos el Perú* [Péruanisons le Pérou]. Lima: Ed. Amauta, 166 p.
- Manrique, Nelson. 2006. *La Democracia en el Perú: Proceso Histórico y Agenda pendiente* [La démocratie au Pérou: Processus historique et agenda en suspend]. Lima : Programme des Nations Unies pour le Développement, 121 p.
- _____. 1999. « Algunas reflexiones sobre el colonialismo, el racismo y la cuestión nacional » [Quelques réflexions sur le colonialisme, le racisme et la question nationale], Chap. in *La piel y la pluma. Escritos sobre literatura, etnicidad y racismo* [La peau et la plume. Écrits sur la littérature, l'ethnicité et le racisme], p. 11-28. Lima : SUR/ Cidiag.
- Méndez, Cecilia. 1993. *Incas si, indios no. Apuntes para el estudio del nacionalismo criollo en el Perú* [Incas oui, indiens, non. Notes sur l'études du nationalisme créole au Pérou]. Documents de travail. no 56. Lima: Instituto de Estudios Peruanos.
- Miró Quesada Rada, Francisco. 2008. « El derecho a la revocatoria » [Le droit de révocation]. *El Comercio* (Pérou), 14 janvier. En ligne : <<http://www.elcomercio.com.pe/edicionimpresa/Html/2008-01-14/el-derecho-revocatoria.html>>. Consulté le 20 mai 2008.

- Monge, Carlos. 1995. « El comportamiento electoral de la población rural peruana, 1980-1990 » [Le comportement électoral de la population rurale péruvienne, 1980-1990]. Cajamarca (Pérou). Conférence présentée à la VIe réunion de SEPIA, 3-6 octobre 1995.
- Murra, John. 1978. *La organización económica del Estado inca*. Coll. « America nuestra ». Mexico: Siglo Veintiuno, 270 p.
- Mires Ortiz, Alfredo. 2003. « Poder y justicia: Consideraciones éticas desde el no-sujeto » [Pouvoir et justice: Considérations éthiques à partir du non-sujet]. Cajamarca (Pérou): Red de Bibliotecas Rurales de Cajamarca.
- _____. 2001. *Lo que cuento no es mi cuento. Cultura andina y tradición oral* [Ce que je raconte ce n'est pas mon conte. Culture andine et tradition orale]. Cajamarca (Pérou) : Red de Bibliotecas Rurales de Cajamarca, 122 p.
- Nugent, José Guillermo. 1992. *El Laberinto de la Choledad* [Le labyrinthe de la 'choledad']. Lima: Fundación Friedrich Ebert, 140 p.
- Panfichi, Aldo et Dammert, Juan Luis. 2006. « Oportunidades y limitaciones de la participación ciudadana en el Perú. La Mesa de concertación para la lucha contra la pobreza » [Oportunités et limitations de la participation citoyenne au Pérou. La table de concertation pour la lutte contre la pauvreté]. In *La disputa por la construcción democrática en América latina* [La dispute pour la construction démocratique en Amérique latine], sous la dir. de E. Dagnino, A. J. Olivera et A. Panfichi, p. 243-274. México D.F. : Fondo de Cultura Económica.
- Pajuelo Teves, Ramón. 2005. « Pérou : crise politique permanente et nouvelles protestations sociales », Trad. de l'espagnol par I. Dos Reis et F. Lévêque. In *RISAL*, En ligne : <<http://risal.collectifs.net/spip.php?article1381>>. Consulté le 29 avril 2008.
- Humberto Rodríguez Pastor (éd). 1985. *La antropología en el Perú*. Lima : Consejo Nacional de Ciencia y Tecnología, 285 p.
- Plantas, Pedro. 1999. « La difícil integración de las ciudadanías en el Perú » [La difficile intégration des citoyennetés au Pérou]. In *Repensando la política en el Perú* [Repenser la politique au Pérou], sous la dir. de E. Bardales *et al.*, p. 327-363. Lima: Red para el desarrollo de las Ciencias sociales en el Perú.
- Portocarrero, Gonzalo et Oliart, Patricia. 1989. *El Perú desde la escuela* [Le Pérou à partir de l'école]. Lima: Instituto de Apoyo Agrario. 236 p.

- Portocarrero, Gonzalo. 2004. « Perú, el país de las memorias heridas: entre el auto-desprecio y la amargura » [Pérou, le pays des mémoires blessées: entre l'auto-dépréciation et l'amertume]. In *Memorias en conflicto: aspectos de la violencia política contemporánea* [Mémoires en conflit: Aspect de la violence politique contemporaine], sous la dir. de R. Belay *et al.*, p. 35-49. Lima: Instituto de Estudios Peruanos.
- _____. 1998. *Razones de sangre* [Raisons de sang]. Lima: Fondo Editorial de la Pontificia Universidad Católica del Perú, 302 p.
- _____. 2001. « Nuevos modelos de identidad en la sociedad peruana » [Nouveaux modèles d'identité dans la société péruvienne]. In *Modelos de identidad y sentidos de pertenencia Perú y Bolivia* [Modèles d'identité et sentiments d'appartenance au Pérou et en Bolivie], sous la dir. de G. Portocarrero et J. Komadina, p. 11-88. Lima: Instituto de Estudios Peruanos.
- _____. 1990. « El silencio, la queja y la acción. Respuestas al sufrimiento en la cultura peruana » [Le silence, la plainte et l'action. Réponse à la souffrance dans la culture péruvienne]. In *Tiempos de ira y amor. Nuevos actores para viejos problemas* [Temps de haine et d'amour. Nouveaux acteurs pour de vieux problèmes], sous la dir. de C. I. Degregori *et al.*, p. 221-246. Lima: Centro de Estudios y Promoción del Desarrollo.
- Protzel, Javier. 2006. *Procesos interculturales. Texturas y complejidad de lo simbólico* [Processus interculturels. Textures et complexité du symbolique]. Lima : Instituto de Estudios Peruanos, 334 p.
- Rengifo Vásquez, Grimaldo. 1997. « Identidad cultural en los Andes? » [Identité culturelle dans les Andes]. Lima : PRATEC. En ligne: <<http://www.pratec.org.pe/articulos/posicion/p7.pdf>>. Consulté le 24 janvier 2008.
- Revesz, Bruno. 1995. « Espacios rurales y sociedad nacional » [Espaces ruraux y sociedad nacional]. In *Perú : El problema agrario en debate, SEPIA VI* [Pérou: Le problème agricole en débat, SEPIA VI], sous la dir. de B. Revesz *et al.*, p. 283-322. Lima: Seminario Permanente de Investigación Agraria.
- Roel Mendizábal, Pedro. 2000. « De folklore a culturas híbridas: Rescatando raíces, redefiniendo fronteras entre Nosotros » [Du folklore aux cultures hybrides: Repêchant les racines, redéfinissant les frontières entre le nous/autres]. In *No hay país más diverso. Compendio de antropología peruana* [Il n'y a pas de pays plus diversifié. Précis d'anthropologie péruvienne] sous la dir. de C. I. Degregori, p. 74-122, Lima : Instituto de Estudios Peruanos/Pontificia Universidad Católica del Perú/Universidad del Pacífico.
- Starn, Orin. 1991. *Con llanques todo barro. Reflexiones sobre Rondas campesinas, protesta rural y nuevos movimientos sociales* [Avec des llanques, je ballaie tout. Réflexions sur les patrouilles paysannes, la protestation rurale et les nouveaux mouvements sociaux]. Coll. « Mínima », no 24. Lima: Instituto de Estudios Peruanos. 75 p.

- Vega-Centeno, Imelda. 1991. *Aprismo popular: cultura, religión y política* [Aprisme populaire: culture, religion et politique]. Lima: Centro de Investigaciones Sociológicas, Económicas, Políticas y Antropológicas/Pontificia Universidad Católica del Perú, 599 p.
- Vergara Paniagua, Alberto. 2007. *El choque de los ideales. Reformas institucionales y partidos políticos en el Perú post-fujimorato* [Le choc des idéaux. Réformes institutionnelles et partis politiques au Pérou post-fujimoriste]. Conférence donnée au XVI^e Congrès de la Latin American Studies Association (Montréal, 5-8 septembre 2007).
- Vich, Cynthia. 2003. « 29 de julio de 2001: Toledo en el Cusco o Pachacútec en el mercado global » [29 juillet 2001 : Toledo à Cusco ou Pachacútec dans le marché global]. In *Batallas por la memoria^o: Antagonismos de la promesa peruana* [Batailles pour la mémoire: Antagonismes de la promesse péruvienne], p. 451-463. Lima: Red para el desarrollo de las Ciencias sociales.
- Tétreault, Maryse. 2006. « Mouvement ethno-nationaliste au Pérou et élections générales 2006 ». *La chronique des Amériques* (L'Observatoire des Amériques). no 22 (juin). En ligne : <http://www.ameriques.uqam.ca/pdf/chro_tetreault_22_06.pdf>
- Toche, Eduardo 2003. « Perú: Una democracia sin rumbo » [Pérou : Une démocratie sans but]. In *OSAL* (Buenos Aires) no 11 (mai-août), p. 135-189. En ligne : <<http://bibliotecavirtual.clacso.org.ar/ar/libros/osal/osal11/regionandina.pdf>>. Consulté le 28 avril 2008.
- Tubino, Fidel. 2003. « La recuperación de las memorias colectivas en la construcción de las identidades » [La récupération des mémoires collectives dans la construction des identités]. In *Batallas por la memoria^o: Antagonismos de la promesa peruana* [Batailles pour la mémoire : Antagonismes de la promesse péruvienne], p. 77-105. Lima : Red para el desarrollo de las Ciencias sociales.
- Urbano, Henrique Osvaldo. 1977. « Discurso mítico y discurso utópico en los Andes » [Discours mystique et discours utopique dans les Andes]. *Allpanchis* (Lima), no 10. p. 3-14
- Vargas T., Segundo et Montoya C., Luis. 1993. « Crisis, poder y rondas campesinas » [Crises, pouvoir et patrouilles paysannes]. *Alma Máter* (Lima). Vol. 4 (avril), p. 71-78.
- Zarzar, Alonzo. 1991. « La rondas campesinas de Cajamarca: De autodefensa al ¿autogobierno? » [Les patrouilles paysannes de Cajamarca: d'autodéfense à autogouvernance?]. In *La otra cara de la luna. Nuevos actores sociales en el Perú* [L'autre face de la lune. Nouveaux acteurs sociaux au Pérou], sous la dir. de L. Pásara et al., p. 104-152. Buenos Aires : Centro de Estudios de Democracia y Sociedad.

Autres

Alcouffe, Simon. s.d. « A. Giddens : La constitution de la société ». In *Les fiches de lecture de la Chaire D.S.O.* En ligne : <<http://www.cnam.fr/lipsor/dso/articles/fiche/giddens.html>>. Consulté le 18 janvier 2009.

Arguedas, José Maria. 1989 [1975]. *Formación de una cultura nacional indoamericana* [Formation d'une culture nationale indo-américaine]. Mexico: Veintiuno, 224 p.

Bartolomé, Miguel Alberto. 1997. *Gente de Costumbre y Gente de Razón. Las identidades étnicas en México* [Gens de coutume et gens de raison. Les identités ethniques au Mexique]. México : Siglo XXI ; INI, 216 p.

Bhabha, Homi K. 2002 [1994]. *El lugar de la cultura* [Le lieu de la culture]. Buenos Aires : Manantial, 320 p.

_____. 1994. *The location of culture*. London; New York: Routledge, XX p.

Blondin, Denis. 1995. *Les deux espèces humaines : Autopsie d'un racisme ordinaire*. Paris : L'Harmattan, 266 p.

Bonfil Batalla, Guillermo. 1981. « Lo propio y lo ajeno : una aproximación al problema del control cultural » [Conscience du soi et conscience de l'autre : une approche du problème de contrôle culturel]. *Revista Mexicana de Ciencias Políticas y Sociales*, Vol. 27, no 103, p. 183-191.

Calderón, Fernando. 1987. « América Latina: identidad y tiempos mixtos. O como tratar de pensar la modernidad sin dejar de ser indios » [Amérique latine: Identité et temps mixtes. Ou comment essayer de penser la modernité sans ne plus être indiens]. *David y Goliath* (Buenos Aires), Vol. 17, no 52 (septembre), p. 4-9.

Chuquimango Vargas, Mario. 2003. « La seguridad ciudadana desde la participación ciudadana » [La sécurité citoyenne à partir de la participation citoyenne]. *La Industria* (Pérou), 28 janvier.

Dahl, Robert. 1989. *Democracy and Its Critics*. New Haven: Yale University Press, 397 p.

Deruyttere, Anne. 1999. « Nativos en los números » [Natifs en chiffres]. In *BID-America*. En ligne : <<http://www.iadb.org/idbamerica/archive/stories/1999/esp/c1099s7.htm>> Consulté le 14 janvier 2008.

Banque Mondiale. s/d. « Perú : Datos destacados » [Pérou : Données ressorties]. En ligne : <<http://go.worldbank.org/RQ6VJXZU80>>. Consulté le 14 janvier 2008.

- Bourdieu, Pierre. 1978. « Sur l'objectivation participante. Réponse à quelques objections ». *Actes de la recherche en sciences sociales*, no 23, p. 67-69.
- Coseriu, Eugenio. 1973. « Synchronie, diachronie et histoire ». Trad. de l'espagnol par T. Verjans. *Texto!* 2007 En ligne : <http://www.revue-texto.net/Parutions/Livres-E/Coseriu_SDH/Sommaire.html>. Consultée le 4 mai 2008.
- Desti, Bruna. 2007. « La constitution d'un *objet culturel* : l'analogie entre Saussure et Poincaré ». In *Colloque Révolutions saussuriennes 2007 Genève*. En ligne : <<http://www.saussure.ch/preprints/Desti.pdf>>
- Duverger, Maurice. 1970. *Institutions politiques et droit constitutionnel*. Paris : Presses universitaires de France.
- _____. 1985 [1964]. *Introduction à la politique*. Coll. « Folio ». Paris : Gallimard, 382 p.
- EFE. 2006. « 50 millones de indígenas viven discriminados en América Latina » [50 millions d'indigène vivent discriminés en Amérique latine]. *El mundo* (Espagne), 16 mai. En ligne : <<http://www.elmundo.es/elmundo/2006/05/16/solidaridad/1147773726.html>>. Consulté le 14 janvier 2008.
- Fanon, Frantz. 2002 [1961]. *Les Damnés de la Terre*. Paris : La Découverte.
- Gaertner, Samuel L. et Dovidio, John. F. 1986. « The Aversive form of racism », Chap. In *Prejudice, Discrimination, and Racism*, p. 61-89. Orlando : Academic Press.
- Garfinkel, Harold. 1984 [1967]. *Studies in ethnomethodology*. Inglewood Cliffs (N.J.) : Prentice-Hall, 288 p.
- Hamel, Jacques. 2008. « Qu'est-ce que l'objectivation participante ? Pierre Bourdieu et les problèmes méthodologiques de l'objectivation en sociologie », *Socio-logos* 3. En ligne : <<http://socio-logos.revues.org/document1482.html>>. Consulté le 20 janvier 2009.
- Haroche, Claudine, Henry, Paul et Pécheux, Michel. 1991. « La sémantique et la coupure saussurienne: langue. langage. discours ». *Langages*, no 24, p. 93-106.
- Madrid, Raúl. 2005. « Ethnic Cleavages and Electoral Volatility in Latin America ». *Comparative Politics*, Vol 38. no 1 (octobre), p. 1-20.
- _____. 2003. « Indigenous voters and party system fragmentation in Latin America ». Actes du colloque Latin American Studies Association (Dallas. 27-30 mars 2003). En ligne : <<http://www.la.utexas.edu/~seant/madrid.doc>>. Consulté le 31 janvier 2008.
- Morin, Edgar. 2005. *Introduction à la pensée complexe*. Coll. « Points/essais ». Paris : Seuil, 158 p.

- _____. 1981 [1977]. *La Nature de la nature*. T. 1 de La méthode. Coll. « Points », no 123. Paris : Seuil, 399 p.
- _____. 2004. *Éthique*. T. 6 de La méthode. Paris : Seuil, 240 p.
- Nemo, Philippe. 2004. *Qu'est-ce que l'Occident ?*. Coll. « Quadrige Essais Débats ». Paris : Presses Universitaires de France, 155 p.
- O'Donnell, Guillermo. 1993. « Estado, Democratización y ciudadanía » [État, démocratisation et citoyenneté]. *Nueva Sociedad*, no 128, (novembre-décembre), p. 62-87. En ligne : <http://www.nuso.org/upload/articulos/2290_1.pdf>. Consulté le 20 mai 2008.
- Pécaut, Daniel. 2001. « Crisis y construcción de lo público » [Crises et construction du domaine public]. In *Lo público, una pregunta desde la sociedad civil* [Le domaine public, une question à partir de la société civile]. Mémoire de la V^e rencontre ibéro-américaine du secteur tertiaire, Bogota. En ligne : <<http://www.ucentral.edu.co/pregrado/escuelainge/hidricos/servicios%20publicos/anexos/Crisis%20y%20construcci%F3n%20de%20lo%20p%FAblico.doc>>. Consulté le 18 mai 2008.
- Prakash, Gyan. 2001. « La imposibilidad de la historia subalterná » [L'impossibilité de l'histoire subalterne]. In *Convergencia de tiempos. Estudios subalternos/contextos latinoamericanos, estado, cultura, subalternidad* [Convergence de temps. Études subalternes/contextes latino-américains, état, culture, subaltivité], sous la dir. d'I. Rodrigues, p. 61-69. Amsterdam: Rodopi.
- Quijano, Anibal. 1991. « Colonialidad y Modernidad/Racionalidad ». *Perú Indígena*, no 29, p. 11-21.
- Rowe, Vivian et Schelling, William. 1991. *Memory and Modernity: Pòpular Culture in Latin America*. Londre: Verso Books, 256 p.
- Sonntag R., Heinz et Arenas. Nelly. 2004. « Lo global, lo local, lo híbrido. Aproximaciones a una discusión que comienza » [Le global, le local, l'hybride. Approche d'une discussion qui commence]. In *Globalización y diversidad cultural: Una mirada desde América Latina* [Globalisation et diversité culturelle : Un regard à partir de l'Amérique latine], sous la dir. de R. Pajuelo et P. Sandoval, p. 57-86. Lima : Instituto de Estudios Peruanos.
- Taguieff, Pierre-André. 1988. *La force du préjugé : Essai sur le racisme et ses doubles*. Paris : La Découverte. 644 p.
- Todorov, Tzvetan. 1991[1982]. *La conquête de l'Amérique : la question de l'autre*. Coll. « Essai ». Paris : Seuil. 339 p.

- _____. 2004. *Les Abus de la mémoire*. Paris : Arléa, 60 p.
- Lee Van Cott, Donna. 2007. « Latin America's Indigenous Peoples », *Journal of Democracy*, Vol. 18, no 4 (octobre), p. 127-141.
- _____. 2005. *Contesting Citizenship: Indigenous Movements and the Post liberal Challenge in Latin America*. New York : Cambridge University Press, 388 p.
- _____. 2003. « Institutional change and ethnic parties in South America ». *Latin American Politics and Society*, Vol. 45, no 2 (été), p. 1-39. En ligne: <http://findarticles.com/p/articles/mi_qa4000/is_200307/ai_n9289166/>. Consulté le 28 janvier 2008.
- _____. 2000. « Party System Development and Indigenous Populations in Latin America: The Bolivian Case ». *Party Politics*, Vol. 6, no 2, p. 155-74.
- Nederveen, Jan. 2004, *Globalization and Culture: Global mélange*. Oxford: Rowman & Littlefield Publishers, 149 p.
- _____. 1995. « Globalization as Hybridization ». In *Global Modernities*, sous la dir. M. Featherstone *et al.*, p. 45-68, Thousand Oaks (Calif.) : Sage Publications.
- Roberts, Kenneth M. 2001. « *Political cleavages, party-society linkages, and the transformation of political representation in Latin America* ». Paper présenté au Congrès de la Latin American Studies Association (Washington, D.C., septembre 2001).
- _____. 2002. « Party-society linkages and democratic representation in Latin America ». *Canadian Journal of Latin American and Caribbean Studies*, Vol. 27, no 53, p. 9-34.
- Touraine, Alain. 1994. *Qu'est-ce que la démocratie ?*. Paris, Fayard, 297 p.
- Vidal, Denis. 1993. « Le prix de la confiance. Les renaissances du clientélisme ». *Terrain*, no 21 (octobre). En ligne : <<http://terrain.revues.org/document3068.html>>. Consulté le 24 mai 2008.
- Yashar, Deborah J. 1998. « Contesting Citizenship: Indigenous Movements and Democracy in Latin America ». *Comparative Politics*, Vol. 31, no 1 (octobre), p. 23-42.
- _____. 1999. « Democracy, Indigenous Movements, and the Postliberal Challenge in Latin America ». *World Politics*, Vol. 52, no 1 (octobre), p. 76-104.

Portails Internet

Jurado Nacional de Elecciones de Perú [Juré national des élections du Pérou] (JNE). Adresse HTML : <<http://www.jne.gob.pe/index.php>>

Oficina Nacional de Procesos Electorales [Bureau national des processus électoraux] (ONPE). Adresse HTML : <<http://www.jne.gob.pe/index.php>>

Grupo de Opinión Pública (GOP) [Groupe d'opinion publique], Universidad de Lima. Adresse HTML : <<http://www.ulima.edu.pe/webulima.nsf/default/5047CFEFA1DEEAE005256E630017BCE7?OpenDocument&dn=8.7.1>>

Consejo Nacional para la Ética Pública (Proética) [Conseil national pour une éthique publique]. Adresse HTML : <<http://www.proetica.org.pe/>>

Transparency International. Global Coalition against corruption. Adresse HTML : <<http://www.transparency.org/>>

Comisión de la Verdad y de la Reconciliación [Commission de la Vérité et de la Réconciliation] (Pérou). Adresse HTML : <<http://www.cverdad.org.pe/>>.